

Le 10 février 1954 .

RAPPORT AU BUREAU POLITIQUE, du Cam. J. BORREMANS,  
sur le Travail de la Commission de Contrôle Politique.

---

Le travail de la Commission de Contrôle Politique, n'ayant plus été discuté depuis le Comité Central des 29 - 30 novembre 1952, je pense qu'il est bon de commencer ce rapport par un rappel des décisions qui marqueront un net tournant dans l'orientation de notre politique des Cadres, et dans la forme dont nous concevions le rôle de la C.C.P.

Je rappelle brièvement que nous étions arrivés à la conception de nous être trompés, en confiant à la C.C.P. et aux responsables des cadres aux divers échelons du Parti, le soin de veiller et d'orienter la politique de la montée des cadres, - et que nous avions décidé de confier cette tâche aux organismes réguliers de direction du Parti à tous les échelons .

Je fis au Comité Central les propositions suivantes, qui furent admises :

- de supprimer notre service des cadres à tous les échelons, de rendre responsables de notre politique de cadres, les directions de sections, de fédérations, sous la responsabilité des Secrétaires Politiques ou d'organisation.

- Pour cela, remplacer les responsables des cadres, par des camarades qui seront les adjoints à l'or -



ganisation et qui s'occuperont de classer, de poursuivre le travail des dossiers, ce qui permettra aux camarades des directions respectives, d'avoir une connaissance complète, passé et présent réunis .

Cela ne paraît assez simple à l'échelon des sections et des fédérations .

A l'échelon national, c'est un peu plus compliqué: je pense que nous devrions garder la Commission de Contrôle pour tous les problèmes de la vigilance, enquêtes, vérification approfondie des cadres dans différents secteurs . Éducation du Parti sur vigilance Statut. Respect du Centralisme démocratique. Etat de santé. L'orienter plus vers le déplacement dans les fédérations, pour éducation sur ces problèmes .

En ce qui concerne la montée, proposition de changement, passage de cadres, - ce secteur passerait à l'organisation ainsi que le secteur statistiques, qui est souvent fait deux fois .

Le document<sup>ation</sup> centrale resterait unique, établie sur le dossier individuel des camarades; elle servirait en même temps à la C.C.P. et à l'organisation .

En fait, la proposition consiste à supprimer la fiction d'une politique de cadres basée sur un appareil in -



capable de le réaliser, - en la remplaçant par une politique de cadres faite par l'ensemble du Parti, sous la direction des organismes qui dirigent l'action politique au Parti, mettant fin aussi à une séparation de fait de la montée des cadres et de l'action du Parti .

Je pense que, pour ne pas avoir vu plus tôt cette voie juste, nous avons piétiné .

L'expérience nous a cependant amené à constater nos défauts; nous y avons d'ailleurs été aidés par l'exemple d'autres partis-frères qui ont, eux aussi, renoncé à leur service des cadres . C'est le cas, à notre connaissance, pour le Parti Roumain, pour le Parti Français .

Attention cependant aux illusions. Le changement de méthode, ne signifiera pas inévitablement le redressement.

Une période d'assimilation, de rodage assez longue, doit être prévue . Je crois qu'il faudra, pendant un certain temps, un organisme qui aille expliquer, engager le parti dans la bonne voie . Je pense que la Commission de Contrôle peut être chargée, pour un certain temps encore, de ce travail .

Je suis cependant persuadé, qu'en s'orientant



vers une politique de cadres, pratiquée avant tout par les organismes de direction du Parti à tous les échelons, nous marcherons enfin de l'avant, pour la réalisation des objectifs que je voudrais rappeler :

- a) faire monter dans le Parti des centaines de nouveaux cadres;
- b) prolétarianisation de nos organismes de direction, à tous les échelons,
- c) rajeunissement de nos organismes de direction,
- d) utiliser plus de femmes dans nos organismes de direction,
- e) doter les organismes de masses, de cadres de valeur .

■ ■

Comment avons-nous pu réaliser ces perspectives ? Quelles sont les faiblesses qui subsistent ? Quelles en sont les causes ? Quelles propositions faut-il faire pour améliorer le travail ? Tel est le but du présent rapport .

Dans le secteur de la montée des cadres - il ne m'appartient pas de présenter un rapport à ce sujet . Cette tâche fait actuellement partie du secteur d'organisation du Parti.

Je n'examinerai donc pour cette tâche importante, que le rôle qui était dévolu à la C.C.P., c'est à dire pendant la période de rodage - assez longue - pour orienter le Parti dans la bonne voie .



La Commission de Contrôle a-t-elle rempli son rôle dans ce domaine ? Je pense que l'on peut répondre qu'elle l'a fait très imparfaitement.

Certes, à l'échelon national, nos rapports avec le secteur d'organisation, sont bons. Nous avons, je pense, aidé le cam. Van Hoorick dans sa nouvelle tâche. Le fait que la cam. Angèle, qui tenait avant statistiques et documentation, a continué à le faire pour les deux secteurs, a facilité les choses. Et en ce qui concerne le fait de suivre les cadres à l'échelon national, - je pense que la situation actuelle est meilleure qu'avant.

Mais il faut bien voir que c'était là le plus facile.

Par contre, je suis d'avis qu'en ce qui concerne le tournant à faire dans nos fédérations, - nous n'avons pas rempli la tâche qui nous était confiée par le Comité Central: aider le Parti à s'engager dans la voie nouvelle tracée par le Comité Central.

La C.C.P., une nouvelle fois, a donc manqué à une tâche importante. Ce n'est, hélas, pas la seule. C'est pourquoi, étant d'avis que les autres faiblesses ont, à peu de chose près, les mêmes causes, j'essayerai de déterminer celles-ci, à la fin du rapport.

Quelles étaient les autres tâches qui restaient



confiées à la C.C.P. ?

Voici ce que je propose au Comité Central:

- " garder la Commission de Contrôle pour tous les problèmes de vigilance, enquêtes, vérification approfondies des cadres, dans différents secteurs ;  
éducation du Parti sur la vigilance, sur le respect des statuts ;  
veiller au respect dans le Parti, du centralisme démocratique, - à l'état de santé du Parti ;  
orienter la C.C.P. vers le déplacement dans les fédérations pour l'éducation du Parti, sur ces différents problèmes . "

Comment avons-nous rempli notre tâche dans ce domaine ?

L'on ne peut pas dire que la C.C.P. n'ait rien fait, . Si l'on tient compte que la C.C.P. se réunit une fois par semaine, - que ses membres, sauf le secrétaire, sont des bénévoles. Je ne compte pas le président, qui ne consacre pas à la C.C.P. plus de temps qu'un bénévole, - je pense que l'on ne peut pas reprocher à la C.C.P. un manque de travail .

En effet, en un an et quatre mois - après le C.C. - la Commission s'est réunie : 74 fois soit, sauf en de rares exceptions - une fois par semaine, et 7 fois, exceptionnellement, 2 fois par semaine .



La Commission de Contrôle, a, en outre, traité en ce laps de temps - 72 cas : enquêtes, demandes de réadmission, - appel contre sanctions, etc..

De ces 72 cas - 56 sont terminés; 16 restent encore en cours . Ce sont notamment les enquêtes suivantes . J'indiquerai les cas, et la date de début :

- enquête (F.I.) décision du C.C.	novembre 1951 .
- Neven	août 1952
- Charleroi	février 1953
- Reconnaissances de Prêts	mai 1953
- Stroobants	juillet 1953
- Henel	" "
- Braine le Chateau	septembre '52
- Festival Bucarest	octobre 1953
- Seraing	" "
- Bob Dubois	" "
- Ghyselincx	novembre 1953
- Malpoix	décembre 1953

Viennent s'ajouter à cela:

- l'enquête sur la féd. du Centre,
- notre intervention régulière dans les cas de dettes fédérales exagérées;
- le cas Beelen, et
- le cas DIVE de Seraing, qui dure depuis des années.

La lecture des dates de départ des enquêtes, nous amène à une première conclusion: la C.C.P. est beaucoup trop lente pour aboutir à des conclusions .

La lenteur apportée à résoudre les cas, amène souvent des situations difficiles qui enveniment les choses et font perdre son prestige à la C.C.P.



C'est là, à mon sens, la faiblesse essentielle de la C.C.P.

Et nous ne touchons qu'aux cas et enquêtes qui nous sont confiés et que nous ne parvenons à mener à bonne fin, qu'avec un énorme retard .

Le reste des tâches: éducation du Parti sur la vigilance, vérification approfondie des cadres dans différents secteurs, - déplacements dans les fédérations pour l'éducation sur ces différents problèmes - dans ce domaine, l'on ne peut pas dire que rien n'a été fait, - mais cela se fait d'une façon trop sporadique, sans plan ni perspective . Dans le secteur de la vigilance, nous jouons bien plus le rôle de " bouchon ", que celui de GUIDE .

Pourquoi en est-il ainsi ? Faut-il rechercher les causes essentielles dans les défauts des camarades, - dans un manque d'orientation ?

Je ne le pense pas . Je crois que, malgré certains défauts, le contenu de ce que fait la C.C.P. n'est pas tellement mauvais ; les conclusions de celle-ci posées devant le Bureau Politique, n'ont, en effet, jamais amené des discussions qui bouleversaient fondamentalement les propositions initiales .

Je pense en outre , que les camarades qui composent la C.C.P., pris à des degrés divers, sont de bons camarades, extrêmement dévoués au Parti, et dont certains four-



nissent, à titre bénévole, des heures de travail au Parti qui sont de loin supérieures à celles fournies par beaucoup de membres du C.C.; je pense surtout à des camarades comme: Jean Elume, Mariette Thonet, Raoul Baligand, Edith Buch. Les camarades Minnaert et Vanden Sompel apportent moins, étant donné qu'ils habitent la province, - mais ils ont fourni d'incontestables prestations.

Je voudrais également marquer devant le Bureau Politique, la tâche difficile, voire assez souvent écoeuvrante sous certains aspects, - accomplie par les camarades. Il faut une bonne dose d'enthousiasme pour tenir à ce travail.

C'est pourquoi je ne pense pas que ce soit dans le contenu du travail des camarades que nous devons rechercher la cause des faiblesses signalées plus haut, et qui se situent dans la lenteur apportée à régler certains cas et le non accomplissement de certaines tâches.

Quelles sont ces causes? Pour les comprendre, il faut considérer la somme de travail qui a été donnée à la C.C.P., car je rappelle que des tâches diverses sont confiées à la C.C.P., soit par le Bureau Politique, soit par le Comité Central, soit directement comme tâche obligatoire par les Statuts eux-mêmes (ex: appel d'exclusion).

Regardons le nombre de cas dont nous avons eu à nous occuper depuis un peu plus d'un an: 72 cas, enquêtes; etc.. Si l'on tient compte du caractère toujours difficile des choses dont nous nous occupons et qui nécessitent sou -



vent une enquête minutieuse, des interrogatoires, des confrontations, - si l'on tient également compte que souvent une affaire s'étend sur des dizaines d'individus, - nous nous rendrons parfaitement compte qu'avec la meilleure volonté du monde tous ces cas ne peuvent être réglés et ont une tendance à traîner démesurément. Nous devons, en effet, courir trop de lièvres à la fois, avec les conséquences dont j'ai déjà parlé.

Comment travaillons-nous actuellement ?

Une affaire est confiée à une équipe de deux camarades qui, en dehors des réunions de la C.C.P. mènent l'enquête et, après avoir entendu l'ensemble des intéressés, fait rapport à la C.C.P. sur l'ensemble de l'enquête et fait des propositions qui sont alors discutées.

Cette méthode n'est pas sans danger, en effet, la décision collective peut être influencée par les deux rapporteurs, surtout si l'on prend position en l'absence des intéressés, ce que nous faisons avant la dernière décision du B.P. sur les manières de procédures.

Il est clair que c'est, poussé par un manque de temps de vider les choses à fond, que nous avons été amenés à ces erreurs.

Aujourd'hui, la méthode reste la même, mais la C.C.P. en réunion discute des conclusions en présence des intéressés.



Il ne faut pas se cacher que cela prendra beaucoup plus de temps. Nous arrivons rarement à terminer un cas, avec enquête faite préalablement, en une soirée.

Par la suite, les propositions sont soumises au Bureau Politique quand il y a sanction; si les intéressés sont d'accord, le B.P. tranche en leur absence. En cas de désaccord, le B.P. convoque les intéressés pour les entendre (avant ils étaient entendus devant leur organisation de base) .

Les cas de désaccords sont nombreux, et il faut craindre de voir le Bureau Politique, lui aussi, embouteillé par ce seul aspect de son rôle, si le nombre de cas restait le même ..

Il faut également voir que la C.C.P. a été fortament amputée depuis le Congrès . Nous avons eu les départs de: V. Goossens , R. Dispy, Léona Motquin, Henri Glineur et, dernièrement Rik Van Aerschot .

Restent donc comme membres :

Jean Elume Léona Motquin Mariette Thonet F. Minnaert  
O. Vanden Sompel - auxquels sont adjoints: R. Baligand,  
Edith Buch .

Je ne me compte pas, étant entendu que mon rôle est uniquement un rôle de direction .

C'est peu, pour réaliser l'ensemble des tâches.

C'est pourquoi j'estime que nous devons

1° diminuer radicalement le nombre de cas, tâches et enquêtes dont la C.C.P. devrait s'occuper; celles-ci devraient



être ramenées à des choses essentielles. Je ne crains pas de dire que, sur les 72 cas cités, peut-être 10, au grand maximum, auraient dû être traités par la C.C.P. en tant qu'organisme.

## 2° Renforcer la C.C.P.

Comment diminuer le nombre de cas ?

Je propose la procédure suivante: confier aux directions fédérales, la plupart des cas qui nous sont soumis à ce jour, - un membre de la C.C.P. étant désigné, soit pour contrôler la réalisation de la tâche, soit pour aider, conseiller les camarades pour des cas plus difficiles.

Dans ce cas, les propositions seraient faites devant l'organisme du Parti qui a discuté l'affaire, et ne viendrait plus ni devant la C.C.P., ni devant le Bureau Politique.

En cas d'enquêtes ou de conflits dans une organisation de masse, le cam. responsable du travail dans l'organisation de masses, serait aussi responsable de ce travail, et ferait régler ce conflit dans l'organisation de masse, ou en cas d'impossibilité, devant le Parti, à son échelon).

Cette proposition radicale permettrait, à mon sens, le décolgestionnement de la C.C.P. et l'orientation de son travail vers certaines enquêtes essentielles menées à fond et dont celle-ci pourrait faire bénéficier le Parti en se rendant dans les fédérations, pour en tirer les enseignements.



En ce qui concerne le renforcement de la C.C.P.

Deux problèmes se posent :

- 1° trouver un secrétaire . (expliquer oralement le possible cas Jean Blume) .
  - 2° le retour à la C.C.P. des camarades qui l'ont quittée, voir si possible: (Glineur Henri, Van Aerschot , Léona Motquin . )
- 1



## RAPPORT SUR LE TRAVAIL SYNDICAL DU PARTI ET SUR NOS TÂCHES.

Il n'entre pas dans nos vues de faire une analyse approfondie de la situation générale de l'heure. Une telle analyse peut être trouvée ailleurs dans les documents de notre Parti Communiste.

Cependant, afin de mieux situer les problèmes, qui font l'objet de ce rapport, nous rappellerons brièvement les traits essentiels de la situation - plus particulièrement de la Belgique. Ce rappel nous paraît indispensable si l'on veut, à la lumière de l'expérience, être capable de déterminer une ligne juste et nos tâches actuelles dans la lutte syndicale.

Ainsi apparaîtra aussi, d'autant plus clairement, comment la lutte économique et syndicale se situe dans la lutte générale de la classe ouvrière à l'étape actuelle.

I. La baisse de la tension internationale, la crise économique, les attaques contre le standard de vie des travailleurs et le développement du mouvement gréviste.

Malgré tous les efforts des impérialistes américains et de leurs soutiens, pour entretenir la "guerre froide" et pour la transformer en guerre tout court, la tension internationale est en baisse.

Pendant que les pays du socialisme et de la démocratie populaire marchent de progrès en progrès, imposent leur politique de Paix basée sur la solution pacifique des différends internationaux, développent harmonieusement leur économie vers la satisfaction des besoins humains, le monde capitaliste est travaillé par les antagonismes propres au régime capitaliste.

Les faits démontrent que le Cde Staline avait raison



d'écrire que "la sérénité qui règne, en apparence, partout" dans le monde capitaliste "ne peut se maintenir pour l'éternité". Les puissants moyens des impérialistes américains s'affirment de moins en moins suffisants pour étouffer les oppositions d'intérêts qui dressent, toujours plus résolument, les pays capitalistes contre les Etats-Unis et les brouillent entre eux.

Le mouvement mondial pour la Paix, né des faits des dernières années, entraîne avec lui des masses toujours plus considérables d'hommes et de femmes, venant des différentes couches populaires, dans la lutte pour le maintien de la paix. Soutenu par la politique conséquente de paix de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire, le mouvement mondial pour la défense de la Paix restreint toujours davantage les possibilités de manœuvre guerrière des impérialistes et les oblige à tenir compte de la volonté des larges masses populaires hostiles à leurs menées <sup>de</sup> conquête et de domination.

La lutte croissante des peuples coloniaux et semi-coloniaux pour leur indépendance nationale, lutte qui prend de plus en plus un caractère de violence armée, affaiblit les impérialistes et renforce la lutte pour le maintien de la paix.

La baisse de la tension internationale est accompagnée par le développement rapide de la crise économique dans les pays capitalistes.

Pendant que la production et le bien-être ne cessent de croître dans les pays du socialisme et de démocratie populaire, la production et le bien-être dans le monde capitaliste déclinent systématiquement. Après le "boom de Corée", la politique de réarmement fiévreux des impérialistes ne pouvait que déséquilibrer la production capitaliste, ne pouvait que conduire à une crise économique profonde qui incite certains à ranimer les souvenirs



de la crise économique de 1939.

Le chômage, contestant irréfutablement tous les discours sur le plein-emploi, frappe des millions d'hommes et de femmes des pays capitalistes, abaissent sensiblement le niveau de vie des larges masses travailleuses.

Dans tous les pays capitalistes, le patronat a déclenché une vaste campagne, de grandes attaques contre le standing de vie des travailleurs, soulignant ainsi la faillite de tous les plans de sauvetage intervenus depuis la libération (depuis le plan Marshall jusqu'au plan Schuman). Ces attaques patronales s'exercent dans tous les domaines de la vie des travailleurs : contre les salaires et les différentes formes de la sécurité sociale, pour l'augmentation de la productivité, contre la journée de huit heures ou la semaine de 48 heures, contre la sécurité au travail, contre les libertés syndicales et d'opinion, etc.. Les impôts indirects et directs pèsent de plus en plus lourdement sur les travailleurs, pendant que le coût de la vie est en hausse.

La résistance des masses travailleuses aux attaques capitalistes grandit chaque jour. Dans tous les pays capitalistes le mouvement gréviste se développe et entraîne des masses toujours plus importantes dans les batailles. Malgré la politique de soumission et de collaboration des dirigeants de la C.I.O.A. à la politique des impérialistes américains et de leurs satellites, les travailleurs réalisent leur unité d'action pour repousser les attaques patronales et imposer leurs revendications.

Dans son développement, le mouvement gréviste englobe chaque jour un peu plus toutes les couches travailleuses, y compris les travailleurs des pays semi-coloniaux et coloniaux qui y participent pour la première fois.



8. Notre pays n'échappe pas à cette règle capitaliste internationale

La Belgique a été l'un des premiers pays à se soumettre à la politique des impérialistes américains. Les gouvernements qui se sont succédés dans notre pays, depuis 1947, ne se sont pas contentés de se soumettre à cette politique, mais ils s'en sont faits les défenseurs les plus serviles.

Dans les conférences internationales, comme à l'O.N.U. se sont prêtés à faire la sale besogne des impérialistes américains. Les Spaak's et les Van Zeeland, comme premier ministre et ministres des affaires étrangères, se sont faits les aboyeurs anti-soviétiques des impérialistes américains.

Ces gouvernements ont accepté d'enthousiasme toutes les exigences des américains. Ils ont conclu tous les accords imposés par Washington, depuis le plan Marshall jusqu'à et y compris le plan Schuman.

Mais, la résistance contre la politique de domination des américains commence à se manifester toujours plus ouvertement, la résistance englobe des groupes de toutes les couches et classes sociales de la population.

Si la résistance c'était déjà affirmée contre Benelux et contre le plan Schuman, celle contre la Communauté européenne de défense et autres "intégrations européennes" est plus nette encore. C'est que l'expérience a appris et apprend à des couches toujours plus larges de la population que la politique américaine n'a rien de commun avec les intérêts de la Belgique, qu'au contraire celle-ci ne fait qu'assurer la domination des États-Unis sur notre pays, l'entraîne vers la guerre et la misère.



La situation économique de la Belgique se détériore rapidement. D'après "Le Livre Blanc", édité par le ministre des affaires économiques, la production industrielle de l'année 1952 a été de 7,5 % inférieure à celle de 1951. L'index de l'activité industrielle pour 1953, si l'on s'en réfère aux index mensuels, sera lui aussi sensiblement inférieur à celui de 1951.

Toutefois, un changement d'une certaine importance s'est produit et continue à se produire dans la production industrielle du pays, modifiant la signification de ces index de la production. "L.A.C.F.I." précise ce changement comme suit:

"La volume de la production augmente dans les industries  
"de biens de consommation, pendant que les producteurs sont  
"capables de relever quelque peu leurs prix, de façon à  
"retrouver l'équilibre financier. D'autres secteurs moins  
"importants sont également en meilleure situation....

"Les industries lourdes par contre, qui ont été plus  
"longtemps alimentées par la demande de biens de production  
"consécutive à l'affaire de Corée, connaissent actuellement  
"un certain fléchissement. C'est le cas pour l'acier et le  
"charbon".

En général, les milieux industriels belges commencent à s'inquiéter sérieusement des conséquences de l'intégration du pays dans la "communauté européenne du charbon-acier". La presse belge ne manque pas de souligner l'importance toute particulière de la part des charbonnages belges dans les stocks de charbon des six pays au plan Schuman ( de 0,9 % pour l'Allemagne occidentale, de 9,84 % pour la Belgique ).

Le menace récente de fermeture de 7 charbonnages dans le Borinage a fixé les yeux de l'ensemble du pays sur "la politique



*d'intégration  
européenne, et  
des conséquences  
pour notre pays*

Il a été nettement établi que notre pays y perdait son indépendance nationale, mais aussi que cette politique conduisait à la destruction de notre économie nationale.

Le chômage ne cesse de s'étendre. Si le chômage n'atteignait, à son début, que les industries de produits de consommation il frappe aujourd'hui - et tous les jours un peu plus - l'industrie lourde, la sidérurgie, la construction mécanique et les charbonnages. Il est connu que les statistiques officielles du chômage sont loin de refléter exactement le nombre de chômeurs qu'il y a dans le pays. Aux 370.000 chômeurs et chômeuses déclarés par les statistiques gouvernementaux, il faut ajouter des dizaines de milliers d'autres qui ont été exclus du bénéfice de l'indemnisation de la sécurité sociale.

Le patronat, s'appuyant sur l'appareil de l'Etat, s'est tourné contre les travailleurs. S'efforçant à réaliser les profits maximum, le patronat met tout en oeuvre pour faire supporter par les masses travailleuses les charges résultant de sa politique. Le patronat a passé à une attaque générale contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

Ces attaques patronales ont porté et continuent à être portées contre:

- 1° la sécurité sociale, plus particulièrement contre l'assurance maladie-invalidité et l'assurance chômage; les arrêtés consécutif du ministre Van den Daele sont connus;
- 2° les salaires, tant par une hausse du coût de la vie non compensée, que par le non respect des salaires minima conventionnels et par la réduction du taux des primes à fur et à mesure de l'augmentation de la productivité.
- 3° La journée de travail de huit heures ou la semaine de 48 heures.



- 4° les conditions générales de travail, par l'accélération des cadences du travail, entraînant une augmentation considérable du nombre d'accidents de travail et le développement des maladies professionnelles;
- 5° les libertés syndicales et d'opinion, par des mesures répressives, renvois, etc...

Cette situation a provoqué et continue à provoquer un profond mécontentement dans la classe ouvrière et parmi les travailleurs en général. Dans "Le Volksgazet" "Syndicalist" (V. Thys secrétaire nationale de la Centrale des métallurgistes) écrivait: il y a de l'électricité en l'air dans les entreprises, pendant qu'il déclarait avec A. Gailly que 1932 ou 1933 pourraient bien se répéter.

Ce profond mécontentement se traduit par une série d'actions et de grèves plus ou moins importantes, déclenchées par les travailleurs pour des raisons les plus diverses. Les hausses récentes du coût de la vie et les difficultés résultant du mauvais temps ont encore stimulé ces actions.

Ces actions et grèves se produisent surtout en Wallonie et dans les régions industrielles neuves (Campine anversoise et Limbourg), dans les industries minières, métallurgiques et chimiques. Elles ont le plus souvent un caractère défensif, contre les attaques patronales; néanmoins, de nombreuses autres sont déclenchées sur la base d'un programme revendicatif élaboré par les travailleurs et ont remporté souvent des succès importants.

La toute récente grève générale des 27.000 mineurs du Borinage, contre la fermeture de 7 charbonnages (fermeture échelonnée sur plusieurs mois et dont le premier préavis devait prendre cours le 5 janvier seulement), a particulièrement



souligné l'atmosphère de mécontentement et de volonté de lutte qui règne dans la classe ouvrière. Cette grève avait été précédée, en 1953, sur les 24 puits en activité, de 159 grèves de charbonnages, de 4 grèves générales lors de catastrophes minières et d'une grève de 24 heures à laquelle participaient 20.000 mineurs. Dans les bassins miniers voisins du Borinage (Centre et Charleroi) les mineurs se déclarèrent prêts à se joindre à leurs camarades borains, pendant que les métallurgistes de ces bassins et ceux de Cockerill-Sering manifestaient leur entière solidarité avec les grévistes.

Le nombre de grèves qualifiées de "sauvages" par les dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. et de la C.B.C., se multiplient. Dans "De Werker", l'organe flamand de la F.G.T.B., il est écrit: "les cas de soi-disantes grèves spontanées se multiplient de façon inquiétante, d'autant plus qu'elles agissent comme une contagion". Ceci était écrit sous le titre particulièrement significatif: "Une crise du pouvoir", des dirigeants syndicaux s'entend.

La plupart des grèves des derniers temps ont éclaté malgré et contre la volonté des dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. et de la C.B.C.. Ils ont cependant été obligés de reconnaître ces grèves "sauvages" comme "légalles"; ils ont payé les indemnités de grève aux grévistes en s'accapant en même temps de la direction de ces grèves afin de mieux les briser.

La grande majorité de ces actions et grèves ont permis aux travailleurs de réaliser au moins une partie de leurs revendications.

La multiplicité de ces actions et de ces grèves témoignent de la vague montante actuelle du mouvement gréviste, elle annoncent d'importantes batailles de classe dans le proche avenir.



### 3. L'unité d'action à la base se développe rapidement.

Le trait caractéristique des actions et des grèves c'est l'unité d'action réalisée à la base, dans la lutte, par les travailleurs de notre pays. Malgré que les travailleurs sont affiliés à différents syndicats ou non-syndiqués, malgré qu'un grand nombre d'ouvriers n'avaient aucun espoir de toucher des indemnités de grève pendant que certains de leurs camarades en toucheraient, malgré la campagne systématique de division entre syndiqués appartenant à différents syndicats et entre syndiqués et non-syndiqués menée par les dirigeants syndicaux, la lutte contre les attaques patronales et pour leurs revendications ont forger l'unité d'action à la base de tous les travailleurs.

C'est grâce à l'unité d'action à la base, dans la lutte, que les travailleurs ont réussi à imposer certaines de leurs revendications au patronat, tout en repoussant certaines des attaques patronales et gouvernementales. C'est aussi grâce à l'unité d'action, qui donna toute sa puissance à leurs luttes, que les travailleurs sont parvenus à obliger les dirigeants syndicaux à reconnaître leurs grèves et à payer des indemnités de grève.

Chaque fois que les travailleurs ont réussi à réaliser leur unité d'action dans la lutte, le patronat a dû céder ou reculer. C'est ce que prouvent les nombreux résultats des actions unitaires dans la métallurgie, plus particulièrement aux A.C.M.C. de Charleroi, chez Cockerill à Hoboken et à Aubange, dans la Campine anversoise; dans les carrières du tournaïsis et de Namur; dans les charbonnages, dont la grande grève des 27.000 mineurs borains reste un magnifique exemple.

L'on ne peut pas mieux illustrer toute l'importance de l'unité d'action, ainsi que ses progrès dans les luttes ouvrières qu'en prenant l'exemple suivant: dans quatre charbonnages des



mineurs ont été renvoyés où menaces de renvoi sans qu'une justification valable ne soit donnée (la raison réelle était la lutte que ces travailleurs avaient menée dans leur charbonnage). Aux Kessales, les travailleurs étaient divisés par suite des manœuvres des dirigeants de la Centrale des Mineurs (F.C.T.M.) et l'ouvrier fut renvoyé malgré l'héroïsme avec lequel une partie du personnel a lutté; à l'Uribus, les mineurs étaient unis et soutenus par une solide section syndicale de puits du S.U. pendant ~~xxxxxxx~~ que les dirigeants de la Centrale des Mineurs manœuvraient en sous-main contre la grève, les grévistes ont arraché une victoire partielle; les mineurs renvoyés étant embauchés dans le charbonnage de leur choix de la même société; au 19 de Monceau-Fontaine les mineurs étaient unis et à l'enchère du préavis de grève, la direction du charbonnage a renoncé au renvoi des mineurs; au Sacré-Français, les mineurs étaient unis, 3 sur les 4 délégués appartenaient au S.U. des Mineurs, il a suffi de l'intervention de la délégation syndicale unie, appuyée par le personnel tout entier, pour faire retirer le préavis des mineurs renvoyés.

Quoique les tendances sectaires persistent, il est indéniable que nos camarades dans les entreprises, surtout ceux qui détiennent des mandats de délégué syndical, ainsi que ceux du S.U. des Mineurs et du S.U. de la Pierre ont largement participé à la réalisation de l'unité d'action des travailleurs et aux succès remportés sur le patronat.

Là où nos camarades ont effectivement pris la tête de la lutte pour les intérêts immédiats des travailleurs, ils ont trouvé le chemin du rapprochement avec les ouvriers socialistes, chrétiens et inorganisés et à gagner leur confiance, tout en dépassant ces dirigeants syndicaux qui sabotent leurs luttes.



4. La politique anti-ouvrière des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C.

Il ne nous paraît pas indispensable de répéter ici ce qui a été dit, à ce sujet, à la CONFÉRENCE SYNDICALE NATIONALE des 23 et 24 juin 1953 (publié dans le "D.S." du 4 juillet 1953). Tout ce qui a été dit à cette Conférence est resté vrai. Depuis juin 1953 la politique anti-ouvrière des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. n'a fait que s'aggraver.

Les dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. (ainsi que ceux des syndicats libéraux) soutiennent entièrement la politique américaine. Défenseurs féroces du pool charbon-acier, ils luttent pour "la communauté européenne de défense", pour toutes "les intégrations européennes" réclamées par les imperialistes américains.

Ils sont de toutes les entreprises anti-soviétiques. Le rapport présenté par L. Major au congrès de - Stockholm, de la C.I.S.L., ressemblait étrangement aux plans américains de guerre contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire.

Ils sont farouchement opposés à l'unité d'action des travailleurs. Appuyant le refus de la direction de la C.I.S.L. de participer au IIIe congrès Syndical mondial, L. Major a été chargé par la F.G.T.B. de "répondre" à l'invitation de la F.S.M. par des calomnies et des mensonges, dans "Syndicats".

Ils ont consenti à assurer une domination plus directe du P.S.B. et du P.S.C. sur les syndicats, exigé par leurs chefs.

Le dernier Congrès national de la C.S.C. au début d'octobre dernier, en séance fermée, eut à discuter de l'attitude de la C.S.C. vis-à-vis du P.S.C.. La C.S.C. a affirmé son indépendance du P.S.C. tout en déclarant que ce dernier est le seul parti politique qui traduit ses aspirations.



Les dirigeants de la C.S.C. ont recouru à cette formule hypocrite parce qu'ils savent bien que les travailleurs affiliés à la C.S.C. sont opposés à la politique du P.S.B..

Le récent congrès statutaire de la F.O.T.B. sur des "matériaux pour un programme" décide de sa "politique économique". Présenté par Denard, secrétaire-adjoint général de la F.O.T.B., ces "matériaux" ressemblent comme deux gouttes d'eau au "plan De Lan". Toutes les idées essentielles - qui ont conduit De Lan au fascisme hitlerien - se retrouvent jusque dans certaines de leurs formulations, dans ce programme de "politique économique". Il est clair que le congrès extraordinaire de la F.O.T.B. qui sera convoqué avant le 1er mai prochain, pour discuter encore de cette "politique économique" devra servir pour préparer la campagne électorale législative du P.S.B..

La C.S.C. à son tour, a sorti "un programme économique d'urgence pour 1954" sous le titre de "Prosperité et politique d'emploi". Ces deux "programmes" se rejoignent en certains points.

En fait, ces deux "programmes" ont vu le jour pour répondre à l'inquiétude grandissante des travailleurs devant l'aggravation de la situation économique et de leurs conditions de vie. Ils doivent servir de diversion pour détourner les travailleurs de la lutte pour leurs revendications immédiates et générales. Ils tendent à utiliser la combativité des ouvriers pour des réalisations profitables au patronat.

Ces deux "programmes" se placent d'ailleurs dans le cadre du "pacte social" que les dirigeants de la F.O.T.B. et de la C.S.C. négocient actuellement, à l'insu des travailleurs, avec la F.I.B. (Fédération des Industriels de Belgique), la puissante organisation du patronat belge, avec l'aide du gouvernement. Ce "pacte social" d'après les promoteurs, doit être basé sur la politique internationale



comme du patronat et des dirigeants syndicaux réactionnaires et sur la collaboration de classe en Belgique.

Toute la politique que les dirigeants syndicaux de la F.O.T.B. et de la C.B.C. imposent à ces organisations, est celle de ce "pacte social".

- 1° Ils écartent systématiquement toute revendication immédiate tendant à améliorer les conditions d'existence des travailleurs sous le prétexte, en accord d'ailleurs avec les patrons, qu'il est impossible dans les conditions actuelles, si on ne veut pas rendre la concurrence belge encore plus difficile, de faire de nouvelles concessions aux travailleurs; ils disent qu'il faut "agrandir le gâteau" avant de pouvoir donner une plus grande part de gâteau aux travailleurs;
- 2° Ils proclament l'accroissement de la productivité condition sine qua non à toute amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Il doit également résulter de ce problème du chômage. Dans le pacte qu'ils ont sur le point de conclure avec le patronat il est dit: "Les représentants des employeurs et des travailleurs collaboreront loyalement à l'échelon national et à l'échelon professionnel.... Il n'est pas exclu que les chefs d'entreprise pourront recourir à l'aide de spécialistes syndicaux .... Les représentants des travailleurs interviendront auprès de leurs mandants pour qu'ils apportent, dans leur propre intérêt, toute collaboration à l'effort d'accroissement de la productivité."
- 3° Ils ont accepté les atteintes - ils y ont collaboré - à la sécurité sociale, la réduction des droits des malades et des invalides tout comme ils ont collaboré à l'exclusion de dizaines de milliers de chômeurs et de chômeuses du bénéfice des indemnités de l'assurance contre le chômage; leur opposition



aux arrêtés Van den Daele a été de pure forme, se limitant à quelques articles de journaux et discours plus ou moins violents;

- 4° ils ont créé la diversion des "réformes de structure" de tout genre (co-gestion, conseil national économique, etc) en limitant "l'action" pour les réaliser aux débats parlementaires et aux négociations avec les patrons;
- 5° ils collaborent avec les patrons au renvoi d'ouvriers en raison de leurs opinions politiques ou de leur combativité syndicale en arguant "qu'ils troublent l'ordre", "qu'ils sont au service de l'étranger", "qu'au cas où ils ne seraient pas renvoyés, les américains refuseraient les commandes off-shore et qu'ainsi des centaines d'ouvriers seraient condamnés au chômage";
- 6° ils réclament "de larges intégrations économiques et spécialement l'intégration de l'économie européenne" ("politique économique" de la P.S.E.B.) malgré que l'UNCT déclarait encore récemment: "la première conséquence possible est la fermeture éventuelle d'entreprises qui, en raison des conditions géographiques, géologiques ou économiques ne seraient plus à même de soutenir le train qu'imposerait la libre concurrence instituée entre les producteurs des différents pays" "ils s'agit ici du plan Schuman). Et il ajouta: "il en résulterait du chômage et l'obligation pour les travailleurs de rechercher un nouvel emploi, voire de se déplacer avec leur famille pour retrouver du travail";
- 7° c'est pourquoi ils sabotent de plus en plus ouvertement les luttes et les grèves déclenchées par les travailleurs, sans



et contre leur avis, ainsi que l'unité d'action à la base; ils bureaucratisent de plus en plus les syndicats et écartent les travailleurs de la vie syndicale; les congrès syndicaux sont composés de leurs délégués surtout des permanents syndicaux) à qui ils donnent des mandats de délégués, sans que les assemblées syndicales n'aient à se prononcer; ils enlèvent aux syndicats leur caractère d'organisations de combat, pour leur donner un caractère "mutualiste" capable de maintenir leurs membres.

La bureaucratie syndicale F.G.T.B.-iste et C.S.C.-iste est largement récompensée pour les services qu'elle rend ainsi à la bourgeoisie.

Elle jouit de la protection du gouvernement. Le dernier arrêté Van den Broek, contre les chômeurs, précise que pour être organisme payeur de l'indemnité de chômage (toute une bureaucratie vit sur les sommes que le gouvernement accorde pour assurer le paiement des chômeurs) il faut, entre autres être confédération syndicale et avoir au moins 100.000 membres au lieu de 50.000 comme il était exigé antérieurement. Le gouvernement veut ainsi assurer le monopole syndical des districts de la F.G.T.B., de la C.S.C. et des syndicats libéraux (pour ces derniers, il y a une clause disant que les syndicats qui jouissaient de cet avantage antérieurement continueraient à être considérés comme organismes payeurs).

La corruption des dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. et de la C.S.C. prend des proportions toujours plus importantes; elle est systématiquement organisée par la bourgeoisie, en accord complet avec les dirigeants syndicaux. Le procès devant les tribunaux, intenté par Pinet et Major contre la presse communiste, a démontré clairement que les dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. recevaient effectivement de l'argent austro-allemand, provenant probablement de fonds de la F.B.I. américaine. La brochure a montré ce que



valait le plan Schuman aux "grands européens" du mouvement syndical belge. Ils sont dans tous les rouages de l'Etat capitaliste à des fonctions retribuées. Le cumul des retributions est devenu "un problème du milieu", une raison permanente d'animosité et d'intrigues entre les dirigeants syndicaux réactionnaires en même temps qu'un ciment de la bureaucratie syndicale.

La politique anti-ouvrière des dirigeants syndicaux a des conséquences extrêmement graves pour le mouvement syndical et pour la lutte ouvrière. Elle conduit de plus en plus à la dégénérescence et à la destruction des syndicats.



17

5 - Les effectifs syndicaux de la F.G.T.B. et de la C.S.C.  
(d'après les rapports d'activité présentés aux congrès  
des deux organisations tenus en 1953).

Les rapports d'activité de la F.G.T.B. et de la C.S.C., présentés à leurs congrès de 1953, donnent un ensemble de chiffres sur le nombre de leurs membres au cours des dernières années. Depuis de longues années la F.G.T.B. ne publiait plus que des chiffres ~~aux~~ fragmentaires, en pourcentage, évitant toute précision sur ses effectifs.

Sans pouvoir en apporter la preuve matérielle, l'on peut affirmer que les chiffres présentés par la F.G.T.B. et la C.S.C. dans les rapports d'activité dépassent très sensiblement leurs effectifs réels et qu'il faut les examiner avec de sérieuses réserves. Ces affirmations s'appuient d'une part sur les informations recoltées auprès de nos camarades délégués syndicaux, sectionnaires syndicaux et autres et, d'autre part, sur des déclarations faites par des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. ainsi que sur leurs manoeuvres pour accroître leurs effectifs syndicaux (affiliation syndicale obligatoire, etc...)

En 1951, en vue de la répartition des représentations dans les organisations paritaires et dans les commissions étatiques entre la F.G.T.B. et la C.S.C., les dirigeants de ces deux organisations se sont livrés à une enquête mutuelle de leurs effectifs. Il est connu que les dirigeants enquêteurs se sont mis d'accord pour forcer les chiffres à publier de 25 à 30 %.

Il est néanmoins important de connaître ces chiffres parce qu'ils montrent, malgré leur inexactitude et leur exagération, une certaine orientation dans le développement des effectifs syndicaux. Leur analyse permet de dégager les tendances de l'évolution des effectifs syndicaux, de déceler les points faibles du mouvement syndical de notre pays.

Les chiffres qui suivent proviennent des sources suivantes :

1°/ de l'enquête réciproque, des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C., de leurs effectifs syndicaux pour la période de 1er octobre 1950 au 30 mars 1951 et publiés de commun accord entre eux ;



2°/ de leurs rapports d'activité présentés à leurs congrès nationaux de 1953 (les années 1951-1952);

3°/ du journal socialiste "Le Peuple" (les chiffres de la F.O.T.B. pour le 1er semestre 1953).

L'on trouvera les chiffres :

a) par centrales professionnelles ;

b) par sections régionales ;

c) par province ;

d) par région linguistique (nous donnons des derniers chiffres en raison du caractère industriel différent de ces régions).

Fédération Générale du Travail de Belgique.

Centrales profession.	1950 (enquête)	1951	1952	1953
Bois- Bât.- Indust.-Div...	126.949	130.147	137.696	143.225
Cuir et peaux .....	7.572	7.987	8.058	Fus.avec B.B.
Employés .....	36.391	37.371	38.352	31.805
Livre .....	11.605	11.814	11.902	12.473
Diamant .....	9.420	9.496	9.060	8.836
Chapeliers .....	144	149	151	-
Journalistes .....	-	74	110	-
Vêtement .....	10.175	11.299	13.473	14.747
Métallurgistes . ....	127.365	130.683	135.555	127.486
Mineurs .....	28.820	27.088	25.691	24.046
Services Publics .....	123.950	112.166	127.109	120.584
Pierre .....	9.282	9.469	11.322	11.246
Tabac .....	3.566	3.653	3.743	3.826
Textile .2. ....	74.680	77.338	79.298	80.162
Transport ... ..	29.492	29.759	32.476	31.250
Tramwaymen .....	17.273	16.997	18.571	19.770
Alimentation: Lauwers ....	21.599	6.133	6.567	23.372
Van Sina ...		16.074	18.199	Fusionn.
Congo .....			1.201	
	638.491	637.697	676.534	659.574



Sections régionales.	1950 (enquête)	1951	1952	1953
Bruxelles .....	74.739	71.152	77.930	67.834
Louvain .....	14.504	14.210	15.072	
Nivelles .....	5.741	6.303	7.366	
Anvers ... ..	101.758	102.630	114.727	114.554
Malines .....	25.813	26.255	27.696	
Turnhout .....	11.433	12.253	12.737	
Bruges .....	14.501	14.716	15.708	
Courtrai .....	17.929	18.877	19.226	
Ostende .....	12.793	13.677	14.326	
Roulers .....	10.041	10.499	10.705	
Ypres .....	8.555	8.640	8.773	
Mouscron .....	10.717	10.978	10.995	
Alost .....	15.894	17.123	17.802	
Renaix .....	8.087	8.710	9.388	
Gand .....	43.246	43.673	45.604	
Saint-Nicolas .....	14.492	15.251	15.558	
Termonde .....	13.193	13.299	14.174	
Hasselt .....	8.783	9.385	10.459	
Charleroi .....	42.971	44.609	46.201	
Mons .....	23.685	21.676	21.535	
Centre .....	19.327	19.514	20.609	
Tournai .....	15.128	14.912	17.408	
Liège .....	88.508	84.009	82.127	78.391
Verviers .....	18.822	18.821	18.881	
Namur .....	12.492	11.660	14.225	
Arlon .....	5.511	4.665	6.101	
Congo .....		1.201		
	638.491	676.534	637.697	659.574

CONFEDERATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS :

Centrales profession.	1950 (enquête)	1951	1952.
Ind. Chim. et Cuir .....	30.812	37.480	38.342
Diamant .....	8.263	7.489	8.187
Bois et Bâtiment .....	93.578	103.488	108.003
Métallurgistes .....	63.713	70.482	72.050
Mineurs .....	18.582	23.149	22.154
Papier et Livre .....	8.292	10.354	9.880
Pierre, ciment et céramique.	16.088	18.275	18.279 (18.970)
Textile .....	111.230	120.288	128.286
Transports .....	12.475	12.659	13.177
Alimentation .....	43.056	48.208	51.838
Employés .....	43.912	48.676	45.450
Services publics .....	21.736	33.749	31.231
Enseignement technique ....	2.927	3.650	4.477
Instituteurs .....	19.270	25.209	28.104



20

Enseignement officiel .....		1.745	1.769
Enseignement moyen libre ...		541	1.027
C.P.T.F.M. ....	39.120	40.921	42.066
	<u>533.814</u>	<u>607.363</u>	<u>625.011</u>

Sections régionales.	1950 (enquête)	1951	1952
Anvers .....	51.766	58.024	61.763
Alost .....	23.758	29.983	28.045
Arlon .....	7.638	10.142	9.795
Ath .....	1.947	2.736	2.445
Audenaerde .....	8.530	9.322	10.950
Boom .....	4.467	5.829	5.911
Bruges .....	16.523	19.249	19.540
Bruxelles .....	32.411	39.924	42.839
Charleroi .....	9.971	10.568	9.866
Ciney .....	2.674	3.101	3.412
Courtrai .....	34.464	36.572	36.946
Eeclo .....	10.341	11.224	11.702
Gand .....	51.323	53.741	58.228
Hasselt .....	27.723	36.333	37.865
Issegheem .....	5.480	5.671	6.363
La Louvière .....	6.122	6.060	7.256
Liège .....	11.511	13.475	11.716
Louvain .....	14.383	16.637	17.468
Malines .....	28.334	31.269	32.781
Mons .....	6.730	8.429	6.817
Mouscron .....	10.752	10.622	10.752
Namur .....	5.029	5.965	5.305
Nivelles .....	3.740	4.768	4.870
Ostende .....	18.242	20.398	21.001
Roulers .....	13.989	15.236	15.316
Saint-Nicolas .....	27.481	29.134	30.417
Termonde .....	22.352	22.502	24.098
Tielt .....	10.374	11.427	11.697
Tournai .....	4.939	6.086	5.591
Turnhout .....	35.347	38.078	40.280
Verviers .....	9.862	10.923	10.011
Walcourt .....	1.679	2.195	2.048
Ypres .....	13.831	14.631	14.717
Non répartis .....	94		
Non répartis dans les Fédérations régionales :			
U.C.B.O. ....		1.745	1.769
Enseignement moyen libre ....		541	1.027
Services publics .....		4.632	4.405
	<u>533.814</u>	<u>607.363</u>	<u>625.011</u>



# Effectifs syndicaux par province :

1950 - 51 (enquête).

Provinces.	C.S.C.	%	F.G.T.B.	%	Total	%
Anvers .....	119.914	22,5	139.032	21,7	258.946	22
Brabant .....	50.534	9,5	94.984	14	145.518	12,3
FL. Occidentale..	123.682	23,1	74.536	11,7	198.198	17,4
FL. Orientale ..	143.785	27	94.912	15	238.697	20,2
Hainaut .....	29.709	6,5	101.111	15,9	130.820	11
Limbourg .....	27.723	5,1	8.783	1,2	36.506	3,1
Liège .....	21.373	4	107.330	16,8	128.703	11
Namur .....	9.382	1,8	12.492	1,9	21.874	1,9
Luxembourg .....	7.732	1,5	5.311	0,8	13.043	1,1
	533.814	100	638.491	100	1.172.305	100

+6+6+6+6+6+6+

## Effectifs par région linguistique :

1950 - 51 (enquête)

	C.S.C.	F.G.T.B.	TOTAL.	F.G.T.B. (1953)
Région flamande ...	418.594	321.050	739.644	356.038
Région wallonne ...	82.594	242.702	325.296	234.209
Bruxelles .....	32.411	74.739	107.150	67.834
	533.814	638.491	1.172.305	658.081

Les chiffres qui précèdent nécessitent quelques commentaires et conclusions :

1°/ Si l'on tient compte que les syndiqués flamands sont majorité dans l'arrondissement de Bruxelles, les deux tiers des travailleurs syndiqués sont flamands et se trouvent en Flandre (F.G.T.B. et C.S.C. réunis). Les principales raisons en sont :

a) l'industrie lourde, peu atteinte jusqu'ici par le chômage, se trouve en Wallonie ; l'industrie légère, atteinte d'un chômage permanent depuis de nombreuses années, se trouve en Flandre et dans la région bruxelloise ; 66 % des chômeurs, en 1953, se trouvaient dans la partie flamande du pays, 17 % en Wallonie et 16,3 % dans le Brabant. Le fait que les syndicats (F.G.T.B., C.S.C. et Libéraux) sont des organismes payeurs de



l'assurance chômage et de la sécurité d'existence (dockers et travailleurs du bâtiment); leur assure un pourcentage très élevé de syndiqués, pendant que le nombre des syndiqués baisse dans les régions où le chômage est peu important ;

b) Les campagnes flamandes continuent à être un réservoir de main d'oeuvre pour l'industrie des villes flamandes, mais aussi pour l'industrie wallonne. Les conditions particulières de vie de cette main d'oeuvre flamande et le fait que les syndicats possèdent des "baisses multiples", accordant des indemnités en vue d'alléger certaines difficultés de l'existence, veulent que les ouvriers flamands sont plus fidèles à la F.G.T.B. et à la C.S.C., subsidiairement aux syndicats libéraux ;

c) dans les années précédant la guerre de 1940, le mouvement syndical (socialiste) a toujours été le plus fort en Wallonie qu'en Flandre et à Bruxelles. Mais, la situation objective aidant, les trahisons consécutives des dirigeants de la F.G.T.B. ont détourné un grand nombre d'ouvriers de Wallonie des syndicats. La C.S.C. n'a guère profité de la désertion syndicale de la F.G.T.B.

2°/ En général, le pourcentage des syndiqués - par rapport au nombre d'ouvriers - est le plus fort dans les industries à chômage permanent. Deux exemples, en sens inverse : textile et bâtiment, pourcentage élevé ; mines et services publics, pourcentage bas. Les chiffres qui précèdent montrent que les effectifs syndicaux des centrales textiles et bâtiment sont en progression, tandis que ceux des centrales mines et services publics sont en régression.

3°/ La F.G.T.B. marque une incontestable perte de vitesse. Ses effectifs sont en légère hausse en Flandres, pendant qu'ils sont sensiblement en baisse en Wallonie. En général ses effectifs sont en baisse. En 1920, elle accusait 718.410 membres ; elle a baissé entre les deux guerres ; en 1953, elle accuse 659.574 membres. Les centrales professionnelles principales indiquent cette baisse où, pour certaines, une progression infime :

	<u>1920.</u>	<u>1927.</u>	<u>1953.</u>
Mineurs .....	112.964		84.046
Métallurgistes ..	162.380		127.486
Textile .....	57.433	75.099	80.162



Les effectifs des services publics, plus particulièrement des cheminots, sont également en baisse sérieuse.

Il est certain que cette perte de vitesse est due avant tout à la politique de collaboration de classe des dirigeants de la F.G.T.B. (Pour les mineurs, il faut tenir compte de des modifications qui sont intervenues dans la composition du prolétariat minier, le grand nombre d'ouvriers étrangers).

4°/ Les syndicats chrétiens ont fait un bond en avant depuis la libération, pendant que la F.G.T.B. a reculé. Les chiffres donnés par la C.S.C. sont :

1944	. . . . .	320.000 membres.
1946	. . . . .	402.536 "
1948	. . . . .	503.348 "
1950	. . . . .	587.387 "
1952	. . . . .	625.011 "

La C.S.C. doit son avance exclusivement en Flandres et à Bruxelles ; ses effectifs en Wallonie sont également en recul.

La C.S.C. profite en Flandre et à Bruxelles de trois facteurs importants :

- a) les industries flamandes utilisent beaucoup de main d'œuvre venue des villages et restée étroitement liée avec le village (textile, bâtiment, etc.), subissant la pression du clergé ;
- b) elle rencontre souvent l'appui du patronat se revendiquant du catholicisme ;
- c) le chômage qui régne en permanence en Flandres et à Bruxelles.

D'autre part, beaucoup d'ouvriers ayant quitté la F.G.T.B. rejoignent les syndicats chrétiens parce que, disent-ils, " Les dirigeants syndicaux étant tous les mêmes, les syndicats chrétiens offrent plus de garanties pour le paiement des indemnités réclamant généralement une cotisation inférieure à celle des la F.G.T.B., tout en payant des indemnités égales. "

5°/ Un des dirigeants de la C.S.C. exprimait son inquiétude au sujet des effectifs syndicaux de la façon suivante :

" Le syndicalisme est à base de dévouement et de générosité, aussi bien chez les membres que chez les militants.



Ces qualités sont certainement en régression. Il ne nous étonnerait nullement que leur absence soit la cause essentielle de la baisse de l'esprit syndical dans certaines grandes régions industrielles dont les effectifs syndicaux ne sont véritablement plus représentatifs. »

6°/ Le secrétaire des métallurgistes des deux Flandres (F.G.T.B.) fit au Congrès de la Centrale des Métallurgistes, approuver par le Congrès, la déclaration suivante :

« J'ai recherché les raisons qui font que l'ouvrier wallon donne si facilement sa démission au syndicat. Je suis arrivé à la conclusion qu'il s'agit d'une méthode de perception des cotisations. En Wallonie, c'est le syndiqué lui-même qui paie sa cotisation. Dans les régions flamandes, c'est la femme qui paie grâce à la perception à domicile. Résultat : nos membres sont fidèles et nous gagnons sans cesse de nouveaux membres ».

7°/ Rejetant la responsabilité de l'affaiblissement du mouvement syndical belge sur les travailleurs, les dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. ont mené une campagne pour l'affiliation syndicale obligatoire (le patron retiendrait une cotisation aux non-syndiqués et la verserait aux syndicats par l'intermédiaire du gouvernement) et pour l'"union-shop" (le système américain). Ils ont fait voter des résolutions dans leurs comités pour ces méthodes en arguant " que les non-syndiqués profitaient des services que paient les seuls syndiqués pour améliorer leurs conditions de travail ».

8°/ Si l'on tient compte qu'il y a environ 2.200.000 travailleurs syndiqués en Belgique, il n'y a pas 50 % d'entre eux qui sont syndiqués.

L'attitude des travailleurs vis-à-vis des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. - La désertion syndicale et la constitution de syndicats autonomes.

Au lendemain de la libération du pays, les syndicats uniques étaient numériquement de loin les plus forts. Ils avaient gagné la confiance de la masse des travailleurs en tant que continuateurs de l'action courageuse des Comités de lutte syndicale sous l'occupation nazie.

Les autres syndicats s'étaient discrédités, surtout



au moment de l'occupation (la fuite de leurs dirigeants avec les caisses syndicales) ou pendant l'occupation (beaucoup de dirigeants ont travaillé pour l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels nazis ou ont abandonné toute action syndicale). La masse des travailleurs <sup>ne</sup> voulait plus ni de ces syndicats ni de leurs dirigeants.

Néanmoins, les dirigeants des vieilles organisations syndicales profitèrent d'une situation objective qui leur était favorable. L'industrie belge a rapidement repris son activité et profita du manque de produits sur les marchés, de la destruction de nombreuses usines du continent européen. La bourgeoisie belge disposa d'une importante quantité de dollars permettant l'importation rapide de produits américains. Cela permit à la classe ouvrière de conquérir, sans luttes importantes, appuyée par la participation ministérielle de notre Parti, de s'assurer des conditions de vie largement supérieures à celles des autres travailleurs européens.

D'autre part, les dirigeants des vieilles organisations syndicales disposaient d'une longue expérience, possédaient une grande capacité de manœuvre. Dès la libération, avec l'aide des instances étatiques, couverts par nos "libérateurs" anglais, réoccupaient leurs anciens locaux dont ils faisaient des centres de regroupement de leurs organisations. Ils ~~montraient~~ prenaient des allures "gauches" pour mieux tromper les travailleurs. Ils se prononçaient pour l'unité du mouvement syndical.

Dès 1944, le Comité Central définissait notre ligne d'unité syndicale. Le Camarade Lalmand déclara dans son rapport (21 octobre 1944) :

" Nous croyons utile d'insister sur l'importance capitale, pour la classe ouvrière, de la réalisation de son unité sur le plan syndical... Notre travail en faveur de l'unité syndicale ne doit pas nous faire perdre de vue la lutte revendicative. C'est dans l'action qu'est née la poussée vers l'unification syndicale que nous constatons aujourd'hui ; c'est par l'action que doit être renforcée cette poussée, car une unification des forces syndicales qui n'aurait pas l'action pour base et le renforcement de l'action pour résultat serait vaine et éphémère. "



Le Parti, dans les Congrès et dans les rénumibxxyx réunions du Comité Central, n'a cessé d'insister sur cette ligne fondamentale de notre travail syndical. Cette ligne n'a pas été sérieusement appliquée dans notre lutte pour l'unité syndicale. La fausse application de cette ligne a eu et a encore des conséquences graves pour notre travail syndical et a facilité les manœuvres anti-ouvrières des dirigeants des vieux syndicats.



La politique unitaire faussée des dirigeants des syndicats unitaires, s'efforçant de réaliser l'unité syndicale avec les syndicats socialistes par des parlottes entre dirigeants, par des marchandages autour des postes permanents, en dehors de l'action pour les revendications, en dehors des syndiqués et souvent contre eux, a porté un premier coup sérieux à la confiance des travailleurs dans les syndicats. Très nombreux sont les travailleurs qui ont refusé de re-joindre ce qu'ils appelaient "la vieille écurie réformiste", ils sentaient confusément que l' "unité syndicale" qui leur était proposée aboutirait à la remise en selle des vieux dirigeants réformistes, de ceux qu'ils considéraient à juste titre au service de la bourgeoisie.

La persistance des dirigeants des syndicats uniques dans leurs erreurs, a découragé et dégoûté beaucoup de bons combattants syndicalistes .... voire même des communistes ... qui ont abandonné les syndicats où on se sont affiliés aux syndicats chrétiens et libéraux.

Ainsi, les syndicalistes progressistes (ceux des syndicats uniques qui ont rejoint la F.G.T.B.) se trouvaient immédiatement infériorisés vis-à-vis des dirigeants réformistes et il a été relativement facile à ces derniers d'isoler et d'écarter les syndicalistes progressistes des fonctions syndicales responsables qu'ils leur avaient cédés au moment de la fusion. Certains se sont laissés corrompre par les dirigeants de droite. Les quelques uns, permanents syndicaux, qui restent encore en place s'avèrent souvent être les prisonniers des dirigeants réformistes, mis par eux dans des bureaux d'études, isolés des membres et sortis parfois pour donner une apparence "unitaire" à leur politique.

Cette expérience n'était pas faite pour encourager les travailleurs à la lutte au sein des syndicats. Au contraire, beaucoup de ceux qui ont été opposés à la réalisation de l'unité syndicale telle qu'elle a été faite, trouvent dans la situation actuelle une justification complémentaire à leur désertion de la lutte syndicale, voire même de l'organisation syndicale même.

L'attitude des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.B.C. dans les luttes revendicatives et autres, dont il a été question plus haut, et la bureaucratisation de l'appareil syndical par eux, ont encore ébranlé davantage la confiance des travailleurs dans le mouvement syndical. Comme le reconnaissent parfois les dirigeants



de la F.G.T.B. et de la C.S.C. "les ouvriers ne voient souvent pas les syndicats comme des organisations à eux, mais comme des organisations extérieures qui pèsent sur eux".

Les ouvriers, dans bien des cas, se méfient de l'intervention des dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. dans leurs actions. La bureaucratie syndicale dispose entièrement de la caisse de résistance, fortement centralisée nationalement.

Elle s'en sert pour saboter et briser les luttes revendicatives.

Les statuts des centrales syndicales sont généralement telles qu'aucune grève ne peut être déclenchée, si les grévistes veulent pouvoir toucher une indemnité de grève de la caisse de résistance, sans l'autorisation des dirigeants syndicaux nationaux.

Les ouvriers craignent encore pour d'autres raisons les interventions des dirigeants syndicaux dans leurs luttes. Le renvoi d'un ouvrier mineur italien au charbonnage des Kesseles, pour faits de grève, fut appuyé par les dirigeants syndicaux, qui brisèrent la grève de solidarité des ouvriers du charbonnage et réclamaient l'expulsion de l'ouvrier.

A la Sabena et la S.A.B.C.A., des ouvriers et employés furent renvoyés pour faits de grève et délit d'opinion, les dirigeants syndicaux donnèrent leur accord sous le prétexte que les directions des deux entreprises s'étaient engagées à n'en plus renvoyer après (ce qui n'a évidemment pas été tenu). Les ouvriers craignent d'être dénoncés à leur patron par les dirigeants syndicaux et cette crainte se base sur les nombreux cas de dénonciations que les ouvriers connaissent.



Les ouvriers ont d'énormes difficultés pour exprimer, sur le plan des syndicats, leur opinion au sujet de leurs revendications. Les dirigeants de la P.G.T.B., de la C.S.C. et des syndicats libéraux entament des négociations avec les patrons, concluent des conventions sur les salaires et les conditions de travail sans que les travailleurs ne soient consultés. Actuellement, ils sont sur le point de conclure un accord sur l'accroissement de la productivité avec les patrons et même des dirigeants de centrales nationales ne savent rien du contenu de cet accord. Les dirigeants de la NUTB ont poussé cette méthode tellement loin qu'au dernier congrès de cette organisation, de timides doutes ont été exprimés par certains dirigeants de centrales et un de ceux-là écrivait dans le journal socialiste enversois : "nous sommes confiants que ceux qui ont, au nom de la P.G.T.B., tracé les grandes lignes de cet accord avec la F.I.B. (Fédération patronale), se seront inspirés des aspirations que les ouvriers ont manifestées à chaque occasion. Si cela n'était pas ainsi, personne ne pourrait se sentir lié par des accords protocolaires avec lesquels serait condamnée l'existence d'une sorte de diplomatie secrète dans les hautes instances syndicales".

Peu ou pas d'assemblées syndicales ne sont convoquées par les syndicats. Les comités syndicaux ne sont pas, à part de très rares exceptions, élus par les syndiqués. Il en est de même dans la désignation des délégués aux congrès syndicaux. Les dirigeants désignent généralement leurs amis pour ces fonctions.

Ainsi, les statuts syndicaux sont systématiquement violés par les dirigeants syndicaux. Lorsque les ouvriers réclament, conformément aux statuts, des assemblées syndicales, les dirigeants les leur refusent catégoriquement déclarant parfois "nous n'avons pas l'intention de nous laisser manœuvrer par les communistes".

Parfois, rarement, des assemblées sont convoquées par les dirigeants. Lorsque ces derniers se sentent en minorité, ils ne se gênent pas de lever la séance (éventuellement d'éteindre les lumières) pour empêcher le vote ou bien de laisser passer le vote et d'aller défendre le contraire dans les congrès syndicaux.

Peu de travailleurs viennent encore aux assemblées syndicales (aux rares que les dirigeants convoquent). Lorsqu'il leur est demandé de venir, par nos camarades, les ouvriers répondent généralement : "à quoi bon ? aller y perdre notre temps ? les dirigeants



font quand même à leur tête, nous n'avons plus rien à dire dans les syndicats". Pas mal de syndicalistes progressistes, excellents militants ouvriers dans les usines, s'inclinent devant cette opinion.

C'est sur ce plan que se développe actuellement dans le mouvement syndical belge un courant de désertion syndicale, ce courant existe surtout en Wallonie, moins en Flandre et ce pour les raisons expliquées plus haut.

Ce courant se développe parmi les mineurs et les métallurgistes de Wallonie, ainsi que dans les services publics. Les chiffres que nous avons donné reflètent ce courant, quoique la réalité est encore plus grave.

Les désertions syndicales se produisent surtout après des grèves où les travailleurs se sont aperçus qu'ils ont été trompés, une fois de plus, par les dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. et de la C.S.C. Elles se produisent aussi à des moments où les dirigeants syndicaux essayent d'imposer leur volonté aux travailleurs (par exemple : lors de l'augmentation des cotisations syndicales déjà particulièrement élevées). Ces désertions sont particulièrement importantes dans les bassins industriels du Hainaut, moins importantes à Liège (mines et métallurgie).

Parallèlement se manifeste le courant, d'une part, pour la ~~reconstitution~~ reconstitution de syndicats uniques, d'autre part, pour la constitution de syndicats autonomes. Il serait cependant dangereux d'exagérer, de se laisser aveugler par des déclarations de certains de nos camarades, qui s'efforcent de faire passer leur opinion pour celle de la masse des travailleurs. S'il est vrai qu'en Wallonie ce courant, limité, est certain, il ne se manifeste pas ni en Flandres, ni dans la région bruxelloise.

Les partisans des syndicats uniques sont évidemment ceux qui sont les plus près de nous. L'activité des syndicats uniques est restée sympathique à la mémoire des travailleurs les plus avancés, qui regrettent leur fusion avec la F.G.T.B., leur disparition. Notre refus de reconstituer les S.U. ou de permettre l'affiliation des travailleurs de toutes les professions aux S.U. des Mineurs et de la Pierre, expliqué et justifié dans notre presse et dans des réunions, ont incité certains à se détourner de nous, à quitter la F.G.T.B., parfois pour rejoindre d'autres syndicats.



Les partisans de syndicats autonomes, souvent à caractère apolitique, sont plus loin de nous. Au début, ils ont tendance à se rapprocher de nous, mais nos arguments ne les convainquent pas et ils s'éloignent, se détournant de nous.

Il existe actuellement plusieurs syndicats autonomes dans le pays; certains existent depuis un certain temps, d'autres se sont constitués récemment. Le Syndicat National des C.P.T.T.M.A. (10.000 membres environ, dit-on), Syndicat autonome des fonctionnaires (Lambin), Syndicat du Transport et de marins (2.500 membres dit-on) à Anvers, Syndicat National du personnel de la défense nationale, Syndicat du tram-vert Liège-Seraing (désaffilié de la F.G.T.B.), Syndicats des tramwaymen de Namur, Syndicat du Textile à Verviers (500 membres environ), "Le Métal" syndicat de métallurgistes (Cockerill et Ougrée-Marihaye) avec tendance à s'étendre au Hainaut, Syndicat autonome des postiers de Liège, de Charleroi avec tendance à s'étendre au restant de la Wallonie et Bruxelles. Au récent congrès du Syndicat National des C.P.T.T.M.A. des représentants de plusieurs de ces syndicats étaient présents (voir journal "Le Ralliement" qui vous a été envoyé) et ont projeté la constitution d'une Centrale nationale des syndicats autonomes.

Malgré nous, malgré les discussions que nous avons eues avec eux, un certain nombre de nos amis ont rejoint certains de ces syndicats autonomes et y ont même certains postes responsables.

Les Syndicats Uniques des Mineurs et ceux de la Pierre se développent difficilement. Il y a évidemment une grande différence entre les premiers et les seconds. Les premiers ont des possibilités considérables de recrutement, les seconds beaucoup plus limitées.

L'influence des uns et des autres sur les travailleurs grandit sans cesse, malgré leurs nombreuses insuffisances. Ceci a été démontré au cours des nombreux conflits dans les charbonnages (voir surtout le dernier conflit dans le Borinage) et dans les carrières.

La lenteur dans le recrutement pour le Syndicat Unique des Mineurs réside surtout dans le manque de cadres formés, dans leur pratique semi-réformiste et dans les défauts d'organisation. L'on peut donner cet exemple tout récent : au charbonnage Collard, à Seraing, le S.U. des Mineurs a démis son délégué syndical de ses fonctions; des élections viennent d'avoir lieu pour élire un nouveau délégué, les trois syndicats ont présenté un candidat. Malgré le mauvais travail de notre délégué pendant 2 ans, le candidat du S.U.



a remporté la majorité. Il serait faux de vouloir généraliser, mais cette élection est une indication précieuse.

### 7.- Notre travail :

Notre travail a marqué un léger progrès, cependant nullement en rapport avec la situation favorable que nous connaissons ces deux dernières années.

Nos amis jouent un rôle de plus en plus important dans les luttes revendicatives, surtout dans le déclenchement de celles-ci (dans les nombreux conflits dans les mines, métallurgie, réparateurs de navires), quoique cela reste très inégal (surtout en Wallonie et à Anvers). Dans de nombreux cas, grâce à l'attitude de nos amis, par des petites actions partielles et des grèves, des groupes de travailleurs ont pu réaliser une partie de leurs revendications. Dans des usines comme les A.C.R.C. de Charleroi et d'autres, où nos camarades remplissent des fonctions importantes dans les délégations syndicales, des actions sont menées en permanence pour l'amélioration des conditions de travail.

L'unité d'action à la base a fait des progrès, elle a surtout un caractère spontané dans les mines, plus organisé dans les usines métallurgiques où nous avons des positions dans les délégations syndicales. Aussi dans certaines usines de l'agglomération bruxelloise, nos amis ont réussi à réaliser des actions unitaires avec succès. En Flandre, à part Anvers, notre activité est la plus faible, ce qui se ressent aussi dans les luttes revendicatives, quoiqu'il ne faut pas sousestimer le fait que les conditions objectives y sont moins favorables.

Dans de nombreuses usines métallurgiques de Wallonie, nos camarades occupent des fonctions importantes dans les délégations syndicales d'entreprise (V.G.T.B.). Il faut souligner que là où nos camarades occupent des fonctions, le pourcentage des syndiqués à la F.G.T.B. est assez élevé (Charleroi), tandis que là où les dirigeants syndicaux les ont éliminés, le nombre de syndiqués a fortement baissé et aussi le nombre des délégués syndicaux au profit des syndicats chrétiens (Centre). Dans le Centre, lors des récentes élections des délégations syndicales, contre l'avis des dirigeants syndicaux, un de nos camarades a été élu et imposé au patron et dirigeants syndicaux par les ouvriers.



La situation des délégations syndicales dans les mines est connue. Dans les autres industries nos positions sont beaucoup plus faibles quoique dans certaines d'entre elles, sans que nous ayons des amis délégués syndicaux, nos camarades ont parfois conquis une influence sérieuse sur leurs amis de travail.

Nous avons renforcé nos positions dans certains syndicats, mais il faut le dire, dans des syndicats d'ordre secondaire du point de vue économique. Les succès remportés dans le syndicat des postiers (P.G.T.B.) sont connus. Au dernier congrès national nos positions ont été sensiblement renforcées (par un bon travail nous pouvons obtenir la majorité dans cette direction). Il en est de même dans le syndicat des diamantaires d'Anvers où, par referendum secret, nos camarades sont entrés à une douzaine dans le comité de direction. Nous avons des camarades dans les comités d'autres syndicats encore (service publics, métallurgie, employés, textile, etc...).

Nous avons marqué également un progrès dans l'élection de certains de nos amis comme délégués aux congrès régionaux professionnels et interprofessionnels, particulièrement à Bruxelles, Liège, Charleroi, où ils ont pu défendre notre point de vue.

Nos positions parmi les cheminots, dans les centres principaux du pays, ont été sensiblement renforcées, un mouvement unitaire revendicatif est en plein développement. Parmi les chefs et sous-chefs de gare, les chefs-gardes et gardes de train, parmi les machinistes se sont constitués des comités unitaires d'action ou une amicale unitaire, groupant des syndiqués des différents syndicats et des non-syndiqués. La récente réunion de chefs-gardes et gardes à Bruges - il y avait 65 présents (3 communistes), venant de plusieurs gares flamandes. Un secrétaire national du secteur cheminots de la C.G.S.P. et le secrétaire régional étaient présents pendant que les dirigeants chrétiens s'étaient excusés. Des petits journaux sont lancés. Nous tendons à l'élargissement avec quelque succès. Les dirigeants chrétiens ont convoqué une réunion syndicale (la libre en sept ans) à Bruges, suite à celle du comité unitaire d'action, où ils se font démasquer par nos camarades.

Un mouvement dans le même genre est en cours parmi les tramwaymen de Bruxelles. Nos positions restent faibles parmi les travailleurs du textile, du bâtiment, des produits chimiques, des cairs et peaux, etc...



Il va de soi que notre travail se ressent forcément des courants existants dans le mouvement syndical, de notre pays. Il est caractérisé par une série de faiblesses; il est encore très fortement influencé par les erreurs commises dans le passé, qui ralentissent sérieusement son redressement; il subit l'influence des conditions syndicales créées dans le pays.

Quelles sont ses caractéristiques essentielles ?

1° Malgré certaines améliorations, le refus plus ou moins ouvert de militer dans la F.G.T.B. persiste chez certains de nos amis; le nombre de communistes syndiqués et non-syndiqués est en augmentation; certains refusent obstinément d'adhérer à la F.G.T.B. D'autres rejoignent des syndicats autonomes, voire même les chrétiens et libéraux, contre nos conseils et décisions du Parti;

2° notre politique syndicale manquait, dans la lutte pour la démocratie syndicale et pour le redressement syndical, de perspective valable, aux yeux de nos camarades, dans la lutte contre les dirigeants droitiers des syndicats. L'en peut grosso-modo résumer cette politique comme suit : lutter pour une juste ligne dans les syndicats, mais finalement se soumettre devant les exigences des dirigeants droitiers afin qu'ils ne détruisent pas l'unité des syndicats. Cette politique syndicale n'a pas et ne pouvait pas donner des résultats sérieux, mais devait décourager nos camarades parce qu'elle ne montrait pas clairement la possibilité de modifier la situation des syndicats;

3° chez nos camarades communistes et progressistes, délégués syndicaux de la F.G.T.B., il y a une tendance à "composer" et à se décourager, certains donnent même leur démission malgré l'avis du Parti. Ils raisonnent comme suit : dans l'usine nous avons une très grosse influence sur nos camarades de travail, dont nous sommes les élus. Nous ne sommes pas soutenus par la direction syndicale; au contraire, une fois que nous avons besoin de la direction syndicale, nous sommes déforçés et nous nous déconsidérons en prêchant toujours la discipline syndicale et le respect des décisions des congrès. Ils déclarent : c'est nous qui retenons les ouvriers dans les syndicats et les dirigeants s'en servent contre les travailleurs et contre nous. Certains de nos amis carolorégiens, délégués syndicaux, ont préconisé un moment la reconstitution des syndicats uniques.



4° la tendance à voir le F.G.T.B. comme un tout, uniforme, a voilé devant beaucoup de nos amis des possibilités existantes de travail et de succès, d'autant plus qu'ils étaient obsédés par le légalisme syndical.

Nos amis de Charleroi se sont inclinés devant la décision de congrès de co-existence de sections locales et d'entreprises dans la métallurgie, alors que les premières avec leur composition douteuse battent régulièrement les dernières (elles sont d'ailleurs constituées pour cela). Nos amis de Liège s'inclinent devant la décision de congrès régional des métallurgistes qui interdit aux fonctionnaires syndicaux - même aux délégués syndicaux d'entreprise - de remplir un mandat politique. Il existe des différences considérables dans les formes d'organisation des syndicats de la F.G.T.B. et nous n'avons pas trouvé toutes les possibilités de travail qui nous sont offertes par la situation ;

5° le travail de mobilisation des travailleurs à la lutte pour leurs revendications, en raison de ce qui précède, prend souvent l'allure "en dehors des syndicats et même contre les syndicats", étant donné que nos camarades sont convaincus que les dirigeants syndicaux ne marcheront pas et saboteront; cet avis est partagé par un nombre important de travailleurs. Cela détermine l'attitude hargneuse que prennent souvent nos amis vis-à-vis des dirigeants syndicaux, voire même vis-à-vis de certains délégués syndicaux qu'ils savent soutenir toujours et en toute circonstance les dirigeants syndicaux;

6° cette attitude gêne évidemment la réalisation de l'unité d'action à la base. Récemment encore certains de nos délégués du Syndicat Unique des Mineurs refusaient de s'adresser aux délégués syndicaux d'entreprise de la Centrale Indépendante (F.G.T.B.) en vue de la lutte. Le secrétaire régional S.U. des Mineurs du Borinage se contentait d'un coup de téléphone à la régionale de la Centrale Indépendante, avec l'espoir d'un refus de la part du secrétaire de cette organisation;

7° l'entourage réformiste exerce encore une forte influence sur beaucoup de nos camarades, surtout sur ceux qui ont des responsabilités syndicales, se traduisant par le respect de la tradition et du légalisme réformistes;



6° la confusion entre les syndicats et les partis politiques: la tendance chez certains communistes de vouloir substituer leur parti au mouvement syndical (diriger la lutte revendicative comme parti); cette tendance disparaît de plus en plus et renforce notre mouvement de l'Action Ouvrière Unitaire. La confusion dont question résulte largement de la tradition du mouvement syndical belge (les syndicats sont traditionnellement affiliés ou intimement liés à un parti politique, P.S.B., P.S.C. et parti libéral).

#### 8.- Nos perspectives et tâches :

1954 connaîtra une aggravation sensible de la situation économique, ce dont le patronat ne manquera pas de profiter pour multiplier ses attaques contre les conditions d'existence des travailleurs, d'ailleurs déjà engagées à l'heure actuelle.

Il n'est pas douteux que la classe ouvrière réagira vigoureusement; elle posera de nouvelles revendications et luttera pour les réaliser. Nous sommes à la veille de grandes batailles dans notre pays; les récentes grèves et plus particulièrement celle des mineurs du Borinage en sont les signes avant-coureurs.

La position que prendront les dirigeants syndicaux de la F.O.T.B. et de la C.S.C., des syndicats libéraux, au cours de ces batailles, elle non plus n'est pas douteuse. Engagés à fond dans la politique patronale, dans la politique américaine, ils ne manqueront pas de soutenir les attaques patronales, de freiner et de tenter de briser les luttes ouvrières. Les accords que les dirigeants de la F.O.T.B. et de la C.S.C. sont prêts à signer avec la F.I.B. (productivité) et qui font partie des négociations sur la conclusion d'un "pacte social" sont particulièrement significatives à ce sujet.

Il est prévisible que la lutte qu'engageront les travailleurs pour la défense de leurs conditions de vie et le sabotage certain des chefs syndicaux de droite, provoqueront des remous profonds dans le mouvement syndical belge. Les chefs de droite auront recours à tous les moyens pour assurer la réalisation de la politique américaine. Ils liquideront toute démocratie dans les syndicats, ils n'hésiteront pas de recourir à des exclusions syndicales, divisant encore davantage notre mouvement syndical. Les dirigeants de la F.O.T.B., de la C.S.C. et C.S.L. iront jusqu'au fond de la trahison de la cause ouvrière.

En vue de réduire au minimum les possibilités de désaffection de



dirigeants syndicaux de base, hostiles à la politique des chefs confédéraux, ceux-ci renforceront encore la centralisation bureaucratique, la centralisation financière laissant le moins de moyens financiers et autres aux organisations syndicales de base. (la centralisation des moyens financiers est déjà très forte, les cotisations sont perçues, dans la majorité des cas ... surtout dans la partie flamande du pays .. par les régionales F.G.T.B., qui se charge de répartir les parts revenant aux différentes organisations centrales, régionales et locales).

Ces conditions seraient évidemment favorables à l'accentuation du courant de désertion syndicale et de constitution de nouveaux syndicats. Elles donneraient des possibilités nouvelles de développement aux syndicats autonomes, dirigés actuellement par des gens confus et parfois réactionnaires, dont la tâche est facilitée par notre position purement négative et hostile.

Ces conditions nouvelles offrent aux communistes et aux syndicalistes progressistes en général, de nouvelles possibilités de travail. Les conditions objectives de la lutte seront plus favorables. Les faits nous aideront à démasquer ceux qui saboteront la lutte ouvrière, qui abuseront de leurs fonctions syndicales pour mettre les syndicats à la disposition du patronat pour défendre ses intérêts. Il nous aideront également à écarter les traîtres de la direction des syndicats.

Ces conditions objectives nouvelles nous aideront également à surmonter nos faiblesses du passé, à ramener la confiance chez nos propres camarades, à renforcer la lutte ouvrière et, au travers de celle-ci, à redresser le mouvement syndical. Au cours de cette lutte, nous devons oser pousser plus avant le combat contre la politique de division et de destruction syndicale des chefs syndicaux de droite. Nous aurons à combattre sérieusement le légalisme syndical dont seuls peuvent profiter les chefs droitiers. Nous aurons à rechercher, dans chaque cas précis, les moyens les plus adéquats pour renforcer la lutte ouvrière et donc de briser le sabotage des chefs droitiers, pour mettre les organisations syndicales pleinement à la disposition des travailleurs pour vaincre le patronat.



Il est clair que, dans ce domaine, la classe ouvrière ne peut pas se considérer comme liée par la discipline syndicale vis-à-vis de décisions prises par les seuls dirigeants syndicaux de droite. Seules les décisions prises démocratiquement par les travailleurs posent le problème de la discipline.

Dans cette lutte, que nous aurons à mener avec patience et persévérance, l'expérience des syndicats uniques des Mineurs et des Travailleurs de la Pierre nous sera d'une aide précieuse. Malgré les faiblesses de ces syndicats, leur expérience est loin d'être entièrement négative. Malgré leur faiblesse numérique, les syndicats uniques ont acquis une grande influence parmi les travailleurs de leur industrie, ce dont témoignent non seulement les élections des délégués de puits, mais aussi et surtout les nombreuses grèves et actions dans lesquelles les S.U. ont joué un rôle de premier plan. Leur action a fait progresser le courant d'unité d'action parmi les travailleurs de leurs industries.

Il faudra s'efforcer à faire des S.U., dirigés par des communistes, des modèles, que nous pourrions montrer aux travailleurs des autres industries et des autres syndicats, de syndicats au service des travailleurs, vivants et fonctionnant par la démocratie syndicale.

Résumons nos tâches :

1°/ Renforcer notre travail dans les entreprises et insister toujours plus sur la nécessité de la constitution de cellules d'entreprises, comme le meilleur moyen d'organiser la lutte ouvrière pour la défense de ses conditions de vie ;

2°/ Attacher la plus grande importance à l'organisation de l'unité d'action des travailleurs ; cette unité dans l'action doit se trouver sa base dans les entreprises, unir tous les travailleurs, syndiqués et non-syndiqués ; s'efforcer à constituer des comités d'unité d'action dans les entreprises sur la base de revendications précises décidées par les travailleurs ;

3°/ Faire un effort tout particulier pour développer les S.U. des Mineurs et les S.U. des Travailleurs de la Pierre ; pour-suivre l'adhésion du S.U. de l'Ourthe Amblève aux S.U. de la Pierre ; leur accorder une plus grande aide en recrutant des communistes travaillant dans ces industries de militer activement dans les S.U. ;



4°/ Renforcement de notre travail dans les syndicats de la F.G.T.B. en recherchant avec nos camarades, sur la base des données précises de leur situation, des perspectives de lutte contre les dirigeants syndicaux de droite, en nous rapprochant des militants de base et des travailleurs syndiqués ; celles-ci ne peuvent s'arrêter aux limites tracées par les dirigeants de droite ; elles doivent permettre aux travailleurs syndiqués et autres de se convaincre qu'il est possible de changer le mouvement syndical actuel en un mouvement au service de leurs intérêts ;

5°/ Inviter et aider nos camarades délégués syndicaux, membres de la F.G.T.B., et nos camarades en général, à agir en ce sens dans leurs entreprises et syndicats, même si cela peut conduire à des conflits aigus dans les syndicats avec les dirigeants de droite ; ils devront s'assurer surtout d'avoir les ouvriers avec eux dans cette bataille ;

6°/ Lutter avec énergie pour imposer la démocratie syndicale dans les syndicats ; combattre résolument le légalisme syndical, c'est-à-dire la légalité syndicale des dirigeants syndicaux de droite ;

7°/ Prendre une attitude plus positive, plus compréhensive et plus amicale vis-à-vis des syndicats autonomes qui se sont constitués, sans faire de concessions fondamentales et en restant sur la plate-forme de lutte de la F.G.T.B. ; nous efforcer de les mettre en contact avec les U.I. professionnelles ; convoquer des assemblées des "Amis de l'Action Ouvrière Unitaire" avec invitation à des militants de ces syndicats autonomes ; établir ainsi des premières liaisons ;

8°/ Inviter les S.U. à prendre, en certaines occasions, des contacts avec les syndicats autonomes (luttés pour défense des salaires, sécurité sociale, etc...) sans adhérer toutefois à une confédération de syndicats autonomes ;

9°/ Traduire cette ligne dans notre journal "l'Action Ouvrière Unitaire" et le faire pénétrer davantage parmi les travailleurs ; faire un effort pour étendre l'expérience de l'"A.O.U. - Le Mineur" en l'étendant aux travailleurs des autres industries ("De Werkerseenhed - De Tentielbewerker" paraître à partir du 1er février sur 8 à 10.000 exemplaires) ;



10°/ Constituer (ou/ renforcer) les Comités régionaux des "Amis de l'A.O.U." en les étendant à tous les travailleurs et non pas seulement aux membres de la F.G.T.B.;

11°/ Faire pénétrer la revue "Le Mouvement Syndical Mondial" dans tous les milieux syndicaux, y compris dans les syndicats autonomes ;

12°/ Faire un très gros effort de formation de militants syndicaux par des cours et des conférences, par des week end d'études et par le journal en s'appuyant sur les expériences quotidiennes des travailleurs en les liant à la théorie.

G. Van den Boon.



DECISIONS

=====

1) Congrès du P.C. Autrichiens ; cde Burnelle désigné comme délégué.

2) Lorsque B.P. aura terminé la discussion sur travail syndical il sera convoqué une petite conférence avec une trentaine de militants syndicaux pour avoir leur avis.

Le rapport sur ce trav. syndic. sera soumis à un C.C. après les élections.



Présente: Terfve, Van Hoorick, Deconinck, G. Glineur, Van den Boom? Burnelle.

Absents: Lalmand - malade  
Borremans - deuil  
Herssens - Congrès P.C. Bulgare.

1. Situation politique

rapport par Burnelle (voir en annexe)

invités: Van Moerkerke, Joye.

Discussion:

Van Hoorick: Complète le rapport en donnant des informations sur l'organis. du Parti -renouvellement des cartes, recrutement, confér. fédér. sur élections.

Peu d'assemblées solennelles (543)  
Renouvellement, résultats inquiétants (13.429 au 20/2)  
Recrutement largement insuffisant (550)  
Peu de délégués aux conf. fédér. (856)  
Vente de masse D.R. du 7/3 -devrait voir un meilleur résultat encore.

A nouveau l'organisation subi un recul sauf dans fédér. Tournai et Borinage.  
Pourquoi ces deux sont-elles en progrès ?  
Dans les derniers temps on a réussi quelques actions importantes qui ont recréé un enthousiasme et redonné confiance aux camarades.

Trop de vieux cadres qui disparaissent ne sont pas remplacés et ainsi, des ventes du D.R. sont perdues, des cotisations non-perçues. Pourtant dans les fédérations on essaye de remédier mais on se ~~heute~~ au refus des membres d'accepter une activité.

Il faut mettre l'accent sur l'apport d'un sang nouveau afin de compléter nos cadres et remplacer les défaillants.

Le rapport ne parle pas suffisamment des élections.  
Désistement: résultats possibles dans le Luxembourg et le Limbourg, mais jusque maintenant aucun accord écrit. L'orientation dans ces 2 arrondissements doit rester le désistement.  
Dans le Namurois si nous n'avons pas réponse satisf. du P.S.B. ne pas se désister car car condit. non favorables avec dirigeants P.S.B..

En Fl. Occidentale la situation est très confuse.  
Pour Ostende ça pourrait aller mais dans des autres arrondissements aucun réponse.



Continuer à accorder une grosse importance à lutte contre C.E.D... Faire une analyse au B.P. des référendums dans les communes.

Pour la campagne électorale accorder grandes importance à la question dans notre propagande.

Le commerce Est-Ouest redevient d'actualité et doit retenir notre attention.

Deconinck: les impérialistes profitent de la confusion créée à la confér. de Berlin sur les élections en Allemagne. Nous devrions éclaircir cette question parmi la population et armer aussi nos militants en étudiant cette question dans des confér. fédér..

On reparle du ~~prise~~ de vente de l'uranium parce que, actuellement, au Congo on va vers des difficultés économiques. En valeur les export. Congolaises sont en baisse en 1953, c'est une conséquence de la diminution des prix des matières premières.

La question du commerce Est-Ouest prend à Renaix une grande importance. Les patrons par ex. agissent auprès des communistes pour tenter qu'ils interviennent afin d'avoir des commandes.

Ces patrons se sont réunis, sont allés négocier à l'ambassade et au Comité spécial. Ils ont obtenu ~~soixante~~ une première commande et vont envoyer un délégué en U.S..

Du travail mené par nos camarades sur cette importante question, un comité de chômeurs s'est constitué qui agit maintenant auprès des parlementaires pour que la politique commerciale avec l'Est soit modifiée.

La population se tourne un peu plus vers le Parti et une série de manifestations sur l'U.R.S.S. ont connu un bon succès. Mais le Parti doit orienter beaucoup plus son action contre le gouvernement. C'est là un point faible du travail.

Textile de St. Gilles-Termonde: augmentation de cadances; de plus la matière première dont la ~~qualité~~ diminue constamment. Conséquences: les ouvrières n'arrivent même plus au salaire de base. Attitude d'un contremaître poussant à la productivité.

La grève éclate contre ces faits - que déclare sauvage les dirigeants syndic.

Le Parti a pris contact avec des ouvriers et avec le délégué principal.

Une assemblée syndic. a été réunie par la délégation contre avis des dirigeants syndicaux, d'où sont sortis les revendications et un ultimatum à la direction syndicale qui a du promettre de régler la question en 15 jours, tout en reprenant le travail.

Les grévistes ont repris le travail mais ont formé un comité d'usine qui suit le conflit.



Van den Boom: Berlin: Succès du mouvement de la paix qui a forcé à cette conférence et à la continuation de la négociation.

La crainte manifestée par les occidentaux sur l'extr. orient et la participation américaine en Indochine laisse supposer que les fauteurs de guerre ne veulent pas la fin de cette guerre.

Le rapport ne parle pas assez des événements du proche-Orient.

Il s'agit là des manifest. d'un nationalisme libérateur que les E.U. essaient d'exploiter à leur profit, mais sans garantie certaine qu'ils réussiront. Un courant très sérieux de libération existe chez ces peuples.

La C.E.D. est assez malade, Seelba en Italie par ex. retarde la discussion sur la ratification. L'exploitation du vote travailliste sert à camoufler la maladie de la C.E.D..

Commerce Est-Ouest: prendre attention de ne pas aider les patrons à ralentir la lutte revendicative des ouvriers et de ne pas aider les réformistes à développer un courant de collaboration de classe. Il faut préciser notre position constamment.

Les réunions du P. auxquelles j'ai assisté me donnent l'impression que les camarades sont dans une atmosphère de croissance. Confér. fédér. du Centre en progrès sur le Congrès d'avril 1955.

Congrès S.U. de Charleroi où se dégage une volonté de lutte et de réalisation venant des succès déjà obtenus.

L'atmosphère change dans la classe ouvrière. Nous devons oser sortir du Parti. Ceci souligne avec plus d'importance ce que Van Hoorick disait tantôt sur le P..

Lier la lutte revendicative aux élections.

Productivité: grave question, mais nous <sup>ne</sup> sommes pas fort loin sauf à Bruxelles où la rég. F.G.T.B. s'oppose au protocole. Nous devrions faire un effort plus grand de clarification.

Congrès rég. F.G.T.B. à Charleroi le 21/5 pour réélection de Gailly, Bilem, Moreaux. Nous devrions poser la candidature de Wéry, la faire soutenir par les travailleurs. Mais il faut mener la bataille avec une conception nettement différente. Il y a désaccord avec G. Glineur à ce sujet. Le B.P. devrait se prononcer.



Moulin: Situation internationale - rien de bien nouveau du côté du marché agricole mondiale.  
 Sinon que la crise agricole U.S.A. pousse à l'accroissement des contradictions internes sur le commerce avec l'U.R.S.S..  
 Sous la pression des U.S.A. on accélère les discussions Plan vert.

En Belgique: la situation dans l'agriculture continue de se détériorer. Avec le début de la période de printemps la situation sur le marché du lait et de beurre va s'aggraver. Des causes de mécontentement vont se présenter et permettre de nouvelles actions.

Déjà au sein du comité union et lutte des bett., certains posent la question de l'action pour beurre etc..

Il faut souligner que l'action des bett. a abouti à des résultats positifs: ristourne sur taxe.

prix connu à l'avance pour '54.

Ce qui entraîne les cultivateurs à envisager l'action dans d'autres secteurs.

Non seulement prix, mais pensions et impôts.

Une question doit retenir notre attention, c'est le publ. de la vie chère. Veiller à ne pas laisser s'accréditer l'idée, que la vie chère est imputable aux agriculteurs.

par ex. beurre	'54	'54
prix moyen	83,10	86,30
pondéré		

lait - 0,50

Unité: la C.E.D. n'est plus nécessairement la question.

Il faut leur faire prendre position sur des engagements autres.

Il peut y créer formule remplacement.

Situation de certaines fédérations devrait être examinée de près.

G. Glineur: L'index enregistre un peu l'augmentation des marchés.

Quelques petits secteurs industr. auront un augm. de 2,5 % mais les grands secteurs industr. ne l'auront pas. La revendic. d'augm. des salaires est justifié mais il faut la réclamer aussi pour les alloc. sociaux.

Pourtant le Parti ne déploie pas une grande activité à ce sujet. Grande lenteur pour démarrer de même que dans la rentrée des talons, le fonds élect.

Le matériel National-élec. est en retard, mais régionalement on ne prend pas d'initiatives. Pense qu'il faudrait donner des schémas de meetings pour orateurs.

La rentrée des talons et la perception des cotis. subit l'influence du travail pour les élections.

Il nous faut tâcher de lier les deux choses.

La candidature Wéry à la F.G.T.B. a été prise trop vite.

Estime aussi que ce n'est pas bon car étant à la direction F.G.T.B. il sera isolé et son influence ne se développera pas.

Si c'était pour direction régionale Centr. Métal. alors d'accord mais être permanent F.G.T.B. sans être aussi

resp. d'une centrale c'est se couper de la masse ouvrière.



Terfve: Dans les résultats de la conférence de Berlin le rapport à laissé tomber les propositions sur le désarmement. Or, une telle proposition est susceptible dans un certain temps de favoriser la proposition de sécurité collective. Europe avec 32 états.

Les relations commerciales Est-Ouest qui reviennent à l'actualité en raison de la crise économique sont aussi de nature à favoriser la détente.

Le travail fait à Renaix est bon. Mais 2 dangers toutefois: ~~l'~~ apparaître comme les agents de l'étranger en acceptant d'intervenir pour des commandes, et si pas satisfaction ça nous retombe sur la tête.

Il ne nous appartient pas de partir en flèche sur l'Europe à 32, voyons l'attitude des P.C.F. et P.C.I..

Pense que le rapport conclu trop vite à la priorité des éléments positifs sur les éléments négatifs. Or, nous devons voir qu'actuellement les partisans de la C.E.D. lancent une offensive.

Les référendums indiquent qu'il y a une grosse masse flottante qui peut-être influencée aussi par l'adversaire.

C'est pourquoi nous devons voir l'attitude de ces derniers afin de réagir.

Il faudrait voir aussi que ces élections vont donner une constituante. Donc nous devrions parler aussi de cet aspect dans notre travail électoral.

Les désistements: Dans le Luxembourg nous devons être souple et tenant compte de l'attitude des candidats soc. nous devons marcher. Dans le Limbourg ça va avec les soc. mais les libéraux sont pour la C.E.D.. Voir un vote de préférence sur cand. soc. au Sénat contre libéral, partisan C.E.D..

Fl. Occident. tenant compte des conditions, il faut se présenter. La candidature Wéry demande discussion et réflexions. Ces problèmes devraient être discuté à la fédération de Charleroi, puis au B.P..

D'accord pour la poser.

*Enfinement le B.P. manque d'un accord pour la forme.*

G. Glineur, propose de faire intenter un procès à Messerschmitt par des P.F..

B.P. d'accord; Van den Boom chargé de prendre contact avec Fonteyne.



Les deux événements essentiels à portée internationale de ces dernières semaines me paraissent être,

d'abord la Conférence de Berlin avec ses prolongements, ensuite le développement accentué de la reprise des relations commerciales entre l'Est et l'Ouest.

### La Conférence de Berlin.

La Conférence de Berlin constitue un pas en avant dans la voie de la Paix.

Pour mieux en apprécier les résultats, il faut se rappeler les obstacles que les Américains ont dressés sur la route qui devait les mener à Berlin.

Ils ont mené une violente campagne de scepticisme à l'égard de la Conférence et l'ont préparée avec les occidentaux aux Bermudes dans l'intention de prouver qu'il est impossible de négocier avec les soviétiques.

En dépit des 9 non de M. Dulles, la conférence de Berlin s'est mis d'accord pour tenir une conférence sur les problèmes de paix en Asie avec la participation de la Chine populaire.

La Conférence a prouvé que la discussion est possible et qu'il existe des solutions aux grands problèmes posés.

L'initiative, pendant la conférence, est constamment restée dans les mains de l'U.R.S.S. qui a fait de nombreuses propositions :

- 1) Conférence des 5 avec la Chine populaire pour examiner les mesures à prendre en vue de réduire la tension internationale.
- 2) Conférence mondiale pour la réduction des armements et l'interdiction de la bombe atomique.
- 3) Sur l'Allemagne,
  - Proposition de faire participer des représentants allemands à la Conférence de Berlin, au point 2.
  - Proposition pour l'unification de l'Allemagne et sa neutralisation, comment former un gouvernement provisoire et assurer des élections vraiment libres, proposition d'organiser un referendum sur la C.E.D. - réduction des dettes de l'Allemagne.

Sur l'Autriche, proposition pour une Autriche vraiment indépendante.

Enfin proposition pour un traité de sécurité collective entre tous les pays d'Europe.



Parmi ces propositions, il me semble qu'il en est deux au sujet desquelles nous devons intensifier nos explications.

1°. / La première, c'est la proposition de formation d'un gouvernement provisoire suivie d'élections démocratiques. Les Occidentaux ont mis l'accent sur les élections "libres" et il faut dire que l'opinion publique voit difficilement à première vue l'astuce que cache ce plan.

Le citoyen non-averti à tendance à considérer des élections comme nous allons les vivre en Belgique, comme l'expression de la démocratie : chacun dépose un bulletin de vote, un parlement est constitué - ensuite un gouvernement se dégage.

On oublie souvent de considérer que les élections sont influencées par l'argent des financiers et qu'il n'est pas rare de voir après une poussée à gauche, se former un gouvernement de droite, comme c'est le cas aujourd'hui en Italie.

Mais revenons au plan Eden d'élections soi-disant libres.

Qui va rédiger la loi électorale ? Les autorités occupantes ? Les français présenteront-ils une loi comme celle qui régit les élections en France et où avec le double de voix des socialistes, les communistes emportent moins de sièges qu'eux. Serait-ce une loi truquée comme en Italie, ou une loi comme celle d'Angleterre qui ignore la proportionnelle ?

Ce qui doit importer pour les travailleurs de chez nous, ce n'est pas de discuter sur la qualité en général d'un genre d'élections en Allemagne, ce sont les gens qui vont diriger l'Allemagne.

Il n'est pas indifférent à notre peuple de voir l'Allemagne dirigées, soit par des personnalités antifascistes, anti-militaristes, éprises de paix, soit par des revanchards nazis.

Les élections que les travailleurs doivent souhaiter, ce sont des élections favorables à la paix du monde.

Molotov a rappelé comment se sont organisées les élections allemandes de 1932 et comment les magnats de la Ruhr ont porté Hitler au pouvoir.

Or, les mêmes magnats sont actuellement en liberté, ont retrouvé en Allemagne occidentale, les bases de leur pouvoir. Ils présentent le même danger qu'il y a 25 ans.

Le plan Eden ne vise en profitant de l'importance relative de l'Allemagne capitaliste, qu'à récupérer l'Allemagne de l'Est avec l'aide des millions des revanchards nazis.



Le plan Molotov propose que les deux Allemagnes convoquent une conférence de représentants des deux zones afin de se mettre d'accord sur la procédure pour former un gouvernement provisoire pour toute l'Allemagne et organiser des élections en prenant des mesures pour que les partis et organisations démocratiques puissent déployer leur activité tandis qu'il sera mis fin à l'existence des organisations fascistes et militaristes.

Molotov propose également que les troupes d'occupation soient retirées de l'Allemagne.

2°. / La deuxième question au sujet de laquelle nous devons expliquer davantage, c'est la question de l'Autriche.

Les trois ont proposé l'évacuation de l'Autriche et des élections générales.

En regardant de près, on s'aperçoit du caractère purement formel de ces mesures prétendument démocratiques.

Faire évacuer l'Autriche par les troupes soviétiques au moment où l'Allemagne est encore divisée et sujet d'inquiétude, ce n'est pas servir la Paix. C'est aider les Américains à faire pression sur l'Autriche pour entrer dans la C.E.D., c'est augmenter les risques d'un Anschluss sous des formes nouvelles avec une Allemagne revancharde.

C'est permettre aux U.S.A. d'installer leurs bases aux frontières de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie.

Molotov a proposé la neutralisation de l'Autriche et l'évacuation des troupes occupantes après la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne.

Le point où les Américains semblent avoir été particulièrement en difficulté, c'est la proposition soviétique d'un traité de sécurité collective ouvert à tous les pays d'Europe (même avant, si j'ai bien compris, le traité de paix avec l'Allemagne).

La proposition Molotov propose notamment que les parties contractantes ne s'engagent dans une coalition ou une alliance et ne signent d'accords dont les buts seraient contraire avec la sécurité collective de l'Europe.

Le refus des trois a mis particulièrement en lumière que la C.E.D. et le Pacte Atlantique étaient dirigés contre une partie de l'Europe.

Nous devrions, à mon avis, monter en épingle la proposition Molotov sur l'Europe et être plus hardis dans le sens positif à propos de l'Europe.

Dans leur propagande sur l'Europe, les ennemis de la Paix exploitent les aspirations à l'entente entre les peuples.



Ceux qui rêvent de l'Europe sont loin d'avoir des convictions homogènes.

Tous ne sont pas partisans de l'Europe des 6, dominées par les capitalistes allemands et je crois qu'il est possible en étant plus positif à l'égard des idées Europe, de ne pas les laisser dans le même sac.

Qu'est-ce que j'entends par "être plus positif à l'égard des idées-Europe" ?

1./ C'est poser la question : Est-ce que "faire l'Europe" consiste à opérer des rapprochements entre tous les pays d'Europe ? Nous serions d'accord mais l'Europe des Spaak ne compte que 6 pays alors qu'il y en a en réalité 32.

2./ Faire l'Europe, est-ce activer les échanges commerciaux, les échanges culturels ? Avec cela, nous serions d'accord, mais l'Europe de 6 vise à maintenir les obstacles au commerce européen imposé par l'Amérique.

3./ Faire l'Europe, est-ce détruire les souverainetés nationales, instituer des autorités supranationales avec les pires ennemis de la Paix ? Sont-ce ces autorités supranationales et la C.E.D. qui vont aider les peuples de toute l'Europe à trouver la voie du rapprochement.

Ne dites pas que c'est de la faute des Russes que l'entente est impossible, car Molotov vient de proposer un pacte de sécurité collective pour l'Europe qui répond aux vœux de ceux qui veulent marcher dans la voie de l'entente des peuples européens.

Je crois qu'en procédant de la sorte, nous pouvons nous rapprocher de certains milieux emballés naïvement par la propagande pour l'Europe.

#### Les échanges.

Un pas en avant à la Conférence de Berlin est le résultat des certains points marqués par le camp de la paix et par des difficultés économiques des pays capitalistes.

La menace de la crise, les difficultés accrues de la lutte pour les débouchés poussent beaucoup de capitalistes à rejoindre en fait le courant populaire pour la détente internationale.

La nouvelle la plus importante dans ce domaine semble être le développement des transactions anglo-soviétiques ; on sait qu'un groupe très important d'industriels et de commerçants britanniques s'est rendu à Moscou et a signé un premier accord commercial fort important.

Des accords commerciaux viennent d'être signés entre l'U.R.S.S. et la Suède, la Norvège.



Les échanges sont meilleurs avec la France.

Même aux Etats-Unis, le mouvement en faveur du commerce avec l'U.R.S.S. grandit chaque jour. Le correspondant de l'A.P. à Washington annonçait dernièrement qu'Eisenhower était assailli de lettres à ce sujet. Des dirigeants du commerce extérieur des U.S.A. ont fait des déclarations très claires en ce sens.

L'U.R.S.S. a passé aussi des récentes commandes à la République fédérale de Bonn, à l'Egypte, amorce des négociations avec le Canada, et renouvelle des contrats avec l'Argentine et l'Italie, pour ne citer que les pays capitalistes.

Enfin, nous devons apprécier à sa valeur, l'accord commercial signé le 30 janvier entre l'U.R.S.S. et la Belgique.

Il porte sur un montant de 5 milliards et sa réalisation dépassera sans doute l'année 1954. Malgré cela, il constitue un pas en avant, si l'on songe qu'en 1950, nous n'avons exporté que pour un milliard en U.R.S.S. et pour 660 millions en 1951.

Le ministre P.S.C. Meurice s'est plus à souligner la quantité de main d'oeuvre qu'absorbent les produits fabriqués livrés à l'U.R.S.S.

Notons qu'auparavant, même Larock dans " Le Peuple " avait dû faire certains aveux.

Examinons de plus près le développement des difficultés économiques des pays capitalistes et l'essor en U.R.S.S.

Plusieurs documents économiques sérieux viennent de paraître. Il y a celui de la Société générale de Belgique sur la situation économique dans le monde et en Belgique et, celui de la Banque nationale de Belgique. Il y a également le communiqué de l'Office central de statistiques de l'U.R.S.S. sur l'exécution du plan en 1953.

La comparaison de ces documents est saisissante. Le rapport de la Société générale de Belgique souligne 6 freinages des investissements dans certains pays capitalistes suite à la détérioration de la conjoncture, la baisse du revenu des agriculteurs américains, les difficultés de l'industrie lourde et le ralentissement général des affaires fin 1953.

Le rapport annonce une diminution de la production de la sidérurgie belge de 10 % par rapport à 1952 ; même diminution dans l'industrie chimique et les expéditions de l'industrie des fabrications métalliques. Accumulation des stocks de charbon et aggravation du chômage masculin dans l'industrie lourde.

Le rapport souligne la baisse en valeur des exportations et déclare que :

le désordre des échanges commerciaux internationaux au cours de ces dernières années n'est pas uniquement dû aux entraves douanières ou monétaires, mais aussi à la perturbation de courants traditionnels, en particulier à la rupture presque complète des relations commerciales avec certains pays de l'Est européen et de l'Extrême-



Orient. Il va sans dire qu'un rétablissement, même partiel, de ces relations contribuerait à l'équilibre du commerce international.

Le rapport de la Banque Nationale de Belgique est plus précis et souligne les inégalités dans l'évolution des industries de Belgique :

recul en sidérurgie, léger recul en production charbonnière, dans les Cockerries, fabrications métalliques. Mais progrès dans la production d'électricité ; reprise dans la construction et le textile.

Le rapport nous apprend que le déficit de notre balance commerciale s'est aggravé. Positive en 1951, notre balance ~~xxxxxxxixix~~ est devenue négative en 1952 (-  $\frac{1}{2}$  milliards environ) pour atteindre un déficit de plus de 7 milliards en 1953.

Des documents de sources américaines viennent d'annoncer que la production globale des E.U. était de 7 % inférieure à celle d'il y a un an. Le fléchissement est surtout manquant dans l'industrie lourde, le textile et certaines catégories d'armement.

L'annonce de la régression de la production aux Etats-Unis sème l'inquiétude dans nos milieux industriels qui appréhendent des restrictions de leurs exportations vers les U.S.A.

Au cours de l'année 1953, l'économie soviétique a encore fait de grands progrès comme l'atteste le communiqué publié par l'Office Central de Statistique de l'U.R.S.S. sur l'exécution du plan d'Etat pour 1953.

La production industrielle a augmenté de 12 % par rapport à 1952 et de 45 % par rapport à 1950.

Il faut noter particulièrement qu'on a créé 700 modèles de machines de première importance dont 150 types à haut rendement pour les industries légères et alimentaires et plus de 80 pour l'agriculture.

Le communiqué par-le avec insistance de l'extension des chaînes automatiques, l'introduction de commandes à distance et de l'amélioration des techniques dans les industries de base.

Les décisions importantes prises par le P.C. et le gouvernement de l'U.R.S.S. en 1953 trouvent leur reflet dans le communiqué.

Il est fait état d'un nombre impressionnant de machines et d'outils mis à la disposition des agriculteurs en 1953.

100.000 agronomes et zootechniciens ont été envoyés pour 1953 dans les Stations de machines et tracteurs qui desservent les kolkhozes, indépendamment d'un nombre important d'ingénieurs et de techniciens.



Le développement de l'augmentation des investissements est plus grand dans l'industrie légère et alimentaire, dans les entreprises commerciales, surtout vers la fin de 1953.

Le communiqué cite aussi que 300 nouvelles entreprises industrielles d'Etat produisent des marchandises de consommation courante ont été mise en service.

Le développement du bien-être s'exprime par l'élévation de la quantité de marchandises vendues à la population (21%), qui atteint 26 % au cours du 2e semestre et 30 % pour les régions rurales. 6.000 magasins ouverts.

Le salaire réel des ouvriers et employés a augmenté de 10 % par rapport à 1952, (compte-tenu de la baisse des prix).

Quant au chômage, le communiqué se borne à dire avec une brièveté qu'on appréciera :  
En 1953, idem des années précédentes, le pays a ignoré le chômage.

Le communiqué donne également des chiffres réjouissant sur l'élévation du niveau culturel du peuple.

Enfin le commerce extérieur a augmenté de 11 % et a presque quadruplé par rapport à l'avant-guerre.

Nous avons dit que la conférence de Berlin était un pas dans la voie de la détente.

D'autres signes de détente sont à noter.

D'abord l'appel de Nehru pour un ~~cesser~~<sup>cesser</sup> le feu en Indochine, l'opposition renouvelée du socialiste Ollenhauer à la C.E.D. et sur un plan moins important, les déclarations du banquier Schuyven à son retour d'U.R.S.S.

L'adhésion à la C.E.D. par le groupe parlementaire travailliste anglais n'a été enlevée que de justesse et semble poser de graves problèmes au parti travailliste.

Ces derniers temps on a constaté que les contradictions entre les pays capitalistes se sont encore aiguës et ont diminué ainsi la puissance aggressive du camp de la guerre.

..... L'aggravation des avantages économiques anglo-américains, la bataille des Américains par la baisse des produits bruts qui viennent de l'Empire et les efforts de l'Angleterre pour améliorer le commerce intérieur de l'Empire afin d'échapper aux pressions américaines (voir la récente conférence de Sydney).

Signalons aussi les récentes protestations de la Chambre maritime britannique contre l'espionnage de la marine américaine.



Rappelons les événements du Maroc, où Franco poussé par l'Amérique, exploite démagogiquement les attentats de la France contre les Marocains, les manifestations de rue à Madrid contre les Anglais à propos de Gibraltar qui tournent d'ailleurs à manifestations anti-policières.

La question de l'uranium et du marché de dupes que nous avons admis avec l'Amérique est retenu à l'ordre du jour de l'actualité.

Empêtrés ~~auxsi~~ dans leurs difficultés, les Américains essayent d'élargir les hostilités en Asie, poussent à une intervention directe en Indochine. La visite de Pleven en Indochine ne peut être considérée comme une tentative de paix mais plutôt comme collaboration aux plans d'intervention américaine.

D'autre part, le moyen orient vient au premier plan de l'actualité. Jusqu'à présent, le monde arabe se tenait à l'écart des plans américains. Ceux-ci ont déployé une grande activité au Moyen-Orient pour y évincer peu à peu les Anglais et trouver des formes nouvelles de domination.

Les accords U.S.A. - Pakistan, Turquie - Pakistan en sont les éléments.

En Egypte, les Américains sont assez actifs. Ils voient d'un bon oeil tout ce qui peut ébranler les positions britanniques du canal de Suez et faciliter des accords militaires U.S.A. - Egypte.

Toutefois, la résistance aux plans agressifs des Américains continue à s'affirmer.

- En Indochine, la bataille de la libération marque des points.

- En Italie, grandes grèves revendicatives et contre Scelba, grande démonstration à Milan à l'occasion de l'enterrement des victimes.

- Aux Indes, grève des instituteurs - 3 morts.

- En Angleterre, grève des électriciens.

- En France, grand mouvement revendicatif pour le salaire minima et résistance des prêtres ouvriers.



Dans notre pays.

La bataille contre la C.E.D. s'est poursuivie par l'organisation d'un nombre appréciable de referendums, des prises de position du Comité National de Buchenwald et de la Confédération des Pensionnés borains.

On a compté quelques manifestations contre l'incivisme.  
Positif : les protestations du Comité Européen à l'occasion des élections d'Evere.

---



Dans notre pays, les travailleurs ont vu leur situation s'aggraver encore au cours de cet hiver.

Le coût de la vie a haussé. Aux hausses saisonnières des légumes, du beurre et des oeufs, sont venues s'ajouter la hausse du café, du charbon après celles des loyers, des tarifs trains, eau, gaz. Ces hausses ont provoqué une profonde émotion.

La sécurité sociale s'est encore délabrée, de nouvelles restrictions ont été ordonnées pendant que les mutuelles connaissent de nouvelles difficultés financières.

Les salaires ont continué à baisser globalement. Les primes de fin d'exercice sont inférieures à celles arrachées l'an dernier.

Le chômage s'est étendu **encore** dans la sidérurgie et grappe maintenant les mines du Limbourg qu'on ne peut qualifier de non-rentables.

De nouveaux accidents de mines ont endeuillé la classe ouvrière, et les travailleurs ont subi de nouvelles pressions pour accentuer la surexploitation.

La classe ouvrière n'a pas encore réagi avec ensemble et rares sont les cas où ils ont pu s'opposer avec succès aux attaques patronales.

Pourtant on constate un certain nombre de batailles partielles qui montre que les travailleurs sont loin d'être résignés.

Signalons, les grèves de Battice contre les bas salaires, de Marchienne pour la bains-douches, de Bonne Espérance pour les salaires, de Marcasse, de Cuesmes, d'une importante fonderie, des trains Liège- Seraing pour le chauffage des voitures, de l'industrie allumettière à Grammont, du laminoir 900 à Cockerill contre les licenciements.

Les tramways de Gand ont eu 3 % d'augmentation et les ouvriers de l'entretien des Tubes de la Mause, 1Fr. de plus à l'heure.

Des appels pour l'augmentation des salaires sont montés de la Providence, des A.C.E.C. (Charleroi et Herstal), des mineurs de Bonne-Fortune, de Cuesmes, de Hornu, ainsi

qu'un appel unitaire de Tertre pour 10 Frs de plus.

A l'approche des élections, des escarmouches ont animé la vie parlementaire et souligné les thèmes que certains partis comptent utiliser dans la campagne électorale.

Il y eut l'interpellation Leburton sur l'incivisme qui permit au P.S.C. de souligner le double jeu des Spaak et des Spinoy.



Ensuite l'interpellation sur les 18 mois à travers laquelle Van Houtte promis effrontément une diminution du temps de service grâce à la C.E.D., au réarmement de l'Allemagne.

Il y a l'interpellation Philippart sur les scandales que causent les prébendes des organismes, dits européens, ceci au lendemain de la nomination d'André Renard à la présidence de l'Assemblée charbon - acier.

Le gouvernement fut mis en minorité sur la question de la pension des indépendants et dû battre en retraite en améliorant sensiblement le projet.

Notons aussi l'interpellation sur l'espionnage au parlement qui se clôtura par une capitulation socialiste.

#### Perspectives - Questions essentielles.

1.- Le maillon essentiel de l'action de ces semaines me paraît être la bataille revendicative pour l'augmentation des salaires.

Non seulement, c'est la question la plus agitée chez les ouvriers, mais au point de vue électoral, nous avons l'occasion de dénoncer les hauts dirigeants syndicaux dans une question d'actualité.

Jusqu'à présent quelques assemblées.

Difficultés : - sentiment d'impuissance - trahison chefs - chômage -  
- pas la perspective pour arriver à démarrer tous ensemble.

Voir les étapes pour faire mûrir et faire agir.

- Appels à populariser par des services (remarque : Providence);
- Exiger réponse des Comités d'usines - qu'ils aillent discuter avec les dirigeants régionaux ;
- Appel de service pour un congrès régional ;
- Rôle du S.U. - manifestes - meetings - délégations C.N.M.M.
- Prévoir riposte à l'accord productivité qu'on essaye d'opposer à l'augmentation immédiate des salaires.

2.- Deuxièmement, aspect de la bataille contre la vie chère.

Bataille des Femmes : diminution des taxes,  
préparation de la journée des femmes.

1ère difficulté : on ne tape pas sur le même clou que les ouvriers.

2ème difficulté : essentiel est dans la bataille du quartier sur la lancée de la lutte contre des hausses antérieures : gaz, eau, ... tram ...loyer.



Commerce avec l'Est : association.

3.- Question essentielle au cours de la bataille électorale.

Ne pas considérer que le vote est une fin en soi,  
voir que la bataille continuera après.  
Le problème du programme du nouveau gouvernement,  
poser des question dans notre campagne.

Vous engagez-vous si vous entrez dans le gouvernement,  
de faire diminuer les dépenses de guerre, le temps de service  
militaire,  
d'œuvrer au développement du commerce avec tous les pays.

Vous engagez-vous à la Constituante de lutter pour le  
maintien de la souveraineté nationale ?

4.- Question essentielle .

Ne pas ralentir la dénonciation de la C.E.D., même  
si elle passe au Sénat, en faisant remarquer qu'on peut agir  
encore à la Constituante.

E

En outre, orienter le 1er mai vers la bataille pour un  
meilleure programme gouvernemental.

Et prévoir, les démonstrations locales du 10 mai.

-  
- -



Mar 1954

BP14\_1954\_03



B.P. du 6 / 3 / 1954.

=====

Présents : Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens,  
DeConinck, G. Glineur, Vanden Boom, Burnelle.

Absent : Lalmand, malade.

Ordre du jour :

I. LA QUESTION DES DÉSISTEMENTS DANS CERTAINS  
ENDROITS.

VAN HOORICK : introduit la question en signalant l'urgence  
d'une position définitive pour que le travail démarre  
dans ces fédérations.

Limbourg : P.S.B. d'accord avec articles de presse.  
Ces articles ont paru.

Propose de se désister.

Mais il y a un cartel et les libéraux refusent de  
discuter avec nous et Vreven votera C.E.D. alors e  
appeler à voter au Sénat pour candidats socialistes.  
pour la province, voter pour P.S.B.

P

Luxembourg : P.S.B. vote contre C.E.D. et pour  
diminution dépenses de guerre lors de la discussion  
loi pensions.

Les libéraux refusent la discussion avec nous.  
Prendre même position qu'au Limbourg.

Pour la province : nous avons proposé liste unique  
mais peu de chance.  
Appeler à voter P.S.B., à la Province.

Flandre Occidentale : deux réponses de fédér. P.S.B.  
mais refusant.

D'Ostende et de Bruges, rien.

Ypres un article repoussant notre proposition.

Namur : entrevue demandée par P.S.B. pour mardi -  
attendre la réponse.

HERSSENS : est d'accord avec B.V.H. mais attendre la dissolu-  
tion pour publier un communiqué.  
Il serait néanmoins encore possible d'arriver à une  
liste unique dans le district d'Arlon.  
Comment cela va-t-il marcher dans le Limbourg et  
le Luxembourg pour mener la campagne. Nous avons  
intérêt à en mener une.

BORREMANS : D'accord avec B.V.H. mais mener une campagne  
électorale parti pour permettre néanmoins de se compter.



Par ex., voter de préférence pour des candidats qui ont pris nettement position.

VANDEN BOOM : Il faut aller rapidement.

Pour la Flandre Occid., il faut lutter.

Pour le Limbourg, se désister.

Pour le Luxembourg, se désister en essayant une liste unique distr. Arlon.

Pour Namur, attendre l'entrevue.

Mais qu'allons-nous faire dans les provinces du Limbourg et du Luxembourg ?

Il faut mener campagne pour que l'on ne pense pas que le Parti est liquidé, pour éclairer les travailleurs. Donner un subside à ces fédérations, faire quelques grands meetings avec orateurs nationaux. Employer une suot-radio pour entreprises et quartiers.

BURNELLE : ne pas oublier la région du Limbourg qui parle français. Nos camarades là-bas sont assez démoralisés devant notre proposition. Allez discuter avec eux et les aider. Pense qu'il faut aller prendre la parole dans meetings socialistes ou alors distribuer des tracts à ces meetings.

DE CONINCK : Il faut mener une campagne par meeting, par ex. Mais aider ces camarades, il faut voir qui et comment car les camarades sur place ne sont pas à même de faire seuls ce travail.

TERFVE : D'accord sur proposition B.V.H. Mais il faut mener une campagne dans le Limbourg et Luxembourg. Prévoir une somme dans le budget pour aider nos camarades et faire nation. le matériel. Faire des meetings avec des militants nationaux et participer aux meetings socialistes avec l'accord du P.S.B.

Il faut aussi exploiter le désistement là où nous luttons.

## II. RAPPORT SUR FEDERATION DE HUY.

Invités : Mathieu, Demazy, Delfosse.

Rapport par Mathieu (voir en annexe).

Des questions sont posées par Burnelle, Van Hoorick, G.Glineur, Vandenboom, Borremans, Deconinck et Terfve auxquelles répond Mathieu.

### Discussion.

VAN DEN BOOM : ~~à l'intérieur~~ à l'impression qu'à Huy, on ne s'occupe pas des questions syndicales. Pourtant il y a quelques usines et aussi des sections locales syndicales. Le rapport ne dit rien sur la productivité ni les hausses de prix.



C'est un secteur qu'il faut redresser.

BORREMAN : Dans la région de Huy-Waremme, nous avons gardé électoralement une bonne influence (7½ %). Mais le Parti n'existe que dans peu de communes et les actions peu nombreuses.

Les liaisons avec les sections sont défectueuses ~~xxxx~~ ainsi que le contrôle. Il faudrait vous attacher à former vos agents de liaisons et les aider à adapter localement la ligne.

C'est là une faiblesse essentielle qu'il faut faire disparaître.

La grosse influence des organisations patriotiques doit vous faciliter la lutte contre le réarmement allemand. Mais il faut vous attacher à constituer de larges comités dans ce domaine.

HERSSENS : Il y a un décalage inquiétant entre l'influence du Parti et l'organisation ; ce n'est pas nouveau. Le meilleur résultat obtenu c'est dans organis.patriot. et contre C.E.D.

Pourtant ces résultats sont obtenus avec beaucoup de difficultés venant du formalisme de nos camarades. Autres difficultés, c'est l'esprit anticlérical de beaucoup de camarades qui divisent les gens en deux : les cléricaux et les anticléricaux. Mais cela ne facilite pas le rapprochement entre tous les partisans de la paix.

On s'est peu occupé du travail syndical, c'est exact. Toutefois, il y a une bonne activité chez Pégard à Andenne et une reprise d'activité chez Delloye à Marchin.

Remarques générales : trop peu de vie politique à la base, trop de bavardages en général de la part de nos camarades ; le S.P. pas encore assez concret, les secrétariat qui est un pas en avant n'est pas non plus assez opératif.

Autres difficultés aussi : méconnaissance du centralisme démocratique à la base, esprit localiste.

TERFVE : Rapport de Mathieu est trop un rapport d'organisation. Il semble que les problèmes politiques n'existent pas. Il n'y a pas dans le rapport, les travailleurs, les paysans et les adversaires. Nous restons à l'intérieur du Parti.

A propos des organisations de masse, le rapport est moins optimiste, mais nous retrouvons encore les mêmes éléments dans chacune d'elles sauf pour celles qui à l'origine, sont très éloignées de chez nous. Mais là, nos camarades sont alors peu souples ; ils partent en flèche et veulent mettre le cachet communiste sur ces organisations aussi.



Dans votre petit travail syndical aussi vous partez en flèche. Agir ainsi ne favorise pas le développement du Parti.

Grosse proportion ~~de~~ paysans - pénétration difficile du Parti - pénétration facile du M.D.P. Mais vous devez voir quelle aide vous pouvez lui accorder. Le M.D.P. pénétrant dans paysannerie, examiner la constitution du Parti.

Vous aidez plus de l'Agenda du propagandiste, pour rendre actif un plus grand nombre de membres.

MATHIEU : D'accord sur les critiques faites. Le rapport est trop peu politique.

DELFOSE : Il est exact que nous mettons l'estampille communiste sur les organis. de masse. C'est là une erreur que nous devons combattre pour ne pas nous couper de la masse.

Dans le cas des organisations de masses progressistes, il y a un manque de contacts entre les régions et la nation.

### III. CONGRES POLONAIS.

Délégation Vandenoort et R. Hollender.

B.P. d'accord.

#### CONGRES ALLEM. ORIENT. :

délégation Terfve + un membre C.C.

B.P. d'accord.

### IV. PROPAGANDE ELECTORALE.

Pas d'émission à radio-Budapest -B.P. d'accord.

Suppression d'un tract et d'une affiche mais les tracts en plus grand nombre et un tract supplémentaire sur C.E.D.

### V. CAS DE CADRE.

Maes de Vilvoorde exclu avec publication -  
B.P. d'accord.



Le dernier rapport devant le Bureau Politique a été présenté le 13 décembre 1952.

Ce que nous allons essayer d'analyser est donc l'évolution de la situation économique et sociale durant l'année 1953 et ce début 1954, comme conséquence de la politique américaine de nos gouvernants et de la situation économique générale en Belgique. Voir comment le Parti s'est comporté, sa situation, notre action dans les organisations de masse, les actions qui ont eu lieu, l'action de nos organisations locales, le C.F. et le Secrétariat, la situation financière, les perspectives. Tout cela sous l'aspect positif et négatif.

# I. LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE.

Au cours du précédent rapport, nous avons souligné le fait que la situation économique relativement favorable, l'inexistence pratique de fort chômage qui étaient en 51 et 52, le fait de la région hutoise, n'était qu'un leurre!

Que les perspectives s'avéraient dangereuses !  
Ces mises en garde de notre Parti, se sont révélées justes !

Au cours de 1953, la région est entrée économiquement en pleine crise : Les petites Fonderies ( St. Hilaire, Laurent, Thiry, Moussiaux, Marchal, etc...) qui travaillaient surtout pour l'industrie lourde liégeoise ou le textile, ~~vix~~ verviétois surtout, ont mis, en moyenne, en chômage, la moitié de leur personnel. Une autre, les "Fonderies Hutoise" travaillant surtout pour la Hollande, a licencié également la moitié. Les Ateliers Pégard à Andrimont ont fait de même et les Toleriers Delloye à Marchin, qui retravaillaient à plein présent, et ont recréé une émaillerie, avaient licencié plus de 200 hommes pendant trois mois.

On connaît la situation difficile faite aux Papeteries belges par suite des accords Benelux. Celle de Godin, à Andenne, a donc aussi été touchée et a mis en chômage la moitié de son personnel.

Dans les carrières, depuis plus longtemps atteintes elles, le marasme a continué. Une seule a toujours travaillé à plein Masson à Vinalmont, et aussi à peu près Dumont à Ampsin.

Inutile de dire que la masse d'ouvriers employés dans la région liégeoise (à Ougrée, Cockerill, Tubes de la Meuse, Borgnet, Sclessin, etc...) a été en forte partie touchée elle aussi par le chômage, au moins partiel.



mais pas de débrayage. Cela est dû naturellement au fait de l'habilité des mesures Van den Daele dont les effets ne se faisaient pas immédiatement sentir et ne se sont manifestés, par tranches pourrait-on dire, que plus tard. Il y eut naturellement des protestations également dans les organisations mutualistes régionales.

Sans doute ces faits ne sont pas énormes, mais pour chez Delloye notamment, quand on connaît le degré si bas auquel étaient tombés l'esprit de lutte et de combativité des ouvriers il y a 1 1/2 ans, c'est un indice fort encourageant et d'ur, en bonne partie, à la persévérance de quelques uns de nos camarades ouvriers (Wilmet toujours, Mahy quelque peu, Gabriel Thonet, Cyrille Stuvay, Robert) qui ne se sont jamais découragés. Et point essentiel aussi qui est à citer, la section de Marchin s'occupe depuis quelques mois de l'usine Delloye, sort un bulletin mensuel distribué aux ouvriers de chez Delloye sur le plan local, distribue des tracts, colle des affiches à l'entrée, s'intéresse vraiment et a compris son travail pour cette entreprise. Certes ce n'est qu'un début pas malresté à faire pour faire revivre une véritable cellule à l'intérieur de l'usine (actuellement les 3/4 des cotis. sont perçues en dehors), accentuer la discussion qui a recommencé à l'intérieur, faire agir au sein du syndicat sans se laisser décourager par les attitudes honteuses des délégués syndicaux. Mais il faut citer cela parce que c'est un point essentiel, malgré d'énormes difficultés, la perte d'éléments, le comité de Marchin a compris enfin son rôle et s'y attelle avec courage. La section de Huy fait de même avec les "Fondeurs" Hutois et "Porta" notamment. St. Georges doit faire un plus gros effort avec "La Nouvelle Montagne" et notamment y intéresser les camarades de la cellule d'Engis, en y liant comme on a commencé à le faire, la population locale notamment avec la question d'hygiène et de salubrité.

-----

2) DANS LES LOCALITES: quelques actions à mettre en avant, spécialement:

- à Aray: eau et électricité ) A l'initiative du Parti -  
lié à question ré- ) Grand succès. Comité unitaire  
duction budgets ) formé avec non-communistes et  
guerre. ) l'ancien conseiller chrétien.  
 ) Intervention Timmermans.
- à Ampsin: Intervention au Conseil pour les mêmes questions
- à St. Séverin: écoles et routes ) Idem - demande personnel  
et taxes. ) enseignant - réception Th. Dejace  
 ) Demi-victoire. Lutte continue  
 ) pour élargissement subsides.
- à Huy: sur plan de quartiers pour égouts, routes, électricité, etc  
Rues Devresse, du Roc, Pré Fontaine, St. Hilaire, etc.  
En passe obtenir satisfaction.
- à Marchin: pour voiries, services immondiés, taxes, etc..



4.

Ces quelques exemples montrent qu'il y a moyen de faire reculer les mesures antipopulaires et de défendre la population. C'est en se liant à la population, en l'informant bien d'abord, en se mettant à l'action, en y liant nos mandataires que le succès fut obtenu. La fédération a également tenté de faire réagir au mieux en tenant compte des effets de cette politique catastrophique qui nous entraînerait à la guerre par la voie de la C.E.D.. L'action s'est principalement axée sur la lutte contre la C.E.D..

Après l'excellente manifestation contre la loi De Grijse, manifestation qui a servi pour beaucoup à réduire le crédit du député P.S.C. Charpentier, puis après celui de son collègue P.S.B. Housiaux, l'activité patriotique contre le réarmement allemand a été digne d'être soulignée et est due, avant tout, à l'initiative de nos camarades militants au F.I. - P.A. - P.P.. Un grand nombre d'organisations et de milieux divers y ont participé. Le point noir est qu'on ne soit pas encore parvenu à sortir une véritable comité d'action mise contre la C.E.D., puisqu'à ce jour, seuls F.I.-P.A.-M.P. et P.P. y ont répondu d'accord et les réfractaires ayant adressé une motion de sympathie avec l'Entente Patriotique. Mais il faut des contacts plus vivants, nos amis se bornant trop à des contacts épistolaires officiels et cérémonieux.

Citons les Manifestations:

le 10 mai, il y eut une fort bonne participation régionale à Bruxelles (P.P.-F.I.- Sol.- U.B.D.P.) entre 200 et 250 participants.

à St. Séverin: (initiative P.A.-P.P.) avec bourgmestre socialiste, autorités locales, curé, F.N.C.- etc.

à Hannut: à l'occasion de la remise drapeau aux P.A., participation Bourgmestre et Echevins libéraux et socialistes, écoles, Front Unique A.C.-P.G..

à Moha: pr l'inauguration d'une plaque à un ancien Ct des Milices Patriotiques à l'initiative des M.P.-F.I. - Forte manifestation: participation P.P., A.D.A.C., Enti Aide Wallonne, Administration locale libérale.

à Huy: à l'occasion réception P.P. français du Fort de Huy - bonne manifestation avec P.P., A.C., P.G. réception Hôtel de Ville.

Tout ceci a permis en outre de couper les pieds aux dissidents régionaux du F.I. (Demanystes) qui ont été rejetés de toutes ces manifestations.

Il y eut également des manifestations avec P.P.-F.I., contre le film "Le Renard du Désert" à Huy et à St. Georges, avec "le Danube Rouge".



Ce qui manque encore c'est un contact plus vivant, plus suivi, avec les autres groupements qui soyons-en sûrs, ne peuvent non plus "digérer" la C.E.D..

A côté de cela des actions ont eu lieu au marché de Huy (P.F.-F.I.- U.B.D.P.) et à l'initiative du Parti aux cimetières et monuments aux morts, à Huy, St. Georges, Ampsin, Modave, etc.

Le Parti a stigmatisé par voie d'affichettes et d'articles et de meetings. Leburton, Housiaux, et Dieudonné (P.S.B.), Goffin (P.S.C.) qui ont voté la C.E.D. - Charpentier (plus malin) à voté contre.

La question a été soulevée dans des Conseils Communaux à Vierset-Barse, St. Séverin, et Amay, nos camarades n'ont pas su empêché les autres de prendre une position contre se retranchant derrière le "manque de compétence" du Conseil pour ces cas. Par contre ceux de Modave (4 contre 3) et Vaux Borset (unanimité Comm.-Social-Chrétiens) ont voté contre la C.E.D. Et on a popularisé leur vote par presse, affichettes et tracts.

Des référendums ont eu lieu, sous l'égide de l'U.B.D.P. dans peut-on dire, toutes les principales entreprises de la région: (1100 ouvriers sur 1800 ont été touchés):

Carrières de Barse: unanimité en ass. du personnel

" à Quévit-Anton: " par pétition.

" Dumont-Ampsin: 94 % contre (sur tout le personnel).

Ateliers Pégard-Andenne: unanimité en ass. syndicale F.G.T.B.

tôleries Delloye-Marchin: (atelier central) 83 % sur 450 ouvriers

Fonderie Porta -Huy(dep. Delloye): 71 % sur tout le personnel

Ateliers Housiaux-Huy: 72 %

" Thiry: 73 %

Fondeurs Hutois: 66 1/2 % (le plus mauvais)

Dans les localités: à Marchin dans le quartier du Vieux-Thier (R.F.P.)

à Seilles dans 4 quartiers importants (par la section C.N.P.P.A.)

à Vaux-Borset: (le 14 de ce mois) toute la commune 80,1/2 %

à Modave: toute la commune: 76,5 %

On sait d'autre part que la régionale C.N.P.P.A. a pris position unanime adressé une résolution à toute la presse, aux sénateurs et députés et décidé l'envoi d'une délégation. Le F.I. a édité une grande affiche régionale reproduisant l'appel de l'Entente Patriotique. Le Parti a évidemment distribué à des milliers (7.000) le tract "Alerte -Armée Européenne" - des sections notamment Marchin (avec son bulletin pour les ouvriers des tôleries Delloye) et St. Georges, ont attaqué à fond, dans ces petits journaux locaux.

On peut dire ainsi, qu'après les récoltes des dizaines de milliers de signatures pour l'Appel de Stockholm, contre toute nouvelle wehrmacht, pour un Pacte de Paix, la région Hutoise s'est bien manifestée pour notre objectif essentiel dans la lutte politique actuelle. Et disons qu'en ce moment on prépare à l'initiative du F.I., sous le couvert de la "Veillée du Maquis" une grande manifestation contre la C.E.D., avec participation de



toute la région, de celle de Liège et Seraing, et appel à Namur, Luxembourg, etc. le 6 juin à Ellemelle au Condroz qui fut un des grandes centres de résistance P.A. -. L'appui officiel des autorités et groupements locaux est d'ores et déjà assuré.

Cependant nous verrons que ces résultats indéniables n'ont pas été suivis par la formation de sections U.B.D.P., dignes de ce nom, ou d'Entente contre la C.E.D..

3) Pour faire connaître les positions et propositions du Parti, pour réaliser notre mot d'ordre central "nous lier aux masses", la fédération depuis le Congrès fédéral s'est astreinte à diriger les communistes aussi de les autres organisations de masse, avec des résultats plus maigres que gras. A côté des actions contre la C.E.D., pour la Paix et l'indépendance nationale, le Parti a essayé de populariser au mieux notre programme "Pour sortir du Marasme" et "L'Union fait la Force".

Soulignons de suite d'ailleurs, que même au plus fort de la campagne américaine contre les communistes, l'adversaire n'est jamais parvenu à nous isoler complètement, toujours on a dû reconnaître que le Parti "existait". Ainsi lors de la Fête du 70e anniversaire de notre Président Joseph Thonet, au grand théâtre de Huy, près de 800 personnes étaient rassemblées pour acclamer le Jubilaire ainsi qu'Edgar Lalmand et Henri Glineur qui représentaient la direction du Parti. Cela prouve la sympathie dont le peuple entoure nos militants et dirigeants du Parti.

Pour la mort du regretté Joseph Staline, on avait récolté des milliers de signatures d'hommage, des fonds pour envoyer un représentant ouvrier (un carrier du Hoyoux) aux funérailles à Moscou (malheureusement ceci ne put se faire). Des entreprises nombreuses ont voté et émis des salutations d'hommage le Carrière Dumont à Ampsin arrêta le travail unanimement, un quart d'heure.

Ceci, il faut le dire, au dépit de la restriction des cadres par suite des coups de la réaction et de ses agents, de la mort de fort bons éléments tels Marion, Delhez, Godefroid, Warzée, qui ne se remplacent pas aisément, du vieillissement des cadres de la majorité de nos sections, de leur nombre déjà insuffisant. Du fait que nous n'avons pas su sortir beaucoup de nouveaux cadres, d'une façon générale, à part Huy qui en a sorti plusieurs sur le plan local et d'autres. Dans quelques sections, le nombre de militants au travail actif et continu a été loin d'être en rapport avec les possibilités existant pour le Parti et le changement qui s'est fait dans l'opinion publique. C'est là que le bât blesse et que nous devons porter nos efforts, ainsi que dans la formation idéologique de nos camarades par les cours, lectures, discussions approfondies. Ainsi quand on sait que parmi les meilleurs membres du C.F., il y en a qui doivent vendre la presse parfois deux fois par semaine, dans de longues tournées, faute de vendeurs locaux, on comprend qu'une partie du travail de prospection soit négligée.



Nos camarades du C.F. en général aussi ne comprennent pas assez ce problème si important. Ils hésitent trop à faire monter les jeunes aux postes de direction dans les sections. Certes il y a parfois des avatars, mais cela ne justifie rien. A l'heure présente on peut dire que pour l'ensemble des membres de la fédération il y a un peu plus de 200 camarades actifs (vendeurs du D.R., respons. dans les org. du Parti, militants du Parti dans les organisations de masse) mais le nombre de cadres pouvant constituer des éléments dirigeants réels est beaucoup trop restreint encore. On a "sorti" quelques éléments de valeur certes dont les plus marquants apparaissent précisément des jeunes: Jean Aerts, le jeune Joseph Séquent de Villers-le-Temple, José Paris d'Andenne (bon militant carrier), le jeune M. Daubée (en même temps aux Tubes de la Meuse) le jeune Maurice Thys qui paraît être plein d'avenir, des plus âgés aussi mais qui "montent" Gérard à Marneffe, Fernand Badet de Villers le Bouillet, Truyens de Marchin, Reniers et quelques autres. Mais ceci est encore loin des possibilités, si chaque membre du C.F. voulait faire "parler" les vieux comités de section qui se cramponnent à leur roste comme la "vieille garde" et repoussent en fait parfois les jeunes éléments, on progresserait beaucoup plus vite. Il faudra donc là plus de vigilance, renseigner les camarades qui "pointent", les suivre sans les "écraser" immédiatement par une multitude de tâches, découvrir ce qui leur convient le mieux, les former, et on pourra ainsi assurer une relève sûre. Il faut aussi faire comprendre aux "stackhanovistes" des sections qui sont fièrement des "héros" qui font tout avec ardeur: vente de presse depuis des années quand ce n'est pas des dizaines d'années, perception des cotisations, collage, chanlage, etc.etc. qu'on n'amène pas au travail de nouveaux ~~membres~~ éléments du Parti, en les écrasant littéralement et du premier coup sous cette foule de tâches qui à eux, leur paraissent si simple et si faciles. le S.F. fédéral lui-même devra aussi être beaucoup plus attentif à ce problème, à ne pas hésiter à faire prendre des responsabilités concrètes de travail aux jeunes éléments ainsi décelés, que ce n'a été le cas jusqu'à présent.

Cependant si certaines sections (Huccorgne, Ampsin) pâtissent actuellement de ce vieillissement, perdent leur temps à des questions et discussions stériles, d'autres se redressent malgré des difficultés, Marchin notamment, ce qui est très encourageant et s'intéresse enfin, nous l'avons vu, pour la première fois réellement à l'usine Delloye où elle a commencée un travail de propagande systématique. D'anciens bons camarades (Bellot à Gives) reviennent. D'autres on l'a dit, se révèlent et on comprend mieux le travail à l'entreprise où notre influence remonte.



Résumons: 15.000 "Pour sortir du marasme" ont été diffusés et 3.000 "Union fait la Force" sans tenir compte des 7.500 gratuites reçues récemment. Toutes les usines et carrières ont été touchées par notre matériel. Plus de 60 meetings ont eu lieu avec vente de D.R. et d'autres brochures et revues. Ce qui a été le plus difficile fut de faire prendre un contact vivant avec la population et de faire surgir des initiatives des sections. Notons quelques exemples qui prouvent cependant les possibilités:

Amay et Ampsin: ont lié la discussion de notre programme à la lutte contre le prix de l'eau et d'électricité.

La Cellule de St. Cathérine: a su mobiliser des sympathisants pour diffuser la brochurette.

Les "Fondeurs Hutois" : une série de social-sectaires ont évolués vers nous.

Modave et Ampsin: ont diffusé la brochurette dans 7 villages paysans où le P.C. n'existe pas (Seny, Clavier, Terwagne, Les Waleffes, etc.).

Ateliers Pégard-Andenne: suite aux meetings, à la diffusion, à la discussion à l'usine, la délégation syndicale a demandé à la direction de nouvelles démarches pour le commerce Est-Ouest; l'assemblée-syndicale s'est prononcée unanimement pour les mots d'ordre essentiels de notre programme.

A l'occasion de certains meetings qui ont particulièrement bien réussis à Ampsin, (avec Jean Borremans), à Vâerset-Barse (Sam Herssens), à Huy, Villers, Modave, Amay (Timmermans) des initiatives diverses ont eu lieu dans la préparation et l'organisation.

Mais le gros effort demeure pour faire comprendre:

- 1° à tout le C.F.
- 2° aux militants locaux que c'est par la voie des organisations de masse qui sont les courroies de transmission, que nos mots d'ordre doivent pénétrer les masses, les actionner.

Venons-en aux organisations de masse elles-mêmes: on a déjà précédemment souligné que les différentes organisations de masse existantes dans notre région ne comprenaient réellement qu'un collectif régional (comme organe directeur discutant et agissant) et quelques attaches locales. On s'est efforcé de solidifier, d'élargir à la base, on est parvenu à quelques résultats dans différents endroits. Voici un petit résumé que nous avons tracé avec le cde Herssens qui sera plus simplement explicatif et si on désire connaître la situation par section:

Huy: F.I., "Sol", R.F.P., J.P.B., A.B.S., Mutuelle, C.N.P.P.A., CPDE

Marchin: M.D.P., R.F.P., A.B.S., Mutuelle.

Andenne: A.B.S., Section Syndicale Pégard.



Antheit: A.B.S., Mutuelle, C.P.D.E..

Ampsin: U.B.D.P., A.B.S., C.I.V.P.B., section Synd. Centr. Carrières Dramatique Soc. Comm..

Seilles: A.B.S., C.N.P.P.A., Mutuelle

Vinalmont: U.B.D.P., M.D.P., A.B.S., S.U.pierre.

Vierset-Barse: M.D.P., S.U.Pierre, et Mutuelle (qui viennent d'être créés) Dramatique Soc. Comm.

WVillers le Bt.: M.D.P., F.I., R.F.P., Coopérative Soc. (où avons forte influence).

Amay: R.F.P., F.I.-P.P., C.I.V.P.B., A.B.S..

Modave: U.B.D.P., A.B.S., Mutuelle, Sect. S.U.(Denil), Cercle Mitchourine.

Fize-Fontaine: F.I., A.B.S., Dramati. Soc. Comm. Cercle Horticole.

Tihange: M.D.P., Coopér. "La Criée", Cercle Mitchourine.

Jehay-Bodegnée: A.B.S., C.P.D.E..

St. Georges s/M: R.F.P., A.B.S., C.I.V.P.B. et où l'on s'efforce de créer un mouvement de resist. patriotique à la C.E.D. par les A.C. et Réfractaires.

#### Les organisations de masse, comme telles:

Le M.D.P.: s'est très fortement développé, avant tout grâce à lui-même. Surtout dans la région de Hannut: Mardorp (40 membres) Thisnes, Amal, Ciplet, etc.. Manifestation récente des betteraviers à Hannut= + de 300 participants. Etend considérablement son influence. Jusque et y compris le Haut-Condroz dans l'Ourthe-Amblève. Pour les paysans, le Parti a pourtant fait un 1er effort: 2 tracts fédéraux, 1 pour la Hesbaye, 1 pour le Condroz (à 2.000ex). ont été diffusés. Des sections ont discuté du travail paysan, ont contacté des paysans. A Tihange, des maraîchers Communistes ont adhéré au M.D.P. A Vyle-Tharoul et Fize-Fontaine on jette des bases des "Amis de Mitchourine". A Marchin on prépare une conférence paysanne du Parti. Mais c'est là, un tout petit début et il faut encore batailler ferme pour faire pénétrer le Parti comme tel chez les fermiers et convaincre une série de nos camarades ouvriers, réticents ou timorés.

Les A.B.S.: sont en redressement. Ont tenu de bonnes séances cinématographiques, sont passés dans la vente de "Belgique-U.R.S.S." à quelques 200 n°. Se sont fixés comme objectifs d'atteindre 500 membres. Il y a une seconde fédération A.B.S. pour la région d'Andenne-Seilles (100 m.).

Les A.B.Roumaines: très actifs.

"Notre Solidarité" a regagné en '53 550 membres, a mené différentes actions (Lopez-Rosenberg-Many- Sinistrés-etc..).



Mais il faut à tout prix, y supprimer l'esprit de combines et de ristournes financières aux militants, sinon on va couler cette organisation qui groupe cependant une majorité écrasante de non-communistes, dont de nombreux commerçants, abonnés à "La Défense" - Début 1954: 225 renouvelés et 50 abonnés.

La J.P.B.: en début '53: 60 membres - une certaine activité (contre 24 mois - colis soldats, -etc.). Après une dure crise, est à nouveau repartie sous la direction du jeune Aerts, qui a su contacter pas mal de jeunes travailleurs et étudiants hutois. Reste à développer l'organisation qui est embryonnaire et va donner une série de séances, à double aspect:

- 1) populariser le Festival des Jeunes à Bucarest,
- 2) renforcer la J.P.B..

On va créer une organisation de Pionniers à Huy-Ville.

Le R.F.P.B. un comité régional plus mauvais que bon, avec quelques 300 membres. Mène encore toujours des actions "en kommando". Jusqu'à présent malgré qu'on leur ait donné une aide à Huy notamment, elles ne sont pas parvenues à se lier aux autres femmes.

La C.I.V.P.B.: 5 à 600 membres. Surtout à Amay, St. Georges, Ampsin, Huy, Marchin, Villers.

La mutuelle: avec un dirigeant fort bon camarade et sérieux, mais malade et peu dynamique a gagné 75 membres. Dépasse les 300

L'U.B.D.P.: n'existe réellement pas comme organisme fonctionnant quelque peu. N'a plus même de comité régional existant auparavant. A part de petits groupes à Vinalmont, Ampsin, Modave Clermont sous Huy, on n'a nullement progressé organiquement. Comptait 120 membres en '53. D'autre part outre que les sections ne se sont pas intéressées à trouver les éléments nécessaires, il n'y ait pas assez de liaison avec le responsable fédéral lui-même André Delfosse. On a décidé de reprendre ce que l'on faisait auparavant et donnait certains résultats: une réunion régulier avec lui et les resp. des diverses organ. ce qui renforcera la liaison et la coordination dans le travail. Il est nécessaire aussi que notre ami Delfosse tienne beaucoup plus près les question d'organisation pratique et du travail de propagande du mouvement de la Paix.

#### La situation dans nos organisations du Parti.

Ne s'est pas beaucoup améliorée depuis un an. On l'a dit: il faut que l'on trouve du sang nouveau. A part quelques endroits, on n'est pas encore là. Ce qui manque encore c'est l'esprit d'initiative. On attend les directives fédérales ou la visite du délégué du C.F. pour agir. Ici, il faut dire pourtant que les liaisons se sont améliorées quant à la régularité au moins, sinon à la qualité.



En fin 1953 nous comptons environs 980 membres soit 922 sous Waremme contre 1.030 en '52. Ici, il faut souligner que certaines sections avaient renseigné des membres imaginaires pour se faire mettre à l'honneur dans l'émulation (à Huy et Vinalmont, par ex.). Actuellement il y a 685 talons rentrés dont 28 nouveaux. En 1953 certaines sections (Huy, St. Georges, Vinalmont) avaient des membres illusoires (inexistants ou faits en état de boisons, etc.) D'où déchet d'environ 40. Amay a reculé. Il faut toujours vaincre chez certaines sections, le fait qu'on ne pose pas la question de l'adhésion au Parti. Mieux même, il y en a qui ne veulent pas, pour reprendre leur expression, adhérer des travailleurs qui "n'ont pas encore compris à 100 %" D'autres ne veulent pas faire des membres pour ne pas avoir une surcharge de travail. Une section St. Georges avait proposé deux sortes de membres; une pour les "vrais", l'autre pour les candidats.

En ce début d'année, il y a en dehors de la perte de 58 membres passés à la nouvelle fédération Brabant-Waremme, un certain effort dans quelques endroits: Vyle-Tharoul, Vierset-Barse, Huy. Une nouvelle cellule est créée à Gives.

Un effort a été fait pour élever la moyenne des cotisations à Huy, St. Georges, Marchin entr'autres. Un appel spécial a été lancé à chaque membre du Parti.

Une sérieuse amélioration s'est faite dans les vieilles dettes des sections envers la fédération, dette de 15.000 frs. qui est tombée à 5.000. Ce mois de février, le budget fédéral a été à peu près équilibré. Cependant il faut tenir compte qu'un gros effort a déjà été fait pour l'achat du local fédéral du Parti à Huy, pour lequel plus de 110.000 frs. ont été récoltés, en plus des 100.000 frs. donnés par la cde Dorinal.

Il est incontestable que la rentrée à Huy, de la fédération a été une grosse victoire politique, qui a encouragé nos camarades et fait envisager l'adversaire, comme l'a prouvé la longue campagne de presse colomineuse du journal "Vers l'Avenir" contre notre fédération et son activité générale à laquelle elle rendait un hommage indirect.

La situation de la presse du Parti: elle reste en dessous des possibilités du fait du nombre restreint de vendeurs; de ce que quelques cellules ne vendent pas ou bien fort peu. On est resté stagnant: on a tourné autour de 2.000 numéros du dimanche, avec les abonnements. Pour la presse quotidienne: abonnements: on est en légère régression. Pour celle du mercredi: en légère augmentation. Cependant le prix modiques des abonnements pour le vendredi, mercredi et dimanche, a permis de récoltes déjà plusieurs dizaines d'abonnements. Et actuellement la vente du dimanche est en petite augmentation, en partie grâce à la brigade "volante" constituée par le C.F. de Huy qui va prospecter des communes où nous n'avons rien, essayer d'y trouver des camarades et de les mettre au travail. Ce genre de sortie constitue d'ailleurs une excellente propagande pour montrer le Parti.

On vend toujours assez bien la littérature mais le chômage et l'augmentation du prix de "L'Union Sov." nous a fait perdre un certain nombre d'abonnés à cette belle revue. Actuellement 325 n° vendus. Par contre, on progresse un peu pour les "Etudes Sov.". Certaines sections telles Huy, Marchin et



Amay font un effort spécial pour la littérature avec résultats fort encourageants.

Dans le domaine de la propagande, il faut citer l'excellente initiative qu'a été l'Agenda du Propagandiste, grâce auquel toute une série de nos camarades discutent maintenant et ont fait déjà du très bon travail. On va intensifier la récolte des abonnements qui est actuellement insuffisante: 90 n°. Cependant il faut dire que certains ont pris l'initiative après lecture, de passer leur "Agenda" de main à main, ça forme ainsi une chaîne.

#### Le travail du C.F. et du Secrétariat.

Le C.F. qui avait été élu au dernier Congrès fédéral de fin avril, a laissé beaucoup à désirer comme corps collectif et opératif, la majorité des membres n'a pas compris sa tâche ou une partie de ceux qui l'ont comprise, ne l'a pas toujours appliquée.

Sur les 11 membres, nous avons perdu Raboz (exclusion) qui fut un des plus dynamiques et des plus réalisateurs; Kinet par suite de difficultés familiales et aussi parce qu'il ne sait pas accepter la critique; Chevagne, passé moniteur-professeur à l'U.T. de Charleroi mais avait déjà faibli auparavant; Gérard resp. actuel des A.B.S., ne joue pas un rôle véritable dans le C.F., pas plus que Collinet d'Amprsin, bon camarade mais très limité dans sa compréhension et son esprit d'initiative. On voit à quoi le C.F. a été fait réduit. On a coopté deux nouveaux camarades: Truyens de Marchin et Tôleries Delloye, et Badet de Villers-le-Bt. Tous deux, le dernier surtout, donnent beaucoup d'espoir. Trop de camarades jusqu'ici se bornaient à faire de belles interventions, de faire même leur autocritique serrée (Lambert par ex.) mais ne passaient pas pour cela à une application meilleure. Le S.P. lui-même bien qu'on lui en ait fait la remarque n'a pas été parfois assez sévère, assez tenace pour "suivre" les militants et les contrôler méthodiquement. Les rapports du S.P. analysant bien politiquement, n'étaient pas assez précis pour la mise au travail pratique, un effort devra être poursuivi en ce sens. Il faut signaler que depuis les deux cooptations, il y a eu amélioration notamment dans les liaisons beaucoup plus régulières en tous cas; ce qui demeurait à acquiescer, c'est pour les membres du C.F. une connaissance sérieuse de la situation objective des sections avec qui ils ont liaison, car c'est là que, à mon avis, le bat blesse. On propose souvent des travaux sans tenir compte de la situation objective, de ce qui peut être fait, de ce qui peut être suggéré. Il faut aussi savoir faire parler les comitards de section qui abordent bien souvent naturellement une foule de problèmes qui font dévier la réunion et que le membre du C.F. insuffisamment habile ou attentif, se laisse déborder. Il faudra aussi pour certaines relever le niveau idéologique (Chilot, par ex. d'autre part très dévoué mais brouillon). Le secrétariat: le S.P. et les camarades Demasy et Delfosse, n'a pas été suffisamment attentif à tout ceci. Il nous faudra:



- 1) Après l'explication politique précise, concrétiser pour chaque membre du C.F. sa tâche particulière.
- 2) Contrôler méthodiquement l'application des tâches des agents de liaison. Une demi-heure avant le C.F. (vu les difficultés de déplacements et le fait qu'on ne peut faire venir de loin un camarade plus de 2 fois par semaine à Huy), chaque membre du C.F. passera pour explications, chose qu'on avait d'ailleurs commencé mais a été un peu perdue de vue.

On peut dire que dans notre région s'il y a meilleure et sensible compréhension de la part des travailleurs, c'est certes grâce à la ténacité des bons camarades dans la défense de la ligne du Parti, dans notre ténacité de la propagande, mais grâce avant tout, au déroulement de la situation objective car nos membres de base sont encore fort loin de réaliser un bon contact avec les masses, à exceptions près. Ce devra être là une de nos tâches essentielles, par le canal des organisations de masse, pour le développement desquelles, il faudra poursuivre méthodiquement la lutte, ce qui conditionne une meilleure vie intérieure des cellules et sections, poursuivre le redressement de notre activité à l'entreprise, et aussi examiner au C.F. spécial notre politique syndicale régionale qui est très complexe du fait que la région dépend de 4 régionales syndicales. Poursuivre notre pénétration paysanne. Mener une bonne campagne électorale ce qui renforcera notre organisation. On a d'ailleurs commencé et nous y viendrons tantôt.

Mais voyons d'abord la situation financière:

#### Les perspectives:

La campagne électorale: tout d'abord un budget électoral a été établi basé sur une récolte de 40000 frs. (objectifs fixés par le centre) plus 10.000 frs. (fixés par nous-mêmes) pour l'achat d'un second appareil micro.

Voici ce budget et ce qu'il prévoit:  
(voir budget).

Ce qui est rentré pour le Fonds électoral: voir autre feuille.

Notre position régionale est exactement définie nationalement.

On a commencé la propagande, par la discussion la plus suivie possible avec l'Agenda du Prop. (nous en avons parlé tout à l'heure). Déjà différents camarades nous ont signalé avoir bien discuté, tenu même de véritables grosses réunions de familles et de sympathisants (Jadot, Gérard, André, Hella, Tittelbach, Daubée, etc.) et avoir convaincu plusieurs familles qui n'ont jamais voté pour nous. Plusieurs adhésions ont d'ailleurs été faites grâce à cela.

Nous tenons, sous le couvert, de fêtes d'anniversaire de vieux camarades, des larges assemblées où l'on raffermi non seulement les liens et la fraternité du Parti, ce qui est très bon, mais où se fait



une excellente propagande électorale pour le programme du Parti. Cela est à encourager partout.

Depuis le 15 février jusqu'au 15 mars, nous faisons le "mois "de l'amitié"belgo-Roumaine" où avec films et conférences sur le Festival de Bucarest, la vie en Dém. Pop. on compare avec les conditions de vie ici, on montre le chemin pour arriver nous-aussi à ce régime. On y vend en même temps de la littérature et on y récolte des fonds. Ce sois même à Seilles, on joue "La lettre Perdue" de Caragiale.

A partir du 15 mars, ce sera un cycle belgo-soviétique de cinéma et conférences. En montrant le visage de l'U.R.S.S. on réduit les bobardiers antisoviétiques. Il y aura aussi conférences à part sur la "Conférence de Berlin" et sur "les relations commerciales avec l'U.R.S.S."

Nous avons cité précédemment la "brigade volante du D.R." qui prospecte depuis 1 mois des communes isolées du Parti. On va essayer de créer deux autres de ces brigades et certaines sections feront de même.

Des meetings seront tenus, surtout à toutes les entreprises où nous insistons pour que les com. apparaissent, mais aussi dans toutes les communes et quartiers où nous avons des organisations, et également dans celles où nous n'avons rien. En plus des orateurs fédéraux, certaines sections (Huy, Antheit, Modave) se sont engagées à faire des meetings avec leurs propres orateurs locaux. On accentuera la diffusion de la presse et St. Georges, Marchin, Seilles diffuseront un journal local régulier. D'autres Jehay, Modave, Fize, etc. feront des tracts avec compte rendu du travail des mandataires Com. locaux, lié à la lutte générale. Nous poussons les autres grosses sections à faire de même. Les contacts ont été pris avec les S.P. des fédér. du Brabant-Waremme et d'Ourthe-Amblève pour assurer la coordination du travail de propagande. Un effort spécial pour ce régions devra être fait parmi les cultivateurs. Huy n'oubliera pas non plus les petits commerçants auprès desquels il a bien commencé sa propagande. Amay devra faire de même. St. Georges aussi.

Les organisations de masse auront leur rôle particulier à jouer (nous avons vu A.B.S. et A.B.R., l'accord est pris à Huy avec la J.P. qui fera son travail propre dans trois quartiers de la ville où lesjeunes sont plus nombreux: St. Léonard, Chée des Forges, Longs-Thiers) et où elle devra apparaître comme te le (elle a commencé le vote des Jeunes" et fera connaître les positions des partis sur les problèmes jeunes). On va faire une réunion avec le R.F.P. qui devra axer lui sur vie chère, droit des femmes, bien-être des gosses, familles, etc.

Parmi les organisations patriotiques, nos amis axeront naturellement sur la C.E.D., la solution pacifique des différends, les droits de la Résistance, la question de la loi De Grijse, etc. faire apparaître la politique juste de notre Parti les trahisons et revirements des autres.



Objectifs organiques : sortir de la campagne avec un accroissement d'au moins 100 membres au Parti, 10 % d'augmentation de presse; la création de cellules dans les entreprises hutoises et dans au moins 5 nouvelles communes: Villers le Temple, Ramelot, Marneffe, Jumal, Warnant-Dreye et peut-être Lavoir et Hermalle.

-----

Ce n'est là qu'un plan certes, mais il a débuté convenablement, il n'est pas ambitieux mais réaliste, il peut être réalisé. Nos camarades iront à la bataille avec courage et confiance dans le but de renforcer notre Parti et l'unité des travailleurs.



DECISIONS  
=====

- 1) D'accord pour ne pas présenter de listes Chambre, Sénat et Provinces dans le Limbourg et le Luxembourg. On appellera à voter pour les candidats socialistes désignés nominativement.
- 2) Présenter nos listes en Fl. Occident.
- 3) Publier un communiqué B.P. sur les désistement au cours de cette semaine.
- 4) Prévoir dans le budget national un subside pour le Limbourg et le Lux. afin de mener une campagne électorale spéciale. Le matériel sera fait nationalement. Organiser des meetings avec orateurs nation. et obtenir de prendre la parole dans meetings socialistes.
- 5) Congrès Polonais : délégation : Vandenboom et R. Hollender.  
Congrès Allem. Orient. délégation : Terfve et un membre du C.C.
- 6) Propagande électorale : pas d'omission radio-Budapest - suppression d'un tract et d'une affiche - plus grande quantité par tract - un tract nouveau sur la CEE.
- 7) Maes de Vilverde exclu avec publication.



B.P. du 13.3.1954.

Présent: Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens, GLineur G., Burnelle.

Absents: Lalmand; malade  
De Coninck; malade  
Van den Boom: à l'étranger.

ACTIVITES DES A.B.S.

Invités: Jacquemotte F., Singer, Lisette Abts, Albert Janssens.

F. Jacquemotte présente le rapport (voir en annexe)

Des questions sont posées par G. Glineur, Burnelle, Herssens, Borremans, Van Hoorick.

Discussion:

Borremans: Les A.B.S. ont un rôle important à jouer, la sympathie à l'U.S. facilite la sympathie au P.C..  
Fournir une meilleure connaissance de l'U.S. à toute notre population.  
Comment les A.B.S. jouent-ils ce rôle ?  
Le rapport devant le B.P. aurait dû analyser leurs propres forces pour trouver les raisons des situations différentes, ex. Borinage 295 membres et Verviers 432 membres.  
Les A.B.S. conçoivent un peu trop mécaniquement leurs activités. Ce qu'il faut c'est présenter l'U.R.S.S. ses réalisations ..... etc., en fonction des problèmes qui préoccupent le plus les belges à chaque moment donné.  
Les réponses aux calomnies anti-soviétiques est encore une grosse faiblesse.  
Présenter l'U.S. de façons différentes suivant les régions.  
Dans la situation actuelle, vous devriez mener une grosse campagne sur l'augmentation du standard de vie en U.S. par comparaison avec les hausses de prix chez nous. Les A.B.S. essayent de constituer leurs propres cadres c'est très bien, mais il faut néanmoins un minimum de contacts avec les fédérations.

Herssens: Le rapport dresse un bilan positif en ce qui concerne l'orientation générale.  
La tâche fondamentale des A.B.S. reste la lutte contre les calomnies anti-soviétiques et la désinformation.  
Montrer aussi les efforts faits par l'U.S. pour la détente. Montrer aussi l'effort d'élévation du niveau de vie en U.S..  
Le Parti doit appuyer particulièrement les manifestations du 25e anniversaire des A.B.S., lancer une grande campagne de recrutement car vos effectifs sont



fortement insuffisants et améliorer aussi grandement votre organisation.

Mettre plus de non communistes au travail.

Van Hoorick: Situer la discussion sur A.B.S. dans le cadre du développement de la situation.

Or, on s'intéresse plus à l'U.S. aujourd'hui qu'hier. Les A.B.S. sont donc appelés à jouer un rôle toujours plus grand, et le Parti en conséquence s'occuper plus des A.B.S...

On s'intéresse plus à l'U.S. pour des intérêts économiques, pour l'élévation du niveau de vie, pour la politique de paix de l'U.S. et son opposition au réarmement allemand. Les A.B.S. doivent donc s'intéresser à ces trois questions ce qui leur permettra une position offensive.

Les A.B.S. devraient rechercher d'autres formes de travail pour toucher un public plus large.

Il aurait du y avoir une partie autocritique dans le rapport sur le manque d'activités concernant l'élévation du niveau de vie en U.S., expliquer la productivité en U.R.S.S..

Pendant la campagne électorale qu'allez vous faire ?

Nous ne devez pas appeler à voter P.G. mais vous devez redoubler d'activités pendant cette période.

Dans l'organisation vous devez faire un gros effort concret et ne pas vous contenter de formules.

Terfve: Atmosphère générale plus favorable à l'U.S., c'est vrai. Commerce Est-Ouest, question très actuelle. Cela permet d'élargir l'action et d'être plus audacieux.

Mais attention dans la classe ouvrière les adversaires porte des coups à l'U.S. (éménements de Berlin ....etc.)

Or, les A.B.S. doivent faire aimer l'U.S. par les travailleurs, voilà l'essentiel de leur travail.

Un effort au Flandre est fait mais de quelle ampleur ?

Vous ne demandez pas de cadres au Parti, mais pourquoi ?

Pouvons nous considérer cela comme positif ? Il faudrait connaître les raisons de ce manque d'exigences car il pourrait y avoir, ici, un aspect négatif dans votre travail.

Vous devez exploiter à fond toutes les possibilités qui existent dans le domaine culturel.

Continuer vos démarches pour obtenir un bulletin d'information gratuit de l'Ambassade Soviétique.

Mettre l'accent sur la direction collective à l'échelon national surtout.

F. Jacq.: Marque son accord avec les interventions faites et notamment celle de Van Hoorick.

Un effort a déjà été fait en '53 dans le sens indigué par lui mais largement insuffisant certes. Il faut continuer et élargir.

Au point de vue cadres, pense que chaque organisation de masse doit former ses propres cadres c'est pourquoi je n'ai pas soulevé cette question dans le rapport.

Certes nous avons de grosses faiblesses d'un point de vue organique, nous devons y remédier; mais il faut tenir



compte néanmoins que le cadre de permanents est réduit, c'est un élément qui freine notre développement.

-----

# MOTION

Burnelle: Pense que dans notre propagande électorale nous sommes faibles envers les commerçants. Il nous faudrait des arguments au moins pour nous adresser à ces couches.

Borremans: Nous comptons sortir un matériel dans le Brabant sur 3 questions: grands magasins, pensions, fiscalité.

Décision: sortir un schéma de tract pour fédérations.

Borremans: ne faudrait-il pas réagir contre l'affiche socialiste "Ouf".

Terfve: Pas d'accord parce que c'est s'engager dans une voie dangereuse.

B.P. pas d'accord.

-----

B.P. décide que Mets passe intérieur à la R.V. jusqu'au 15/4 en remplacement de Van Brussel.

-----

Congrès P.C. Allemagne Orient.

2e candidat: Libois, - B.P. d'accord.

-----

Communiqué du B.P. sur désistement

Terfve lit le communiqué proposé sur lequel le B.P. marque son accord.

-----

Cas de cadres: présentés par Borremans:

Van Doren premier candidat au Sénat

Décision: pas candidat - B.P. d'accord.

-----

Neven-Limbourg proposer un compromis pour la somme due par la fédération - B.P. d'accord.

Assassinat Lahaut: Faut-il aller à la chambre des mises en accusation avec le dossier ?

B.P. d'accord

Cas de Braine-le-Château: Maintien d'Estelle en dehors du Parti, le faire militer dans organisations de masse: B.P. d'accord



BUREAU POLITIQUE DU 13/3/54  
=====

DECISIONS.  
=====

- 1) Matériel électoral : pour les commerçants, envoyer un schéma de tract aux fédérations.
- 2) Mets des "Pionniers" passera à la RV jusqu'au 15/4 en remplacement de Van Brussel, candidat.
- 3) Congrès P.S.U. de l'Allemagne Orientale : 2e délégué, Libois.
- 4) Vigilance :
  - a) BP pas d'accord de présenter Van Doren premier candidat Sénat pour Malines.
  - b) BP d'accord pour proposer un compromis sur la somme due par fédé du Limbourg à Néven.
  - c) BP d'accord pour aller devant la Chambre des mises en accusation avec le dossier Lahaut.
  - d) Sect. Braine-le-Château : maintient d'Estelle en-dehors du Parti. Le faire militer dans une organis. de masse.



①

Rapport sur l'activité des  
Amitiés Belgo-Soviétiques  
au cours de l'année 1953.

C'est le 10 janvier 1953 que le dernier rapport a été présenté au B.P. - Aussi le présent rapport traitera-t-il en ordre principal du bilan de travail au cours de l'année 1953, du début de l'année 1954 et des perspectives à atteindre jusqu'à la fin de cette année.

&

L'année 1953, a été marquée par une recrudescence des activités ABS; par une refonte complète des formules de notre presse; par une orientation plus prononcée du caractère belge de nos activités; par un soin plus attentif apporté au développement de notre travail en Flandre; par la tenue de notre 5e Congrès National; par la création d'une association des "Amis Belges de Mitchourine"; par un renforcement du travail du Centre Culturel des ABS; par l'amélioration des échanges culturels entre l'URSS et notre pays - venue en Belgique des musiciens soviétiques - ; par une préoccupation plus importante vers la popularisation des réalisations soviétiques dans les milieux ouvriers et économiques - notamment au travers de la préparation et de la signature d'un Accord Commercial entre l'URSS et la Belgique - ; par l'envoi en URSS d'une délégation comprenant 4 journalistes.

&

La refonte complète des formes de notre presse, et qui fait l'objet d'un chapitre spécial, nous a permis vers le 4e trimestre de l'année 1953, d'être mieux en mesure de riposter d'une manière plus efficace aux campagnes de mensonges anti-soviétiques. Cela nous a permis de serrer l'actualité de beaucoup plus près.



Dans le désir de sortir de nos ~~graves~~ zones habituelles d'influence et d'atteindre d'autres couches de notre population qui jusqu'à présent n'étaient pas touchées par notre action de propagande, il faut dire que l'élargissement des relations culturelles entre l'URSS et notre pays en 1953 nous a été d'un très grand secours.

La venue en Belgique du pianiste Emile Guilels, puis ensuite des musiciens Malinine, Bezrodny et Yampolski, nous ont ouvert l'accès vers des milieux qui nous étaient encore strictement fermés auparavant.

Il faut constater aussi au cours de l'année 1953, une plus grande audience à nos manifestations publiques. - Déjà une telle indication méritait d'être notée en 1952. Elle s'accroît encore au cours de l'année 1953. D'ailleurs le contenu de nos manifestations publiques fut davantage orienté au cours de l'année 1953 vers des sujets d'actualité, plus près des préoccupations ou des curiosités du public abandonnant ainsi la tendance de ne traiter sur l'URSS que des thèmes fort généraux, et partant d'un intérêt assez relatif.

C'est ainsi qu'au cours de l'année 1953, les thèmes de nos manifestations publiques furent empruntés aux questions suivantes : Le problème allemand, l'affaire des médecins, le commerce Est-Ouest, la liberté de l'individu en URSS (avec le concours de délégués retour d'URSS), utilisation d'orateurs socialistes (Etienne Bastien de l'Agence Belga) et plus près de nous : La Conférence de Berlin. -



Bilan des activités des ABS  
au cours de l'année 1953.

L'ensemble des membres des "Amitiés Belgo-Soviétiques" s'étend sur 671 communes du pays contre 619 en 1952. La répartition s'établit comme suit :

Région d'Anvers . . . . .	45 communes
" Alost . . . . .	17 communes
" Gand . . . . .	22 communes
" Sud-Flandre . . . . .	38 communes
" Louvain . . . . .	20 communes
" Renaix . . . . .	11 communes
" Malines . . . . .	12 communes
" Littoral . . . . .	10 communes
" Bruges . . . . .	6 communes
" Limbourg . . . . .	21 communes
" St Nicolas Waes . . . . .	12 communes
" Brabant flamand . . . . .	15 communes
" Bruxelles . . . . .	46 communes
" Verviers . . . . .	25 communes
" Huy . . . . .	31 communes
" Liège . . . . .	77 communes
" Charleroi . . . . .	50 communes
" Tournai . . . . .	28 communes
" Brabant Wallon . . . . .	34 communes
" Namur . . . . .	17 communes
" Flandre Wallonne . . . . .	8 communes
" Lessines . . . . .	3 communes
" Ourthe-Amblève . . . . .	10 communes
" Quevaucamps . . . . .	14 communes
" Borinage . . . . .	21 communes
" Soignies . . . . .	5 communes
" Centre . . . . .	25 communes
" Thudinie . . . . .	10 communes
" d'Andenne . . . . .	7 communes
" Luxembourg . . . . .	9 communes
" Basse-Sambre . . . . .	22 communes

Total : 671 communes

L'objectif que nous nous étions assigné, était d'augmenter considérablement le nombre de celles de ces communes où nous luttons effectivement soit par la constitution d'une section, soit par la création d'un dépôt de vente de presse, soit par une politique de présence constituée par un travail permanent de propagande.



En 1952, le nombre des communes du pays où nous avions une section (activité permanente) s'élevait à 193 dont 113 en Wallonie, 64 en Flandre et 16 dans la région Bruxelloise.

En 1953, la situation est la suivante : 296 dont 206 en Wallonie, 71 en Flandre et 19 dans la région Bruxelloise.

L'ensemble est groupé en 14 fédérations et comités régionaux.

#### Effectifs

Les effectifs sont les suivants :

1945 :	9.163 membres
1946 :	5.222 membres
1947 :	12.914 membres
1948 :	12.835 membres
1949 :	12.628 membres
1950 :	11.248 membres
1951 :	11.272 membres
1952 :	11.718 membres
1953 :	11.496 membres

Ainsi que nous en avons fait la remarque dans le rapport du 10 janvier 1953, nous assistons à une baisse sensible du recrutement dès 1949, et à une remonte légère en 1952, pour retomber en 1953 d'environ 222 membres.

Cette chute est le résultat de gains et de perte qui se répartissent comme suit :

Régions où nous enregistrons des pertes par rapport à l'année 1952 :  
Alost - 16 membres; Andenne - 8; Anvers - 158; Bruxelles - 229;  
Charleroi - 110; Huy - 34; Liège - 91; M.elines - 20; Namur - 111;  
Sud-Flandre - 79; Tournai - 142; etc.

Régions où nous enregistrons des gains par rapport à l'année 1952 :  
Basse-Sambre - 60; Borinage - 56; Brabant Wallon - 29;  
Flandre Wallonne - 69; Gand - 62; Ourthe-Amblève - 11;  
Renaix - 10; Soignies - 9; Termonde - 11; Thudinie - 94;  
Verviers - 4; etc.



Les pertes d'effectifs relativement importants dans certaines régions comme Bruxelles, Charleroi, Anvers notamment s'expliquent en ordre principal de la manière suivante : trop souvent certaines de nos sections reposent sur l'activité dirigeante d'un ou deux amis. Il suffit du départ de l'un d'eux, pour que la section tombe en lithargie pendant un certain temps.

En ce qui concerne la région bruxelloise, ce fut le cas en 1953 de notre section de Schaerbeek qui possédait près de 400 membres. A la suite de l'exclusion de son secrétaire, cette section est restée sans direction. Nous avons perdu là plusieurs centaines de membres. Si bien que si dans notre fédération bruxelloise nous avons obtenu des gains importants d'effectifs dans certaines sections, les chiffres absolus pour la fédération toute entière sont en recul en raison de la perte importante d'effectifs d'une seule section restée trop longtemps inactive. C'est le même cas pour Charleroi où notre section de Jumet n'a guère fonctionné en 1953 en raison de la maladie de son secrétaire.

Attentifs à cette situation, le Comité Exécutif s'efforce actuellement de créer dans toutes nos sections des véritables directions collectives par la création de réels collectifs de direction (Comités) composés de 10, 15, 20 amis dévoués, afin que la disparition d'un secrétaire n'entraîne pas automatiquement un recul ou une absence d'activité.



### Composition sociale et politique des membres

La composition sociale et politique de nos membres ne s'est guère modifiée au cours de l'année 1953. Encore que dans sa séance du 10 janvier 1953, le B.P. avait insisté auprès de nous sur la nécessité de poursuivre le recrutement parmi les classes moyennes, les paysans et les intellectuels, il faut à la vérité de dire que la situation au cours de l'année 1953 n'a guère changé par rapport à 1952. C'est-à-dire qu'au total 60% des membres sont d'origine ouvrière, 25% des membres sont des employés, et 15% des intellectuels, commerçants, ménagères, artisans et paysans.

L'orientation du recrutement vers les classes moyennes et les intellectuels se présente d'une manière infiniment plus aisée à la faveur des échanges culturels entre l'URSS et notre pays. Des adhésions spontanées ont été enregistrées à la suite des concerts organisés avec le concours des musiciens soviétiques.

Il est bien évident que cette possibilité nouvelle est la conséquence de la venue en Belgique des artistes soviétiques mais aussi parce que s'ouvre, désormais, la perspective d'une réciprocité par le départ en URSS d'intellectuels belges et ceci indépendamment des délégations. Par exemple Fernand Quinet, directeur du Conservatoire de Liège quittera la Belgique le 8 Mars pour aller diriger en URSS plusieurs concerts.

Du point de vue de la composition politique des membres le repérage reste toujours assez difficile. Il est certain qu'il y a chaque année un enregistrement de nouveaux membres même si les chiffres totaux ne varient guère et même s'ils sont en recul. Cet enregistrement de nouveaux membres modifie chaque année la composition politique et sociale de nos effectifs. Il est bien certain que nous avons au cours de l'année 1953 gagné des socialistes et des chrétiens comme membres. Nous connaissons des cas nombreux et précis avec noms de ces nouveaux amis.



Certes, il ne s'agit pas de membres importants du P.S.B. du Parti libéral ou du P.S.C. - Nous n'avons pas obtenu encore ni l'adhésion de Raymond Scheyven, ni celle de Rolin, ni celle de Motz. Il s'agit de militants politiques locaux de ces différents partis.

Il s'agit là d'un travail important et qu'il faudra encore multiplier dans l'avenir avec ténacité. Ainsi par exemple à Tamise où nous entreprenons une action en liaison avec le développement du commerce Belgo-Soviétique, et dont il est question d'autre part, nous avons réussi à approcher le secrétaire local du P.S.B. pour organiser une exposition sur l'U.R.S.S. ou éventuellement une séance de cinéma soviétique à la Maison du Peuple.

Nous avons obtenu un accord de principe, la seule réserve, c'est que la manifestation soit organisée après les élections.



Mais en général ce repérage n'est pas effectué méthodiquement. Nous comptons cette année nous orienter vers la possibilité d'un recensement politique et social de nos membres, qui pourra faire apparaître des pourcentages voisins de l'exactitude.

Pour rappel ces pourcentages établis dans le rapport du 10 janvier 1953, s'établissaient comme suit pour 1952 :

Parti : 40 %  
Sans - parti : 40 à 45 %  
Soc.lib.chrétiens : 15 %

Notre travail en Flandres : Au cours de l'année 1953, la direction du Parti a attiré notre très sérieuse attention sur la situation retardataire de notre travail en Flandres. Une commission flamande provisoire a été créée au mois de Juin 1953 au sein du Comité Exécutif avec la tâche d'examiner cette situation, et d'y apporter remède avec des propositions concrètes. Le rapport établi par cette commission et discuté ensuite par le Comité Exécutif fut l'objet d'une importante communication au cours de la réunion trimestrielle du Comité National du 20 décembre 1953.

En substance, le rapport attirait l'attention de l'organisation sur la nécessité de cesser d'observer une subtile distinction entre le travail en Flandres et le travail en Wallonie.

Il proposait de donner un sens plus national à notre travail en le plaçant non plus sur le plan régional, mais sur le plan belge. Après avoir analysé la situation dans les deux régions du pays, il concluait en montrant les similitudes existantes entre telle partie de la Wallonie et telle partie de la Flandre. Afin de mettre sur le même pied les deux régions, il proposait un plan de travail pour 1954, qui, outre qu'il comportait une série d'objectifs à atteindre, définissait quelques mesures pratiques de nature à réaliser ces objectifs.



Parmi ces mesures figuraient :

- 1° renforcement de l'appareil permanent mis à la disposition de la partie flamande du pays, sans toutefois augmenter le nombre total des permanents;
- 2° mettre à la disposition de la région flamande des matériaux de propagande (films, brochures, expositions, éditions) en langue flamande, et dans une proportion égale aux mêmes matériaux de propagande mis à la disposition de la partie francophone du pays.

Ces mesures ont été immédiatement mises en pratique.

Alors qu'avant, parmi les 4 permanents dirigeants, un seul (Janssens) travaillait uniquement pour la Flandre, aujourd'hui Singer et Lisette Abts consacrent une bonne part de leur activité en Flandres

Le plan de travail qui fut établi a également pour but, et il a été chiffré en conséquence, de rattraper le retard relatif de la Flandre vis-à-vis de la Wallonie.

Encore que timides, les premiers effets de ce travail se font déjà doucement sentir.

Nous sommes loin encore de rattraper le retard de la Flandre vis-à-vis de la Wallonie, notamment en ce qui concerne les effectifs, mais cependant de nouvelles formes de propagande mises en action s'avèrent très fructueuses.

A Renaix, où nous avons des membres (32) mais où nous n'avons pas encore de section, nous avons organisé une très grande exposition de photos et panneaux sur l'U.R.S.S. - Cette manifestation fut organisée, en l'absence de section réelle, directement par les soins de la direction nationale. L'exposition fut fréquentée en deux jours par environ 500 personnes. Un peu après, fut organisée toujours de la même manière, une conférence sur l'URSS avec le concours d'Etienne Bastien, socialiste et journaliste à l'Agence Belga sur son récent voyage en URSS. Cette manifestation groupa plus de 200 personnes.

Le moment est venu de créer un véritable comité de section et notre ami Janssens visite actuellement des industriels, des syndicalistes, des membres du personnel enseignant, ayant assisté à nos deux précédentes manifestations, pour les pressentir afin d'entrer dans le comité de la section.



Dans le même esprit, et comme première étape, nous allons organiser une exposition sur l'URSS à St Nicolas-Waas, où nous avons obtenu la Maison Communale, à Tamise, à Hasselt où nous organiserons une exposition sur les arts plastiques avec le concours d'une association locale d'artistes (peintres et sculpteurs), à Louvain où nos amies Guidon et Abts vont ce soir, et à Bruges.

&

#### Activités publiques.

Au cours de l'année 1953, nous avons organisé 849 manifestations publiques dont 60 séances ciné en 35 mm.; 337 séances en 16mm 416 conférences; 13 expositions; 10 fêtes; 6 concerts et 7 Congrès, touchant environ 80.000 personnes.

Au cours de l'année 1953, nous avons organisé 849 manifestations d'activité publique dont 60 séances de cinéma en 35 mm (contre 148 en 1952), 337 séances en 16 mm (contre 312 en 1952), 416 conférences et meetings (contre 328 en 1952), 13 expositions (contre 57 en 1952), 10 fêtes (contre 19 en 1952), 6 concerts (contre 2 en 1952) et 7 Congrès (contre 5 en 1952).

Dans le dernier rapport nous indiquions que pour 1952 "le nombre de conférences est cependant encore insuffisant, et nous prévoyons pour 1953 d'atteindre au minimum le chiffre de 400 conférences pour toute l'année".

Cette prévision a été réalisée et dépassée. La chute du nombre de séances de cinéma en 35 mm par rapport à 1952 (chute de 88 séances) provient en ordre principal du manque de films.





En ce qui concerne les expositions, nous n'avons reçu aucun matériel nouveau en 1953, et les expositions organisées l'ont été avec du matériel déjà un peu dépassé.

### Presse

Au mois d'octobre 1953 pour notre presse d'expression française et au 1er janvier 1954 pour notre presse d'expression flamande, une refonte complète du contenu, du caractère et de la présentation de notre presse a été opérée.

Nos revues mensuelles "Voici l'URSS" et "Nieuwe Wereld", firent place à deux journaux : "BELGIQUE-URSS" et "BELGIE-USSR", paraissant deux fois par mois.

A ce jour, 11 numéros de "Belgique-URSS" ont paru, 5 numéros de "België-USSR" ont paru.

La nouvelle formule de notre presse s'appuie sur l'idée qu'il fallait un organe capable d'informer sur l'URSS, et ce dans les domaines les plus divers de l'activité soviétique, c'est-à-dire dans les domaines politique, économique, social, littéraire, artistique et scientifique. Un organe capable d'être le miroir fidèle, et aussi complet que possible de toute la réalité soviétique. Le but de cet organe devait être aussi de rétablir la vérité soviétique en luttant dans chaque domaine contre la désinformation, d'être ainsi un arsenal d'arguments entre les mains de tous les amis de l'URSS.

Mais en plus, cet organe devait aussi et surtout être le reflet des opinions positives belges sur l'URSS en même temps que la réfutation polémique des opinions négatives belges sur l'URSS.

Enfin, comme son nom l'indique, cet organe devait être un pont entre l'URSS et la Belgique, en notant avec attention tout ce qui rapproche nos deux peuples. Après quelques tâtonnements, et après l'expérience d'un certain nombre de numéros, il semble que notre presse tend à s'identifier avec le but qu'il



lui était assigné.

Belgique-U.R.S.S.

La diffusion des 11 numéros parus se présente comme suit :  
(à noter qu'il n'est tenu compte dans ces chiffres que des numéros vendus, soit par le canal du vendeur, soit par celui de l'abonnement. Il n'est pas tenu compte des numéros distribués à titre de service ou de propagande, ni de la livraison effectuée à l'Agence Dechenne à propos de laquelle les résultats ne sont encore que fragmentaires).

Année 1953

	<u>Vendeurs</u>	<u>Abonnés</u>	<u>Total</u>
N°1	7.582	222	7.804
N°2	7.075	252	7.327
N°3	6.566	303	6.869
N°4	7.016	304	7.320
N°5	6.563	342	6.905
N°6	6.416	373	6.789
moyenne	6.870	300	7.169

Année 1954

N°1	6.713	813	7.526
N°2	6.845	910	7.755
N°3	6.033	948	6.981
N°4	5.649	983	6.632
N°5	5.708	1.004	6.712
moyenne	6.189	931	7.121

Livraisons effectuées à l'Agence Dechenne :

<u>Année 1953</u>	<u>Livré</u>	<u>Retour</u>	<u>Vendu</u>
N°1	3.000	2.612	388
N°2	3.000	2.659	341
N°3	2.600	2.294	306
N°4	2.400	2.140	260
N°5	2.175	1.936	239
N°6	1.925	1.685	240



<u>Année 1954</u>	<u>Livré</u>	<u>Retour</u>	<u>Vendu</u>
N°1	1.100		
N°2	1.100		
N°3	950		
N°4	900		
N°5	850		

A la faveur de ces chiffres, l'on peut fixer à 7.360 exemplaires la moyenne de "Belgique-URSS" vendus à chaque parution.

A noter qu'il paraît deux fois par mois, ce qui fait chaque mois 14.720 exemplaires contre mensuellement 4.255 exemplaires de "Voici l'URSS", chiffre auquel la revue était tombée lors de son dernier numéro paru (Septembre 1953).

België-U.S.S.R.

<u>Année 1954</u>	<u>Vendeurs</u>	<u>Abonnés</u>	<u>Total</u>
N°1	2.498	481	2.979
N°2	2.543	486	3.029
N°3	2.134	523	2.657
N°4	2.088	537	2.625
N°5	2.118	539	2.657
moyenne	2.276	513	2.789

Livraisons effectuées à l'Agence Dechenne

	<u>Livré</u>	<u>Retour</u>	<u>Vendu</u>
N°1	800	711	89
N°2	625	581	44
N°3	625		
N°4	625		
N°5	625		

A la faveur de ces chiffres, l'on peut fixer à 2.833 la moyenne de "België-USSR" vendus à chaque parution. Comme il paraît également deux fois par mois, cela fait chaque mois 5.666 exemplaires, contre mensuellement 2.541 de "Nieuwe Wereld", chiffre auquel la revue était tombée lors de son dernier numéro paru (Décembre 1953).



Pour l'ensemble de notre presse, nous avons donc à chaque parution un chiffre de 10.193 numéros diffusés, soit 20.386 exemplaires par mois contre 6.796.

&

En ce qui concerne l'aspect financier du problème, notons tout d'abord que nos revues (ancienne formule) furent bénéficiaires jusqu'à la fin de l'année 1950. A partir de 1951 elles commencèrent à être déficitaires, tant en raison de l'augmentation du prix du papier, que par la baisse continuelle de la vente.

Aux comptes arrêtés à la fin du mois de Janvier 1954, le déficit total de notre presse (ancienne formule) atteignait 221.744 frs 40 cmes.

Ce chiffre peut encore se modifier, mais seulement dans une faible proportion : 10.000 frs au maximum peuvent être encore récupérés chez des vendeurs en retard de paiement.

Grosso modo, nos anciennes revues nous auront coûté 210.000 francs.

Pour notre presse nouvelle formule, la situation actuellement se présente comme suit :

<u>Dépenses</u>	
Frais d'impression, taxes et frais d'expédition par N° et pour les deux journaux . . . . .	21.886.-
Clichage (moyenne) . . . . .	1.400.-
Frais divers (moyenne) . . . . .	300.-
	<hr/>
	23.586.-

<u>Recettes</u>	
10.193 numéros diffusés à	
vendeurs 8.370 à 1,75	14.647,50
abonnés 1.539 à 1,65	2.539,35
Dechenne 284 à 1,20	340,80
	<hr/>
total :	17.527,65

Soit un déficit par N° de 23.586 - 17.527,65 = 6.058,35 ou environ 12.000 francs par mois.

&



Cette situation a retenu toute notre attention.

Afin d'arriver à combler le déficit, nous devrions vendre en plus à chaque parution environ 3.500 exemplaires. Cet objectif ne sera atteint que par une augmentation progressive de la vente de notre presse. Aussi pour arriver immédiatement à colmater le déficit, nous avons décidé d'inclure de la publicité payante dans nos journaux.

Celle-ci sera particulièrement recherchée parmi les firmes qui tant à l'importation qu'à l'exportation commercient avec l'URSS. Un accord a été pris avec la firme C.E.P.I., et l'agent de cette dernière va se mettre immédiatement à la recherche de cette publicité.

#### Littérature

Indépendamment de l'effort de diffusion des périodiques soviétiques, le B.P. avait attiré notre attention sur la nécessité d'élargir aussi par nos propres moyens la diffusion de la littérature soviétique (romans).

A cet égard nous avons créé au centre des A.B.S., et dans quelques-unes de nos sections et fédérations, des comptoirs de vente. Ceux-ci sont actuellement au nombre de 13, à savoir : Bruxelles (siège), Alost, Boitsfort, Brabant-Wallon, Courtrai, Houdeng, Ixelles, Liège, Luttre, St Nicolas, Souvret, Waterloo et Gand.

Nous poursuivons la création de comptoirs de vente dans d'autres régions du pays. Au cours de l'année 1953 le chiffre d'affaires ainsi réalisé (littérature uniquement) a atteint le chiffre de 40.861 frs 45.

Indépendamment un effort particulier a été fait pour la diffusion de "Union Soviétique" par le canal de nos sections. Celles-ci en vendent actuellement 386 exemplaires mensuellement. Nombreux sont ceux de nos diffuseurs qui se fournissent directement au "Monde Entier". Nous n'avons pas cru devoir les inviter à s'~~affermir~~ approvisionner chez nous.



Tournée Guilels - Septembre 1953.

Au mois de Septembre 1953, le grand pianiste Emile Guilels vint en Belgique pour y tenir une série de concerts.

On peut dire que les concerts Guilels furent organisés en général de façon satisfaisante et connurent un succès remarquable.

A Bruxelles, Guilels fut applaudi aux Beaux-Arts par une salle de 1.500 personnes.

A Anvers par plus de 600 personnes.

A Liège par 1.200 personnes.

A Charleroi le concert se déroula dans la Grande Salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville devant un public très nombreux (près de 700 personnes).

Il faut cependant faire une exception pour le concert organisé à Gand, où l'assistance fut insuffisante. Il est certain qu'il faut attribuer cela avant tout à une mauvaise préparation.

Mais à la venue de Guilels en Belgique il faut relier la venue au début de Janvier 1954 des trois autres artistes soviétiques, et examiner l'ensemble de ces concours dans le cadre des échanges culturels entre l'URSS et notre pays.





### Les échanges culturels

Un groupe d'artistes soviétiques conduits par Monsieur Smetanine, représentant le Ministère de la Culture de l'URSS, vient d'effectuer une tournée de concerts en Belgique.

Ce groupe se composait du violoniste Igor Bezrodny, du pianiste Eugène Malinine et de Vladimir Yampolski, accompagnateur de Bezrodny.

Les artistes se sont produits dans les quatre plus grandes villes du pays, au cours de 6 récitals.

Bezrodny s'est produit : à Bruxelles, à Liège et Anvers; Malinine s'est produit à Bruxelles et à Liège. De plus, Bezrodny et Malinine se sont produits en un récital mixte à Charleroi.

Enfin, chacun des deux artistes a enregistré dans les studios de l'Institut de Radiodiffusion, l'un à la section française, l'autre à la section flamande.

&

Cette tournée de concerts a connu un très grand retentissement, supérieur à celui qu'avait connu, en septembre 1953, la tournée d'Emile Guilels.

La raison de ce progrès est simple : la tournée de Guilels fit un bien énorme à celle de Bezrodny et de Malinine : elle avait ravivé encore l'intérêt passionné, l'admiration des milieux musicaux et du public amateur de musique pour l'école musicale soviétique.

Il nous paraît extrêmement souhaitable que désormais la Belgique reçoive chaque année la visite de plusieurs virtuoses soviétiques.

A titre d'exemple, nous proposons que les artistes dont les noms suivent, puissent venir en Belgique aux mois proposés :

Novembre 1954	David Oistrakh
Décembre 1954	Emile Guilels
Janvier 1955	Léonid Kogan
Février 1955	Eugène Malinine
Mars 1955	Igor Bezrodny
Avril 1955	Zara Doloukhanova



En conclusion, nous estimons que la tournée Bezrodny - Malinine se solde par un bilan très positif, et que c'est dans cette voie et dans cet esprit qu'il convient de poursuivre le développement des échanges culturels.

Nous ajouterons qu'il est très souhaitable que de tels échanges se développent également dans d'autres domaines.

Citons en tête de ces échanges le domaine sportif.



13

Il est clair que, si les relations à caractère musical touchent un public extrêmement intéressant, ce public se chiffre par milliers d'auditeurs. Les échanges à caractère sportif, eux, seraient susceptibles de toucher des centaines de milliers de spectateurs, particulièrement et avant tout dans le domaine du football, et en deuxième lieu, dans celui du Baskett-ball.

De ce point de vue l'annonce de la rencontre annoncée pour Octobre ou Novembre 1954 entre le Stade "Dynamo" et l'équipe d'Anderlecht a soulevé un intérêt considérable en Belgique, et déjà nous sommes assaillis de demandes multiples de différents clubs qui désireraient rencontrer les soviétiques.

&

### Cinéma

Au cours de l'année 1953, nous avons organisé dans le pays 60 séances de cinéma en 35 mm contre 148 en 1952.

Ce décalage énorme provient en ordre principal du manque de films au cours de l'année 1953. Cette situation se répète d'ailleurs au cours du 1er trimestre de l'année 1954.

En effet, la situation se présente comme suit : les A.B.S. utilisent pour leurs passages de films soviétiques en 35 mm, ceux de ces films qui se trouvent au catalogue du secteur "politique" de "Progrès-Films". Au cours de l'année 1953, cette société n'a sous-titré que très peu de films pour ce secteur. En tout et pour tout, un seul film "La Moisson". Il s'en suit que le catalogue se trouve épuisé pour un grand nombre de nos sections qui ont l'habitude d'organiser régulièrement des séances en 35 mm au cours d'une année. Voici d'ailleurs à cet égard quelques chiffres. Anvers a organisé en 1952 9 séances en 35 mm, au cours de l'année 1953 5 seulement. Seraing a organisé en 1952 7 séances en 35 mm, 4 seulement en 1953. Gand a organisé 13 séances en 35 mm en 1952, 7 seulement en 1953. Ougrée a organisé 5 séances en 35 mm en 1952, 2 seulement en 1953. etc. etc.

Cette situation mérite évidemment une très sérieuse attention. Mais il est bien clair que sa solution n'est pas du seul



ressort des ABS.

Par contre en 16 mm nous avons organisé en 1953 un plus grand nombre de séances qu'en 1952 (337 contre 312). Un plus grand nombre de films en 16mm que dans le passé se trouve à la disposition des organisations dans le catalogue du service "politique" de "Progrès-Films". C'est notamment le cas des films pour Flandres, dont certains arrivent directement à "Progrès-Films" avec des sous-titres flamands, certains même sont maintenant parlant flamand (deux pour le moment). Cette nouvelle situation rendra indubitablement plus aisée la pénétration des films 16 mm en Flandres.

### Centre Culturel

Déjà en 1952, le Centre Culturel des ABS avait pris un sérieux regain d'activité. Cette situation s'est poursuivie au cours de l'année 1953. C'est ainsi que dans le cadre du 5e Congrès National des ABS tenu à la Pentecôte 1953, il a été organisé une Conférence Nationale Culturelle qui remporta un vif succès. Son but était d'examiner comment porter à la connaissance des milieux intellectuels belges les immenses progrès de la culture soviétique, et quels étaient les ~~meilleures~~ voies et moyens pour élargir les échanges culturels entre la Belgique et l'URSS.

A l'issue du 5e Congrès National des ABS fut créé un Comité directeur du Centre Culturel National qui se réunit depuis très régulièrement, et qui est composé du professeur Schellinckx, président, Sironval père, secrétaire, et de Picqueray, professeur Chiurdoglu, professeur Mathieu, membres.

Le Centre Culturel a édité un bulletin trimestriel d'informations culturelles sur l'URSS, dont deux numéros sont déjà parus. Il est tiré à 500 exemplaires, et le premier bulletin culturel en flamand paraîtra incessamment.

Une autre tâche du Centre Culturel était de créer des centres régionaux à Liège, Anvers, Gand et Charleroi. Dans ce domaine la situation est moins bonne. La réalisation de ces objectifs traine péniblement. Des pourparlers, contacts et réunions ont eu lieu à



Liège, Anvers, Gand et Charleroi, mais on ne peut pas dire qu'ils ont abouti à la création réelle de filiales du Centre Culturel dans ces régions. Certes, certaines activités de caractère purement culturel ont eu lieu à Anvers (conférence Versou), à Liège (conférence Brouers sur le théâtre soviétique), à Charleroi (prises de contacts par le Dr Toussaint avec des intellectuels de la région) Mais des directions régionales de ces centres culturels n'existent pas encore. Il y a à cela plusieurs raisons : 1) résistance rencontrée pour le travail parmi les intellectuels de la part de directions régionales des ABS, c'est notamment le cas à Anvers; 2) difficultés rencontrées auprès des intellectuels pour les grouper, les réunir régulièrement pour les orienter dans une tâche précise, et éviter qu'ils ne s'évadent dans des digressions oiseuses et fumeuses; 3) insuffisance de direction ferme de la part des dirigeants nationaux du Centre Culturel.

Il faut ajouter à cela, et c'est certainement là que se trouve la responsabilité la plus grande, un manque d'attention permanente de la direction des ABS pour le travail du Centre Culturel, dans la voie de son élargissement en province. Toutefois, une série de manifestations ont été organisées à Bruxelles par le Centre Culturel : Commémoration Poudovkine au Palais des Beaux-Arts, Commémoration Prokofieff au Palais des Beaux-Arts, débat sur la structure chimique vue par les soviétiques auquel participèrent Chiurdoglu, Mathieu et Geheniau, Conférence sur la littérature soviétique par J. Versou.

Il reste cependant à la faveur de la visite des musiciens soviétiques de très grandes possibilités d'approcher les milieux musicaux. L'envoi d'un matériel sur la formation artistique et musicale en URSS, qui s'effectue actuellement, doit constituer la base concrète sur laquelle il est possible de gagner de nombreux artistes à notre mouvement.

Enfin, il a été décidé par notre Comité Exécutif que se tiendrait en Septembre dans le cadre des fêtes du 25e anniversaire des ABS, une nouvelle conférence nationale du Centre Culturel.



### Les Amis Belges de Mitchourine

La création des "Amis Belges de Mitchourine" se monte à la fin de l'année 1952.

En 1953 la tâche de cette nouvelle organisation a été de poursuivre son effort de constitution. Dans le cadre du 5e Congrès National des ABS il a été tenu, à l'instar de ce qui a été fait pour le Centre Culturel, une Conférence Nationale des "Amis Belges de Mitchourine".

Celle-ci rencontra un très vif succès. Près de 100 délégués se trouvaient réunis, représentant des régions les plus diverses du pays.

Au cours de l'année 1953, les "Amis Belges de Mitchourine" publièrent deux bulletins imprimés "Agriculture Nouvelle", l'un en français, l'autre en flamand. Il en fut publié 6 numéros en français et 4 numéros en flamand.

Quatre cours de formation de propagandistes furent organisés pour former des conférenciers chargés de populariser les théories mitchouriniennes à travers le pays.

Des sections des "Amis Belges de Mitchourine" se créèrent dans le pays, quoique avec une certaine lenteur.

Pour le moment, des sections existent à St Antonius Brecht, Flobecq, Malempré, Mellery, Liège, Bruxelles, Verviers, Modave, Huy. Des sections sont en formation à Bernissart, Alost et dans le Luxembourg.

Dans l'ensemble le travail est assez lent. La direction des "Amis Belges de Mitchourine" est insuffisante. Elle est composée de : De Becker, Puissant et Sironval. Toutefois ce dernier est fréquemment absent de Belgique, envoyé en mission scientifique à l'étranger.

Les bulletins paraissent irrégulièrement.

Et le travail de prospection pour l'installation de nouvelles sections est insuffisant.

Les gros problèmes qui se posent en ce qui concerne le développement des "Amis Belges de Mitchourine" sont :

1° Développer les centres d'expériences



- 2° Veiller au contrôle scientifique des expériences et de la vulgarisation des théories mitchouriniennes.
- 3° Régulariser la parution des bulletins
- 4° Attacher une plus grande attention au développement des "Amis Belges de Mitchourine" en pays flamand;
- 5° Mettre dans les différentes régions du pays des militants ABS à la disposition des "Amis Belges de Mitchourine";
- 6° Faire organiser dans les sections ABS des conférences sur le "Mitchourinisme" avec le concours des conférenciers des "Amis Belges de Mitchourine"
- 7° Renforcer la connaissance scientifique au sein du Comité ~~National~~ <sup>Directeur</sup> des "Amis Belges de Mitchourine" par l'adjonction de nouveaux amis qualifiés;
- 8° Etablir des liaisons plus étroites entre les "Amis Belges de Mitchourine" et les Pionniers (terrains d'expérience) et le Mouvement de Défense Paysanne (paysannerie).

&

### Cours de Russe

Poursuivant l'organisation des cours de langue russe, nous avons réussi à organiser des cours réguliers à Anvers, Bruxelles, Liège, Gand, Charleroi. Le problème de l'organisation des cours est évidemment lié à la possibilité de détecter des professeurs capables.

Les cours qui sont organisés à notre siège à Bruxelles sont de loin, les plus fréquentés.

Voici d'ailleurs les résultats de ces cours pour l'année scolaire 1952 - 1953.

Au cours de russe de Bruxelles, nous avons eu pour cette période un total de 52 élèves se répartissant comme suit :

cours de 1ère année (4 groupes) 29 élèves

cours de 2e année (3 groupes) 23 élèves

Les élèves qui ont suivi les cours jusqu'à la fin, sont au nombre de 25, soit un déchet de 50 %. Ils se répartissent ainsi :

1ère année : 14 élèves

2ème année : 11 élèves